

# ÉTATS FINANCIERS 2018

- Déclaration d'intégralité
- État de la situation financière au 31 décembre 2018
- État de la performance financière pour l'exercice 2018
- Tableau des flux de trésorerie de l'exercice 2018
- Notes afférentes aux États financiers de l'exercice clos au 31 décembre 2018
- État des engagements et des règlements au 31 décembre 2018



Loy



À l'attention de Monsieur Driss JETTOU  
Auditeur externe de l'OIF

### Déclaration d'intégralité des comptes 2018 de l'Organisation internationale de la Francophonie

L'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) pour l'exercice clos au 31 décembre 2018 vise à exprimer une opinion sur l'image fidèle que donnent les états financiers de la situation financière de l'OIF au 31 décembre 2018, ainsi que du résultat de ses opérations et des mouvements de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables internationales du secteur public (IPSAS).

Nous sommes responsables de l'établissement et de la présentation sincère des états financiers, conformément aux normes IPSAS.

Nous confirmons, au mieux de nos connaissances et en toute bonne foi, les déclarations suivantes :

- Nous n'avons connaissance d'aucune irrégularité impliquant la direction ou les employés ayant un rôle important dans le fonctionnement du contrôle interne ou susceptible d'avoir une incidence significative sur les états financiers.
- Nous vous avons présenté tous les livres comptables, toute la documentation y afférente et tous les procès-verbaux des réunions des instances de l'Organisation.
- Nous confirmons l'exhaustivité des informations fournies concernant les parties liées.
- Nous confirmons qu'à notre connaissance, les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives, y compris des omissions.
- Notre Organisation s'est conformée à toutes les dispositions des accords contractuels dont le non-respect pourrait avoir une incidence significative sur les états financiers.
- Nous n'avons connaissance d'aucune violation des règles des autorités de contrôle susceptible d'avoir une incidence significative sur les états financiers.
- Les éléments suivants ont été correctement enregistrés et, si nécessaire, ont fait l'objet d'une information appropriée fournie dans les états financiers :
  - a. les parties liées, ainsi que les soldes des opérations entre celles-ci ;
  - b. les pertes résultant d'engagements de vente ou d'achat ;
  - c. les accords et opinions de rachat des actifs précédemment vendus ;
  - d. les actifs donnés en garantie.

- Nous n'avons aucun projet ou intention susceptible d'altérer de manière significative la valeur des actifs et des passifs reflétés dans les états financiers ou leur classification.
- Les provisions pour risques et charges de l'Organisation ont été estimées au 31 décembre 2018 sur la base des informations connues à la date d'arrêté des comptes, ou d'hypothèses de calcul s'agissant du risque lié au cofinancement de certains projets.
- S'agissant du recouvrement des arriérés de contributions statutaires, nous vous confirmons que des actions sont menées au cas par cas avec les États membres concernés et, en tout état de cause, suivies par un groupe de travail spécifique sur le barème des contributions.
- Nous n'avons aucun plan visant à abandonner des activités ou d'autres plans ou intentions qui auraient pour résultat d'aboutir à un stock excédentaire ou obsolète, et aucun stock n'est comptabilisé pour un montant supérieur à sa valeur nette de réalisation.
- L'Organisation a un titre de propriété pour tous ses actifs et aucun n'a été nanti ou hypothqué ou ne fait l'objet de sûretés ou de servitudes.
- Nous avons enregistré ou décrit, selon le cas, tous les passifs, y compris les engagements réels ou potentiels.
- Aucun événement postérieur à la date de clôture ne s'est produit qui nécessiterait un ajustement des états financiers, ou une mention dans ceux-ci ou dans une note annexe aux dits états.
- Les litiges sont provisionnés dans les états financiers. Aucune autre réclamation concernant un contentieux n'a été reçue ou n'est actuellement attendue.
- Il n'existe pas d'accord formel ou informel de compensation relatif à l'un quelconque de nos comptes de trésorerie ou de portefeuille.

Fait à Paris, le 26 avril 2019

Pour l'Organisation internationale  
de la Francophonie,

La Secrétaire générale



Louise MUSHIKIWABO



## ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE 2018



## État de la situation financière au 31/12/2018

ACTIFS	Valeurs (en k€)		Variations	
	31/12/18	31/12/17	en k€	en %
<b>1. Actifs courants</b>	<b>48 156</b>	<b>60 509</b>	<b>-12 353</b>	<b>33%</b>
1.1. Trésorerie et équivalents de trésorerie	41 799	49 977	-8 178	39%
1.2. Contributions statutaires	2 307	2 116	191	135%
1.3. Contributions volontaires	269	2 880	-2 611	-3%
1.4. Crédit TVA	570	554	17	-25%
1.5. Autres actifs courants	3 204	4 966	-1 762	6%
1.6. Stocks	7	17	-10	61%
<b>2. Actifs non courants</b>	<b>114 720</b>	<b>112 462</b>	<b>2 258</b>	<b>-14%</b>
2.1. Immobilisations financières	24 364	17 094	7 270	-43%
2.2. Immobilisations incorporelles	466	830	-363	-28%
2.3. Immobilisations corporelles	89 891	94 538	-4 648	-5%
2.4. Autres actifs non financiers	0	0	0	0%
<b>TOTAL ACTIFS</b>	<b>162 877</b>	<b>172 972</b>	<b>-10 095</b>	<b>-2%</b>

PASSIFS	Valeurs (en k€)		Variations	
	31/12/18	31/12/17	en €	en %
<b>1. Passifs courants</b>	<b>18 097</b>	<b>21 000</b>	<b>-2 903</b>	<b>1%</b>
1.1. Dettes fournisseurs	6 428	5 783	645	0%
1.2. Dettes liées au personnel	1 024	624	399	-40%
1.3. Dettes sociales	1 166	1 219	-53	-17%
1.4. Autres dettes	9 300	13 233	-3 934	7%
1.5. Emprunts à court terme	0	0	0	0%
1.6. Autres passifs courants	180	141	39	103%
<b>2. Passifs non courants</b>	<b>118 306</b>	<b>122 345</b>	<b>-4 038</b>	<b>0%</b>
2.1. Prêts à long terme	0	0	0	0%
2.2. Avantages au personnel	30 571	30 299	272	15%
2.3. Autres passifs non courants	87 735	92 045	-4 310	-5%
<b>TOTAL PASSIFS</b>	<b>136 403</b>	<b>143 345</b>	<b>-6 941</b>	<b>0%</b>

ACTIF NET / SITUATION NETTE EN k€	Valeurs (en k€)		Variations	
	31/12/18	31/12/17	en k€	en %
1. Dons	101	101	0	0%
2. Réserves	26 372	29 526	-3 154	-8%

## **ÉTAT DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE DE L'EXERCICE 2018**

LH

## État de la performance financière

Exercice 2018

	Valeurs(en k€)		Variations	
	31/12/18	31/12/17	en k€	en %
<b>1. PRODUITS OPÉRATIONNELS</b>	<b>77 720</b>	<b>79 564</b>	<b>-1 844</b>	<b>-2%</b>
1.1. Contributions statutaires	41 377	40 721	655	2%
1.2. Contributions volontaires	16 029	18 946	-2 918	-15%
1.3. Subventions hors budget	0	4 749	-4 749	-100%
1.4. Fonds spéciaux	9 749	2 836	6 913	244%
1.5. Autres produits opérationnels	9 532	9 455	77	1%
1.6. Rep. provisions et transf de ch	1 034	2 857	-1 823	-64%
<b>2. CHARGES OPÉRATIONNELLES</b>	<b>76 877</b>	<b>77 056</b>	<b>-178</b>	<b>0%</b>
2.1. Achats	570	477	94	20%
2.2. Charges liées aux protocoles	21 377	17 823	3 554	20%
2.3. Autres achats et charges externes	19 775	18 390	1 385	8%
2.4. Impôts et taxes	53	64	-12	-18%
2.5. Charges de personnel	29 253	31 545	-2 292	-7%
2.6. Autres charges	25	2 150	-2 125	-99%
2.7. Dotations aux amortissements et aux provisions	5 825	6 607	-783	-12%
<b>SOLDE ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLES</b>	<b>843</b>	<b>2 508</b>	<b>-1 666</b>	<b>-66%</b>
<b>3. ACTIVITÉ NON OPÉRATIONNELLES</b>	<b>-3 949</b>	<b>-4 699</b>	<b>751</b>	<b>-16%</b>
3.1. Produits financiers	664	1 070	-406	-38%
3.2. Charges financières	4 610	5 770	-1 160	-20%
3.3. Produits sur cessions d'immob.	-2	1	-3	-267%
<b>SOLDE ACTIVITÉS ORDINAIRES</b>	<b>-3 106</b>	<b>-2 191</b>	<b>-915</b>	<b>42%</b>
 Eléments extraordinaires	-48	52	-100	
<b>SOLDE NET DE L'EXERCICE</b>	<b>-3 154</b>	<b>-2 139</b>	<b>-1 015</b>	<b>47%</b>

## **TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE DE L'EXERCICE 2018**

LM

## Tableau des flux de trésorerie de l'exercice 2018

	Montant en k€ 31/12/18	Montant en k€ 31/12/17
<b>FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE</b>		
<b>Excédent</b>	<b>-3 154</b>	<b>-2 139</b>
Amortissements	5 528	5 610
Augmentation de la provision pour contributions	216	611
Augmentation de la provision pour risques et charges	81	258
Augmentation de la provision financières	322	154
Diminution de la provision pour contributions	-830	-356
Diminution de la provision financière	-141	-69
Quote part de subvention d'investissement	-4 314	-4 314
Diminution de la provision pour risques	-105	-1 662
Diminution de la valeur nette des immobilisations suite cession	2	-1
<b>Mouvements sans effet de trésorerie</b>	<b>759</b>	<b>230</b>
Variation des stocks	10	-6
Variation des contributions	3 117	-1 361
Variation Etat - TVA	20	1 296
Variation personnel - organismes sociaux	57	94
Variation des autres créances	1 622	-206
Variation des dettes fournisseurs	645	-23
Variation du personnel	399	-424
Variation des organismes sociaux	-51	-254
Variation des autres dettes	-3 937	854
<b>Flux net de trésorerie générée par l'activité</b>	<b>-513</b>	<b>-1 939</b>
<b>FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</b>		
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-518	-586
Acquisitions d'immobilisations financières	-15 014	-2
Cession d'immobilisations financières	7 602	13 114
Cession d'immobilisations	0	7
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement</b>	<b>-7 930</b>	<b>12 533</b>
<b>FLUX DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT</b>		
Prélèvements sur fonds de réserve	0	-550
Augmentation du fonds de prévoyance	265	3 893
Diminution du fonds de prévoyance	0	0
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement</b>	<b>2 632</b>	<b>148</b>
<b>VARIATION NETTE DE TRESORERIE</b>	<b>-8 178</b>	<b>13 937</b>
<b>VARIATION NETTE DE TRESORERIE</b>		
Trésorerie d'ouverture	49 977	36 040
Trésorerie de clôture	41 799	49 977
<b>VARIATION NETTE DE TRESORERIE</b>	<b>-8 178</b>	<b>13 937</b>



**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS  
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2018**

LM

# SOMMAIRE

NOTE 1 : FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE .....	14
NOTE 2 : ENTITÉ COMPTABLE .....	16
NOTE 3 : CONVENTIONS COMPTABLES .....	18
3.1. Périmètre d'arrêté des comptes .....	18
3.2. Base de préparation .....	18
3.2.1. Application des normes IPSAS .....	18
3.2.2. Règles comptables .....	18
3.3. Méthodes comptables appliquées .....	19
3.3.1. Monnaie utilisée pour la comptabilité .....	19
3.3.2. Transactions en devises étrangères .....	19
3.3.3. Information sectorielle .....	19
3.3.4. Trésorerie et équivalents de trésorerie .....	19
3.3.5. Placements à court terme .....	19
3.3.6. Contributions .....	19
3.3.7. Autres actifs courants .....	20
3.3.8. Stocks .....	20
3.3.9. Immobilisations financières .....	21
3.3.10. Immobilisations corporelles .....	21
3.3.11. Immobilisations incorporelles .....	22
3.3.12. Avantages au personnel .....	23
3.3.13. Provisions .....	23
3.3.14. Comptabilisation des produits .....	24
3.3.15. Comptabilisation des charges .....	24
3.3.16. Reversement des fonds du FMU aux autres opérateurs spécialisés de la Francophonie et impacts sur les comptes .....	24
NOTE 4 : ESTIMATIONS ET JUGEMENTS COMPTABLES DETERMINANTS .....	25
4.1. Mises à disposition de locaux .....	25
4.2. Mises à disposition de personnel .....	25



NOTE 5 : ACTIFS .....	27
5.1. Actifs courants .....	27
5.1.1. Trésorerie et équivalents de trésorerie .....	27
5.1.2. Créances sur contributions statutaires .....	27
5.1.3. Créances sur contributions volontaires .....	29
5.1.4. Créances de TVA .....	29
5.1.5. Autres actifs courants .....	29
5.1.6. Stocks .....	30
5.2. Actifs non courants .....	30
5.2.1. Immobilisations financières .....	30
5.2.2. Immobilisations incorporelles .....	30
5.2.3. Immobilisations corporelles .....	31
NOTE 6 : PASSIFS .....	32
6.1. Passifs courants .....	32
6.1.1. Dettes fournisseurs .....	32
6.1.2. Dettes liées au personnel : avantages au personnel courant .....	32
6.1.3. Dettes sociales .....	32
6.1.4. Autres dettes .....	32
6.1.5. Autres passifs courants .....	35
6.2. Passifs non courants .....	35
6.2.1. Avantages au personnel non courants .....	35
6.2.2. Autres passifs non courants .....	35
NOTE 7 : ACTIF NET / SITUATION NETTE .....	36
NOTE 8 : PRODUITS .....	37
NOTE 9 : CHARGES .....	38
9.1. Programmation .....	39
9.2. Fonctionnement .....	39
NOTE 10 : PASSIFS ÉVENTUELS, ENGAGEMENTS ET ACTIFS ÉVENTUELS .....	40
10.1. Engagements au titre de contrats de location simple .....	40
10.2. Actifs éventuels .....	40
10.3. Garantie donnée .....	40



NOTE 11 : COMPTABILITÉ BUDGÉTAIRE .....	41
NOTE 12 : RAPPROCHEMENT BUDGÉTAIRE .....	42
NOTE 13 : GESTION DU RISQUE .....	43
13.1. Risque de crédit.....	43
13.2. Risque de marché .....	43
13.3. Risque de liquidité .....	43
13.4. Risque informatique.....	43
13.5. Risque juridique.....	43
NOTE 14 : PROVISIONS .....	45
NOTE 15 : ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE DES COMPTES .....	45
NOTE 16 : INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIÉES .....	47
16.1. Organes directeurs.....	47
16.2. Principaux dirigeants .....	48
16.3. Établissement des états financiers et gestion de la paie.....	48

*Lyn*

## **NOTE 1**

### **FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE**

#### **■ XVII<sup>ème</sup> Sommet de la Francophonie à Erevan (Arménie)**

Le XVII<sup>ème</sup> sommet s'est déroulé à Erevan (Arménie) du 11 au 12 octobre 2018. Il a été essentiellement marqué par :

- l'élection d'une nouvelle Secrétaire générale pour l'Organisation pour un mandat de 4 ans ;
- l'adoption du budget quadriennal 2019-2022 ;
- la décision d'ouverture d'un bureau régional pour l'Afrique du Nord à Tunis (Tunisie) en 2019 et d'un bureau régional pour le Moyen Orient à Beyrouth en 2020 ou 2021.

#### **■ Conférence des OING de la Francophonie à Erevan (Arménie)**

La XI<sup>ème</sup> Conférence des OING de la Francophonie s'est tenue, du 12 au 14 septembre 2018, à Erevan (Arménie).

#### **■ Conférence internationale sur le dialogue des cultures et des religions**

La III<sup>ème</sup> conférence internationale sur le dialogue des cultures et des religions s'est tenue, du 10 au 12 septembre 2018, à Fès (Maroc).

#### **■ Conférence internationale des jeunes francophones à Genève (Suisse)**

La II<sup>ème</sup> conférence internationale des jeunes francophones s'est tenue à Genève (Suisse) du 17 au 19 septembre 2018.

#### **■ Évolutions au niveau des systèmes d'information**

Les principales évolutions enregistrées sont :

- l'évaluation des systèmes d'information au mois de janvier 2018 par un prestataire externe qui a permis l'identification des principales forces et faiblesses et la mise en place d'un plan d'action pour la gestion des principales faiblesses identifiées ;
- l'appel d'offres pour l'infrastructure des serveurs et stockage en vue de moderniser, d'accroître la sécurité et se préparer pour la mise en œuvre d'un plan de continuité d'activité et de reprise informatique avec l'objectif majeur est de disposer d'une infrastructure renouvelée et ajustée aux besoins de l'OIF en termes de serveurs et de stockage ainsi que d'un site secours hors OIF permettant la mise en place d'un plan de continuité d'activité et le plan de reprise informatique ;
- le non aboutissement, en 2018, du module multisociété du SIG 2g en raison du changement de l'équipe de développeurs du prestataire externe ;

- le déploiement du SIG 2g dans les UHS et organes subsidiaires avec une solution transitoire consistant à doter chacun d'eux d'une version adaptée du SIG2g utilisé au siège, permettant de recueillir les premiers traitements budgétaires de 2019 en attendant la mise en production de la version 1.16 au cours du second semestre 2019.
- la formation de la totalité des équipes des UHS et organes subsidiaires ont été formés à l'utilisation du SIG 2g, à Paris, du 10 au 14 décembre 2018.

## **NOTE 2**

### **ENTITÉ COMPTABLE**

Issue de la Convention de Niamey (Niger) en 1970, l'OIF mène des actions politiques et de coopération multilatérale pour donner corps à une solidarité active au bénéfice des populations de ses Etats et gouvernements membres. Elle agit dans le respect de la diversité culturelle et linguistique, au service de la promotion de la langue française, de la paix et du développement durable.

Les objectifs de la Francophonie sont consignés dans la Charte de la Francophonie (ci-après la Charte) adoptée en 1997 lors du Sommet des chefs d'État et de gouvernement à Hanoï (Vietnam) et révisée par la Conférence ministérielle en 2005 à Antananarivo (Madagascar) :

- l'instauration et le développement de la démocratie ;
- la prévention, la gestion et le règlement des conflits, le soutien à l'État de droit et aux droits de l'Homme ;
- l'intensification du dialogue des cultures et des civilisations ;
- le rapprochement des peuples par leur connaissance mutuelle ;
- le renforcement de leur solidarité par des actions de coopération multilatérale en vue de favoriser l'essor de leurs économies ;
- la promotion de l'éducation et de la formation.

Lors du XV<sup>ème</sup> Sommet des chefs d'État et de gouvernement de la Francophonie, qui s'est déroulé à Dakar du 29 au 30 novembre 2014, un nouveau cadre stratégique de la programmation, pour la période 2015-2022, a été adopté. Il fixe quatre principales missions :

- promouvoir la langue française et la diversité culturelle et linguistique ;
- promouvoir la paix, la démocratie et les droits de l'homme ;
- appuyer l'éducation, la formation, l'enseignement supérieur et la recherche ;
- développer la coopération au service du développement durable et de la solidarité.

Le système institutionnel de la Francophonie rassemble les pays ayant la langue française en partage afin d'organiser et développer une coopération politique, économique, sociale et culturelle entre les 84 États et gouvernements de l'OIF, répartis sur les cinq continents et totalisant une population de quelque 900 millions d'habitants.

Ce dispositif comprend des instances politiques décisionnelles dont la plus haute est le Sommet de la Francophonie (États et gouvernements) qui se réunit tous les deux ans ainsi que le Secrétaire général de la Francophonie, clé de voûte du système institutionnel francophone. Dans l'accomplissement de ses fonctions, il nomme l'Administrateur de l'OIF (ci-

après l'Administrateur) chargé d'exécuter, d'animer et de gérer la coopération ainsi que d'assurer la gestion des affaires administratives et financières.

Les autres institutions de la Francophonie comprennent un organe consultatif, l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (ci-après APF) ainsi que quatre opérateurs spécialisés (en plus de l'OIF), en charge de la mise en œuvre de la coopération multilatérale francophone :

- Agence universitaire de la Francophonie (AUF) ;
- Chaîne internationale de télévision TV5 ;
- Association internationale des maires francophones (AIMF) ;
- Université Senghor d'Alexandrie.

L'OIF s'appuie sur des textes de référence adoptés par ses instances à l'occasion des Sommets de la Francophonie et des Conférences ministérielles permanentes. Elle dispose également d'un certain nombre de sites spécialisés s'inscrivant dans ses champs d'intervention, permettant de fédérer l'ensemble des ressources et de renforcer l'accessibilité tout en préservant la spécificité de chaque ressource.

## **NOTE 3**

### **CONVENTIONS COMPTABLES**

#### **3.1. Périmètre d'arrêté des comptes**

Les états financiers 2018 regroupent l'ensemble des unités administratives de l'OIF :

- le Siège, dont le Cabinet du Secrétaire général et l'Administration de l'OIF, regroupant sept directions ;
- les Unités hors Siège (ci-après UHS) : quatre Représentations permanentes (Bruxelles, Genève, New-York et Addis-Abeba), six Bureaux régionaux (Antananarivo, Bucarest, Lomé, Libreville, Port au Prince et Hanoï) ;
- l'Organe subsidiaire à Québec, ex-IEPF, devenu Institut de la Francophonie pour le Développement Durable (IFDD) en 2013 ;
- l'Organe subsidiaire, Institut de la Francophonie pour l'Éducation et la Formation (IEEF) basé à Dakar ;
- le Comité International des Jeux de la Francophonie (CIJF).

#### **3.2. Base de préparation**

##### **3.2.1. Application des normes IPSAS**

Jusqu'en 2011, les états financiers de l'OIF ont été présentés selon les normes françaises. Une présentation des états financiers, conforme aux normes IPSAS et prévue initialement en 2011, a été reportée et intégralement mise en place pour la première fois pour l'exercice 2012.

En 2012, l'adoption des IPSAS a nécessité la modification de certaines conventions comptables de l'OIF ainsi que le retraitement en normes IPSAS des états financiers de l'exercice 2011.

D'autre part, la présentation des états financiers aux IPSAS nécessite l'utilisation d'estimations comptables essentielles. Les domaines les plus complexes, nécessitant un discernement plus aigu, ou encore dans lesquels des postulats et estimations ont été pratiqués, sont décrits en **Note 4**.

##### **3.2.2. Règles comptables**

Le Règlement financier de l'OIF, en vigueur au 31 décembre 2018, précise, en son article 11.1, que « la comptabilité et les registres comptables doivent être conformes aux normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS) ».

Le manuel comptable de l'OIF, amendé en 2018, définit les règles comptables qui lui sont spécifiquement applicables.

Les conventions comptables ont été adoptées et suivies dans le respect des principes comptables suivants :

- Intelligibilité ;
- Pertinence ;
- Fiabilité.

### 3.3. Méthodes comptables appliquées

#### 3.3.1. Monnaie utilisée pour la comptabilité

La comptabilité de l'OIF est tenue en euro.

#### 3.3.2. Transactions en devises étrangères

L'OIF gère les comptes de dix UHS, de l'IFDD et de l'IEFF dont certains utilisent des monnaies autres que l'euro. La gestion de ces opérations n'entraîne pas de dérogations à la réglementation comptable. Les opérations courantes sont enregistrées sur la base des cours au 1er janvier et au 1er juillet, dit « taux de chancellerie », fixés semestriellement par décision de l'Administrateur et permettant de stabiliser le budget de l'année.

Les mouvements de trésorerie sont enregistrés, au jour le jour, au taux de la chancellerie. Au 31 décembre de chaque année, la valeur du solde en devises des comptes de trésorerie est recalculée sur sa contre-valeur en euros au cours officiel interbancaire au 31 décembre. Les éventuels écarts de conversion ne font pas l'objet d'une provision pour dépréciation mais sont directement enregistrés en tant que gain (compte 766000) ou perte (compte 666000) de change.

Les pertes de change latentes sur les créances et dettes en devises font l'objet, au 31 décembre, de provisions inscrites dans les autres passifs courants (cf. point 6.1.5 ci-après).

#### 3.3.3. Information sectorielle

Un secteur est une activité distincte ou un groupe d'activités pour laquelle/lesquelles il est approprié de publier des informations.

Les activités de l'OIF consistent intégralement à promouvoir la Francophonie dans le monde.

Ces activités sont principalement financées par des contributions statutaires et volontaires, sans rattachement de ces sources de financement aux missions définies par le cadre stratégique de la programmation pour la période 2015-2022.

En conséquence, l'information sectorielle exigée par la norme IPSAS 18 n'est pas présentée par l'OIF.

#### 3.3.4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie incluent la caisse, les régies d'avance, les dépôts remboursables sur demande auprès des banques et les autres placements à court terme très liquides, facilement convertibles en espèces et dont le risque de changement de valeur est négligeable. Conformément à la norme IPSAS 29, ces placements sont considérés comme des actifs financiers disponibles à la vente.

#### 3.3.5. Placements à court terme

Les placements à court terme de l'OIF sont enregistrés dans les équivalents de trésorerie. Ils sont inclus dans les actifs courants. Ils correspondent à des placements à court terme très liquides qui sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

Au 31 décembre 2018, les placements à court terme correspondent à un dépôt à terme contracté par l'IFDD afin de garantir l'utilisation de cartes bancaires.

Conformément à la norme IPSAS 29, ces placements sont considérés comme des actifs financiers disponibles à la vente.

#### 3.3.6. Contributions

##### 3.3.6.a. Contributions statutaires

Les contributions statutaires des membres servant à couvrir les dépenses de l'OIF représentent la première ressource de l'Organisation et sont calculées selon le barème fixé par la Conférence ministérielle de la Francophonie. La dernière réforme (Vientiane 2007) a permis un rééquilibrage entre les membres, considérant ainsi la situation économique des pays les moins avancés avec, en compensation, l'augmentation des contributions des pays du Nord et des pays dits «intermédiaires».

Chaque membre de l'OIF est « tenu d'acquitter le montant total des contributions dont il est redevable » (article 10 de la Charte).

Ces contributions sont évaluées annuellement à la valeur nominale, minorée d'une dépréciation pour des sommes estimées irrécouvrables. Cette provision est établie, lorsqu'il existe des éléments objectifs basés sur un examen des montants dus à la date de clôture, tendant à indiquer que l'OIF ne sera pas en mesure de recouvrer toutes les sommes échues, conformément au terme initial de la créance et à l'obligation imposée par la Charte.

La dépréciation des créances relatives aux contributions tient compte des recouvrements pendant la période complémentaire et, par conséquent, les sommes perçues pendant cette période ne font pas l'objet de dépréciation.

Les dépréciations sont déterminées sur la base d'une approche par les risques qui prend en considération la situation politique et économique de chaque État et gouvernement membre.

La Note 5.1.2 présente la situation à fin 2018 des contributions statutaires.

### **3.3.6.b. Contributions volontaires**

Ces ressources sont constituées par les contributions volontaires des membres de la Francophonie au Fonds multilatéral unique (ci-après FMU), affectées à l'OIF.

L'OIF est, du point de vue juridique, le gestionnaire du FMU, institué lors du Sommet de Dakar en mai 1989 et dont le fonctionnement a été arrêté lors du Sommet de Chaillot en novembre 1991.

La méthode de comptabilisation du FMU est précisée dans le manuel comptable. L'OIF a retenu le principe de la comptabilisation des produits constitués par les « annonces » confirmées par les États et gouvernements membres et considérées comme des créances du FMU sur les contributeurs.

Ces créances au titre de ces créances ne font pas l'objet de provisions pour dépréciation.

La Note 5.1.3 décrit la situation de ces ressources à fin 2018.

### **3.3.6.c. Subventions hors budget, fonds spéciaux et crédits exceptionnels**

Ils correspondent aux sommes versées n'entrant pas dans le cadre d'un budget spécifique.

Les crédits exceptionnels (tels que définis dans la note du 30 septembre 2010 - « glossaire ») sont des « crédits mobilisés hors FMU » auprès des États et gouvernements membres et/ou des partenaires extérieurs (bailleurs multilatéraux ou bilatéraux, fondations, etc.) au profit de projets ou de programmes inscrits au sein de la programmation adoptée par les instances.

La Note 6.1.4.b décrit la situation des fonds spéciaux et crédits exceptionnels à fin 2018.

### **3.3.7. Autres actifs courants**

Constitués de créances diverses de l'OIF, dont la TVA à recevoir et les avances au personnel, ils sont évalués à la valeur nominale, minorée de toute provision pour des sommes estimées irrécouvrables.

C'est le cas lorsqu'il existe des éléments objectifs, basés sur un examen des montants dus à la date de clôture, tendant à indiquer que l'OIF ne sera pas en mesure de recouvrer toutes les sommes échues, conformément au terme initial de la créance.

Ce poste regroupe également les acomptes versés dans le cadre de protocoles conclus avec l'Organisation.

### **3.3.8. Stocks**

Les stocks correspondent aux :

- fournitures de bureau ;
- publications de l'IFDD ;
- consommables.

Les publications destinées à être diffusées gratuitement ou à un prix symbolique ne sont pas comptabilisées en stocks.

### **3.3.9. Immobilisations financières**

Les placements à moyen et long terme sont classés, conformément à la norme IPSAS 29, comme des placements financiers détenus jusqu'à leur échéance et considérés comme des immobilisations financières classés en actifs non courants.

Les prêts et créances à plus d'un an sont, également, classés comme des immobilisations financières en actifs non courants. Conformément à la norme IPSAS 29, ces actifs sont considérés comme des prêts et créances. Tel est le cas notamment des Fonds de Garantie des Industries Culturelles (FGIC).

Une provision est constituée, dans les comptes de l'OIF, dans le cas où l'organisme détenteur du fonds de garantie enregistre une provision pour faire face à un risque de non récupération de l'intégralité du fonds.

### **3.3.10. Immobilisations corporelles**

Les normes IPSAS imposent, outre la présentation des immobilisations dont l'OIF est propriétaire, la valorisation des locaux mis à sa disposition par ses membres (normes IPSAS 13, 17 et 23).

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition, minoré des pertes de valeur cumulées.

#### **3.3.10.a. Maison de la Francophonie à Paris**

La France a mis à la disposition de l'OIF un ensemble immobilier pour abriter son siège. Cette mise à disposition a fait l'objet d'une valorisation et d'une comptabilisation selon la norme IPSAS 17.

Le montant relatif à cet ensemble immobilier est considéré comme une subvention d'investissement et est inscrit dans les passifs non courants.

Corrélativement, il est pratiqué un amortissement du bien sur une durée linéaire de 50 ans. La Note 5.2.3 présente le détail de l'opération.

#### **3.3.10.b. IFDD à Québec**

L'immeuble dont l'OIF est propriétaire à Québec a fait l'objet d'une comptabilisation à la juste valeur dans le cadre du passage aux IPSAS en 2012.

La différence entre la valeur nette et la juste valeur a été comptabilisée en impact de la première application des normes IPSAS dans un compte d'écart de réévaluation figurant en réserves (cf. Note 5.2.3).

#### **3.3.10.c. Unités hors Siège (UHS) et IFEF à Dakar**

Les locaux mis à disposition de l'OIF par les États hôtes pour l'hébergement des UHS suivent le même traitement que la Maison de la Francophonie si les conventions d'occupation répondent aux critères de la norme IPSAS 13 sur les contrats de location-financement.

Il a été retenu deux types de convention de mise à disposition des locaux :

- pour une durée indéterminée : il s'agit de locations simples qui, eu égard à l'absence de certitude de la durée de ces conventions et de la nature du bien mis à disposition, ne font pas l'objet d'immobilisation à l'actif du bilan ;
- pour une durée précisément définie et qui couvre la majeure partie du bien concerné : évaluation et valorisation portée à l'actif du bilan de l'OIF, conformément à la norme IPSAS 17, avec une décomposition des éléments par composant en vue du calcul des amortissements.

Toutes les mises à disposition des locaux des UHS et de l'IFEF ont été, après examen de la situation de chacune d'entre elles, considérées comme des locations simples et n'ont pas fait l'objet d'immobilisations.

### **3.3.10.d. Acquisition des immobilisations corporelles**

Le coût d'une immobilisation corporelle est comptabilisé au titre des actifs s'il est probable qu'un potentiel de services associés à l'immobilisation en découlera pour l'OIF et si le coût de l'immobilisation peut être évalué de façon fiable. Dans la plupart des cas, une immobilisation corporelle est comptabilisée au coût encouru pour les acquérir et les utiliser.

Lorsqu'un actif a été offert à l'OIF, il est comptabilisé à sa juste valeur, à la date de son acquisition. L'OIF applique des seuils lorsqu'elle considère s'il convient d'incorporer de nouvelles immobilisations corporelles au capital.

Les immobilisations corporelles sont portées à l'actif si leur coût, ou leur juste valeur, est supérieur à 500 euros par unité.

### **3.3.10.e. Biens du patrimoine**

L'OIF est propriétaire d'œuvres d'art, notamment des peintures, sculptures et autres objets, qui sont pour la plupart des dons de gouvernements et d'autres partenaires. La valeur de ces biens est comptabilisée lorsqu'ils sont acquis par l'OIF.

### **3.3.10.f. Cessions d'immobilisations corporelles**

Les profits et pertes liés aux cessions d'immobilisations corporelles sont déterminés en comparant les produits correspondants à la valeur nette comptable de l'actif et sont inclus dans l'état de la performance financière.

### **3.3.10.g. Amortissements**

Les amortissements sont comptabilisés selon la méthode linéaire, pour l'ensemble des immobilisations corporelles, selon les durées ci-après :

Catégorie d'immobilisations corporelles	Durée d'amortissement
Ensemble immobilier	15 à 50 ans
Agencements, aménagements et installations	10 ans
Installation sur sol d'autrui	10 ans
Équipement ménager	10 ans
Matériel audiovisuel et de communication	5 ans
Matériel de bureau	5 ans
Matériel de transport	3 ans
Matériel informatique	3 ans
Matériel technique	10 ans
Mobilier	10 ans

La Maison de la Francophonie est amortie, par composant, selon la méthode suivante :

- gros œuvre : 50 ans ;
- installations générales : 25 ans ;
- agencements : 15 ans.

Les travaux d'aménagement effectués dans la résidence de la Secrétaire générale sont amortis sur la durée restant à courir jusqu'à l'expiration du bail de 4 ans conclu entre l'OIF et l'Ambassade du Canada en France.

### **3.3.11. Immobilisations incorporelles**

Constituées de logiciels informatiques, les immobilisations incorporelles sont enregistrées sur la base des coûts encourus pour les acquérir et les utiliser.

L'amortissement est comptabilisé, selon la méthode linéaire, sur une durée de trois ans.

Le coût du SIG 2g est amorti sur 5 ans pour tenir compte de la durée effective estimée de son utilisation.

### 3.3.12. Avantages au personnel

#### 3.3.12.a. Avantages au personnel à court terme ou courants

Les avantages au personnel comprennent la paie, les congés payés et autres indemnités. Supposés être réglés, au plus, dans les 12 mois suivant la date de clôture de l'exercice, ils sont estimés à la valeur nominale calculée sur la base des droits acquis au taux de rémunération en vigueur à la date de clôture.

En outre, le personnel bénéficie des congés aux foyers, des avances sur fonds de prévoyance et des prêts.

#### 3.3.12.b. Avantages après la cessation de service ou non-courants

##### ➤ Fonds de prévoyance

L'OIF a instauré un régime de prévoyance (article 139 du Statut du personnel) pour l'ensemble des membres de son personnel. Il est constitué par la cotisation de l'employé (7% du salaire mensuel) et par celle de l'employeur (14% sur le traitement de référence mensuel). L'allocation de prévoyance est versée lors de la cessation des fonctions de chaque membre du personnel sous forme de capital. Conformément à l'article 139 du Statut du personnel, elle est égale à 21% du dernier traitement annuel de base (12 derniers mois) multiplié par le nombre d'années de cotisation.

Au 31 décembre de chaque année, l'OIF actualise le calcul du fonds de prévoyance conformément aux éléments connus à cette date. Le montant ainsi constitué serait alors suffisant pour solder tous les comptes au 31 décembre 2018.

Le calcul du fonds de prévoyance fait l'objet d'une attestation délivrée par un actuarien.

Conformément à la norme IPSAS 39, qui est venu remplacer la norme IPSAS 25, il a été décidé de procéder à l'actualisation du fonds de prévoyance en fonction des dates de cessation de service prévues (date de fin de contrat ou date de départ à la retraite), selon les hypothèses suivantes :

- Contrats à durée déterminée : date de fin de contrat considérée, comme fin de l'engagement
- Tables de mortalité : TF0002
- ta : taux d'actualisation = taux basé sur AA10+ (1,57% au 31/12/2018)
- ts : taux de sortie de l'OIF = 5% (hypothèse OIF)
- s : taux de croissance du salaire = 1,5% (hypothèse OIF)
- Age de la retraite : fixé à 62 ans et à 65 ans pour ceux recrutés à partir du 1er janvier 2018 (Statut du personnel de l'OIF).

L'impact de l'actualisation du fonds de prévoyance figure à la Note 6.2.1.

Il a été fait le choix de garder le taux d'actualisation retenu (AA10+) lors des exercices précédents.

Ces prestations sont garanties par des placements, figurant dans les comptes, essentiellement, sous la forme de bons à moyen terme négociables et un contrat de capitalisation.

##### ➤ Indemnités de retour

L'article 168 du statut du personnel précise qu'*« une indemnité de retour est accordée au membre du personnel, recruté sur une base internationale, qui bénéficie, lors de sa cessation définitive de service, de la prise en charge par l'Organisation des frais de transport de ses effets personnels et de son mobilier »*. L'article suivant indique que *« cette indemnité est égale à un mois de traitement de base pour les membres du personnel n'ayant pas droit à l'allocation pour enfant à charge et à deux mois pour les membres du personnel qui y ont droit »*.

Bien que cette indemnité soit constitutive d'un droit pour certains membres du personnel et que le paiement ait lieu à plus de 12 mois, l'OIF n'a pas estimé nécessaire de procéder à un calcul actuariel et à une comptabilisation en tant que passif non courant. Une provision est constituée annuellement pour couvrir ces indemnités.

### 3.3.13. Provisions

Des provisions sont comptabilisées pour les dépenses futures d'une échéance ou d'un montant incertain, lorsqu'il existe une obligation présente (juridique ou implicite) née d'un évènement passé ou lorsqu'il est probable qu'une dépense sera

LOI

nécessaire pour régler l'obligation et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Les provisions sont estimées à la valeur actuelle des dépenses prévues estimées nécessaires pour régler l'obligation.

Le détail des provisions enregistrées au 31 décembre 2018 est présenté en Note 14.

### **3.3.14. Comptabilisation des produits**

#### ***3.3.14.a. Produits d'opérations sans contrepartie directe***

Les contributions statutaires sont fixées et approuvées pour un exercice. Elles sont comptabilisées comme des produits au début de l'année considérée.

Les mises à disposition de locaux ou de personnes, qui apportent un soutien direct à des opérations et des activités approuvées et qui peuvent être évaluées de manière fiable, sont comptabilisées et évaluées à leur juste valeur. Elles font l'objet d'une comptabilisation, en subvention hors budget, en tant que contribution des pays en contrepartie des mises à disposition des locaux et des frais de personnel. Les Notes 4.1 et 4.2 présentent l'évolution de la situation.

#### ***3.3.14.b. Produits d'opérations avec contrepartie directe***

Des produits provenant d'opérations avec contrepartie directe sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir et sont comptabilisés lorsque les biens et services sont fournis.

C'est notamment le cas des contributions volontaires ou des subventions hors budget.

### **3.3.15. Comptabilisation des charges**

Les charges sont comptabilisées sur la base de la date figurant sur la facture.

En prenant en compte l'exercice de rattachement de l'opération ou de l'événement, des écritures de régularisation sont enregistrées.

Les protocoles d'accord sont enregistrés au moment où le versement est effectué au partenaire sur la base de la demande de paiement. Au 31 décembre de chaque année, les avances sur protocole enregistrées en comptabilité correspondent aux sommes versées mais non encore justifiées par les bénéficiaires.

Au 31 décembre 2018, la plupart des spécialistes de programmes ont indiqué l'avancement des protocoles. Il a été tenu compte de cet avancement lorsque le spécialiste considérait le programme comme terminé. Dans ce cas, il n'a pas été constaté d'avance sur protocole.

### **3.3.16. Reversement des fonds du FMU aux autres opérateurs spécialisés de la Francophonie et impacts sur les comptes**

Dans le cadre du FMU, l'OIF reçoit des contributions pour les opérateurs spécialisés de la Francophonie (cf. Note 2) et procède à leur versement aux bénéficiaires. Les sommes reçues et à reverser aux opérateurs spécialisés ne sont comptabilisées ni en produits, ni en charges.

Un état justificatif est établi par l'OIF pour retracer les opérations liées au FMU des autres opérateurs de la Francophonie.

## NOTE 4

### ESTIMATIONS ET JUGEMENTS COMPTABLES DÉTERMINANTS

L'établissement des états financiers selon le référentiel IPSAS (cf. Note 3.2.1) nécessite de recourir à des estimations comptables ainsi qu'à des hypothèses et appréciations de gestion dans différents domaines, sans toutefois s'y limiter : les obligations relatives aux prestations dues au personnel après la cessation de service, les provisions pour règlement de litiges, les risques financiers sur contributions à recevoir, les actifs à recevoir et les charges à payer.

Les résultats réels peuvent différer de ces estimations. Les estimations sont révisées dès lors que les éléments sur lesquels elles sont fondées sont connus.

#### 4.1. Mises à disposition de locaux

Conformément à la norme IPSAS 13 relative aux contrats de location, à la norme IPSAS 17 sur les immobilisations corporelles et à la norme IPSAS 23 relative aux produits sans contrepartie directe, l'OIF a examiné, pour chacun des pays mettant à sa disposition des locaux, les modalités de traitement.

Les principes retenus sont présentés en Note 3.3.10 et les données en Note 5.2.3. Ces mises à disposition, considérées comme des produits sans contrepartie, sont les suivantes (les montants sont exprimés en k€) :

Pays	2018	2017
France (Siège)	8 334	8 374
Gabon (BRAC)	104	104
Togo (BRAO)	58	58
Vietnam (BRAP)	41	46
Vietnam (CREFAP)	26	26
<b>Total</b>	<b>8 563</b>	<b>8 602</b>

Les valeurs locatives des locaux mis à disposition pour le BROI (Madagascar), le BRECO (Roumanie) l'IEEF (Sénégal) et la RPUE (Fédération Wallonie Bruxelles) n'ont pas été communiquées.

#### 4.2. Mises à disposition de personnel

Conformément à la norme IPSAS 23 relative aux produits sans contrepartie directe (cf. Note 3.3.14.a), l'OIF a procédé à l'évaluation et à la comptabilisation des mises à disposition du personnel par les différents pays.

SM



L'évaluation de la mise à disposition a été effectuée en prenant en considération les paramètres suivants : grade, échelon et durée de la mise à disposition. Les montants sont exprimés en k€.

Pays	2018	2017
Canada	124	124
Canada Québec	92	100
Fédération Wallonie-Bruxelles	181	103
France	310	281
Monaco	17	0
Suisse	103	103
<b>Total</b>	<b>827</b>	<b>711</b>

## NOTE 5

### ACTIFS

#### 5.1 Actifs courants

##### 5.1.1. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La rubrique trésorerie et équivalents de trésorerie se présente comme suit (montants exprimés en k€) :

Intitulé	31/12/2018	31/12/2017
Banques	41 722	49 956
Caisse	19	20
Régies d'avance	8	0
Placements court terme	50	0
<b>Total trésorerie</b>	<b>41 799</b>	<b>49 976</b>

Le poste « Banques » comporte des intérêts courus à recevoir pour un montant de 41 k€.

Au 31 décembre 2018, les placements à court terme correspondent à un dépôt à terme contracté par l'IFDD afin de garantir l'utilisation de cartes bancaires.

La trésorerie est principalement détenue sur des comptes en EUR, en CAD, en CHF et en USD ainsi que sur des comptes en monnaies locales pour les UHS. Certains comptes, ouverts par le Siège, sont productifs d'intérêts.

##### 5.1.2. Créances sur contributions statutaires

Le montant des créances sur contributions statutaires net de dépréciations est de 2,3 M€.

La somme restant due au 31 décembre 2018 est de 6,6 M€. Le tableau suivant présente le solde dû des contributions statutaires au 31 décembre 2018 par antériorité, en tenant compte de la période complémentaire (montants en k€) :

États et gouvernements	Situation des arriérés			Total
	Supérieurs à 2 ans	de 1 à 2 ans	Inférieurs à 1 an	
1. PLEIN DROIT	4 063	549	947	5 447
2. ASSOCIÉS	0	0	892	892
3. OBSERVATEURS	92	22	89	203
<b>Total</b>	<b>4 155</b>	<b>571</b>	<b>1 928</b>	<b>6 654</b>

95 % des contributions statutaires appelées pour l'année 2018 ont été recouvrées, soit un total de 39,3 M€.

La dépréciation comptabilisée à la clôture de l'exercice est déterminée selon le principe décrit en Note 3.3.6.a, s'élève à 4,3 M€.

## Détail des contributions statutaires dues au 31/12/2018 (montants exprimés en euro)

États et Gouvernements	Situation des arriérés					Contributions de l'année			Solde au 31/12/18	
	Solde au 31/12/16	PC N-1	Solde N-1	Récouvrement	Abattement	Solde 1	Montant	Récouvrement	Solde 2	
<b>1. Membres de plein droit</b>	<b>6 018 199,94</b>	<b>158 929,35</b>	<b>5 859 270,59</b>	<b>1 371 534,22</b>	<b>0,00</b>	<b>4 487 736,37</b>	<b>40 034 646,00</b>	<b>38 962 858,58</b>	<b>1 071 787,42</b>	<b>5 559 523,79</b>
Albanie	0,00	0,00	0,00			0,00	51 638,00	51 638,00	0,00	0,00
Andorre	0,00	0,00	0,00			0,00	114 675,00	114 675,00	0,00	0,00
Arménie	0,00	0,00	0,00			0,00	51 638,00	51 638,00	0,00	0,00
Bélgique (*)	0,00	0,00	0,00			0,00	38 429,00	38 429,00	0,00	0,00
Bénin	0,00	0,00	0,00			0,00	98 852,00	98 852,00	0,00	0,00
Burkina Faso	67 455,00	22 848,35	44 610,87	19,00		44 591,87	51 638,00	51 638,00		44 591,87
Burundi (*)	344 773,61	0,00	344 773,61	20 539,00		313 834,61	15 614,00	15 614,00		313 824,61
Cambodge	0,00	0,00	0,00			0,00	51 638,00	51 638,00	0,00	0,00
Cameroon	0,00	0,00	0,00			0,00	51 149,00	51 149,00	0,00	48,94
Canada	0,00	0,00	0,00			0,00	10 418 356,00	10 418 356,00	0,00	0,00
Canada Nouveau-Brunswick	0,00	0,00	0,00			0,00	98 604,00	98 604,00	0,00	0,00
Canada Québec	0,00	0,00	0,00			0,00	985 996,00	985 996,00	0,00	0,00
Cabo Verde (*)	139 734,43	0,00	139 734,43	112 866,98		27 067,45	38 429,00	38 429,00		38 429,00
Centrafrique	633 489,68	0,00	633 489,68			633 489,68	15 614,00	15 614,00		645 103,58
Comores	271 319,00	0,00	271 319,00	59 001,25		221 317,75	15 614,00	15 614,00		236 931,75
Congo	159 380,00	0,00	159 380,00	150 380,20		0,00	51 638,00	51 638,00	0,00	0,00
Dong (R.D.)	203 009,00	0,00	209 204,00	26 920,40		0,00	51 638,00	51 638,00	0,00	51 638,00
Côte d'Ivoire	0,00	0,00	0,00			0,00	51 614,00	51 614,00	0,00	0,00
Djibouti (*)	15 383,00	0,00	15 383,00	15 383,00		0,00	15 614,00	15 614,00	0,00	0,00
Dominique	990 645,45	0,00	990 645,45			990 645,45	15 614,00	15 614,00		1 006 260,45
Egypte	0,00	0,00	0,00			0,00	97 084,00	97 084,00	0,00	0,00
ER.Y. Macédoine	0,00	0,00	0,00			0,00	51 756,00	51 756,00	0,00	0,00
France	0,00	0,00	0,00			0,00	14 913 082,00	14 913 082,00	0,00	0,00
Gabon	218 066,00	0,00	218 066,00	216 066,00		218 066,00	111 493,00	111 493,00	0,00	0,00
Grecs	0,00	0,00	0,00			0,00	2 656 211,00	2 656 211,00	0,00	0,00
Guinée	124 978,00	0,00	124 978,00			0,00	32 424,00	32 424,00	0,00	0,00
Guinée-Bissau	765 153,48	0,00	765 158,48	124 976,00		765 158,48	15 614,00	15 614,00		780 772,48
Guinée équatoriale	153 020,00	0,00	153 020,00			153 023,00	52 148,00	52 148,00		203 171,00
Haiti	0,00	0,00	0,00			0,00	32 424,00	32 424,00	0,00	0,00
Lao	36 750,00	0,00	36 750,00			36 750,00	38 429,00	38 429,00		75 179,00
Liban	274 203,00	136 081,00	138 122,00	138 122,00		0,00	140 194,00	140 194,00		140 194,00
Luxembourg	0,00	0,00	0,00			0,00	211 949,00	211 949,00	0,00	0,00
Madagascar	2 277,80	0,00	2 277,80	2 277,80		0,00	30 576,72	30 576,72	0,00	1 847,28
Mal	0,00	0,00	0,00			0,00	51 638,00	51 638,00	0,00	0,00
Marrakech	0,00	0,00	0,00			0,00	148 130,00	148 130,00	0,00	0,00
Maroc	0,00	0,00	0,00			0,00	53 369,00	53 369,00	0,00	0,00
Marie-Galante	0,00	0,00	0,00			0,00	34 429,00	34 429,00	0,00	0,00
Monténégro (*)	164 787,43	0,00	164 787,43	164 787,43		0,00	38 429,00	38 429,00	0,00	0,00
Mozambique	0,00	0,00	0,00			0,00	108 161,00	108 161,00	0,00	0,00
Niger	59 716,86	0,00	59 716,86	59 716,86		0,00	32 424,00	32 424,00	0,00	47,90
Roumanie	328 928,00	0,00	328 928,00			328 928,00	333 862,00	333 862,00	0,00	682 790,00
Rwanda	77 664,00	0,00	77 664,00	77 664,00		0,00	32 424,00	32 424,00	0,00	0,00
Sainte-Lucie	336 547,00	0,00	336 547,00			336 547,00	38 429,00	38 429,00	0,00	336 547,00
Sec Tomé-et-Principe	539 067,80	0,00	539 067,80			539 067,80	15 614,00	15 614,00	0,00	554 681,00
Sénégal	2 885,48	0,00	2 888,48			2 888,48	51 638,00	51 638,00	0,00	54 526,48
Seychelles	0,00	0,00	0,00			0,00	38 429,00	38 429,00	0,00	0,00
Suisse	0,00	0,00	0,00			0,00	3 645 681,00	3 645 681,00	0,00	0,00
Tchad	94 426,00	0,00	94 426,00			94 426,00	32 424,00	32 424,00	0,00	126 850,00
Togo	27 151,10	0,00	27 751,10	27 751,10		0,00	38 429,00	38 429,00	0,00	45 773,20
Tunisie	0,00	0,00	0,00			0,00	40 335,80	40 335,80	0,00	0,00
Vanuatu	0,00	0,00	0,00			0,00	38 429,00	38 429,00	0,00	0,00
Vietnam	0,00	0,00	0,00			0,00	109 303,00	109 303,00	0,00	109 303,00
Fédération Wallonie-Bruxelles	0,00	0,00	0,00			0,00	3 896 135,00	3 896 135,00	0,00	0,00
<b>2. Membres associés</b>	<b>948 985,00</b>	<b>873 348,00</b>	<b>75 637,00</b>	<b>75 637,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 018 550,00</b>	<b>126 718,60</b>	<b>891 871,40</b>	<b>891 871,40</b>
Chypre	0,00	0,00	0,00			0,00	79 482,00	79 482,00	0,00	0,00
Ghana	75 637,00	0,00	75 637,00	75 637,00		0,00	26 234,00	26 234,00	5 423,40	5 423,40
Nouvelle-Calédonie	0,00	0,00	0,00			0,00	26 426,00	26 426,00	0,00	0,00
Qatar	873 348,00	0,00	873 348,00	0,00		0,00	856 448,00	856 448,00	0,00	856 448,00
<b>3. Membres observateurs</b>	<b>136 315,25</b>	<b>21 974,00</b>	<b>114 341,25</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>114 341,25</b>	<b>323 408,00</b>	<b>234 192,00</b>	<b>89 216,00</b>	<b>203 357,25</b>
Argentine	10 987,00	10 987,00	0,00			0,00	11 152,00	11 152,00	0,00	0,00
Autriche	0,00	0,00	0,00			0,00	11 152,00	11 152,00	0,00	0,00
Bosnie-Herzégovine	0,00	0,00	0,00			0,00	11 152,00	11 152,00	0,00	0,00
Canada-Ontario	0,00	0,00	0,00			0,00	11 152,00	11 152,00	0,00	0,00
Côte d'Ivoire	10 525,00	0,00	10 825,00			10 825,00	11 152,00	11 152,00	0,00	10 825,00
Corée du Sud	42 984,00	0,00	42 984,00			42 984,00	11 152,00	11 152,00	0,00	54 138,00
Croatie	0,00	0,00	0,00			0,00	11 152,00	11 152,00	0,00	0,00
Gambie	0,00	0,00	0,00			0,00	11 152,00	11 152,00	0,00	0,00
République dominicaine	44 962,00	0,00	44 962,00			44 962,00	11 152,00	11 152,00	0,00	56 114,00
Emirats arabes unis	0,00	0,00	0,00			0,00	11 152,00	11 152,00	0,00	0,00
Estonie	0,00	0,00	0,00			0,00	11 152,00	11 152,00	0,00	0,00
Géorgie	0,00	0,00	0,00			0,00	11 152,00	11 152,00	0,00	0,00
Hongrie	0,00	0,00	0,00			0,00	11 152,00	11 152,00	0,00	0,00
Kosovo	0,00	0,00	0,00			0,00	11 152,00	11 152,00	0,00	0,00
Irlande	0,00	0,00	0,00			0,00	11 152,00	11 152,00	0,00	0,00
Italie	0,00	0,00	0,00			0,00	11 152,00	11 152,00	0,00	0,00
Lettonie	0,00	0,00	0,00			0,00	11 152,00	11 152,00	0,00	0,00
Lithuanie	0,00	0,00	0,00			0,00	11 152,00	11 152,00	0,00	0,00
Malte	0,00	0,00	0,00			0,00	11 152,00	11 152,00	0,00	0,00
Mexique	0,00	0,00	0,00			0,00	11 152,00	11 152,00	0,00	0,00
Monténégro	0,00	0,00	0,00			0,00	11 152,00	11 152,00	0,00	0,00
Mozambique	11 147,00	10 987,00	160,00			160,00	11 152,00	11 152,00	0,00	11 312,00
Pologne	0,00	0,00	0,00			0,00	11 152,00	11 152,00	0,00	0,00
Serbie	322,00	0,00	322,00			322,00	11 152,00	11 152,00	0,00	322,00
Slovénie	0,00	0,00	0,00			0,00	11 152,00	11 152,00	0,00	0,00
Slovénie	0,00	0,00	0,00			0,00	11 152,00	11 152,00	0,00	0,00
République tchèque	10 397,00	0,00	10 397,00			10 397,00	11 152,00	11 152,00	0,00	22 139,00
Thaïlande (*)	2 101,25	0,00	2 101,25			2 101,25	0,00	0,00		2 101,25
Ukraine	2 000,00	0,00	2 000,00			2 000,00	11 152,00	11 152,00	0,00	2 000,00
Uruguay	0,00	0,00	0,00			0,00	11 152,00	11 152,00	0,00	0,00
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>7 103 500,19</b>	<b>1 054 251,35</b>	<b>6 049 248,84</b>	<b>1 447 171,22</b>	<b>0,00</b>	<b>4 602 077,62</b>	<b>41 3</b>			

### 5.1.3. Créesances sur contributions volontaires

Le montant des créances sur contributions volontaires au 31 décembre 2018 s'élève à 0,269 M€ et se détaille comme suit (montants exprimés en euro) :

États et Gouvernements	Situation des années				Contributions			Solde au 31/12/2018	Période complémentaire		
	Solde au 31/12/2017	Recouvrement	Abattement	Solde 1	Annonce	Recouvrement	Solde 2		Recouvrement	Recouvrement années	Solde 3
I. OIF	2 880 407	2 789 407	91 000	0	16 019 763	15 750 612	269 152	269 152	0	0	269 152
Cameroun	0			0			0	0	0	0	0
Canada	2 067 957	2 067 957		0	5 200 151	4 930 999	269 152	269 152	0	0	269 152
Canada Nouveau-Brunswick	0			0	121 455	121 455	0	0	0	0	0
Canada-Ontario	0			0			0	0	0	0	0
Canada Québec	0			0	2 014 914	2 014 914	0	0	0	0	0
Côte d'Ivoire	0			0			0	0	0	0	0
France	0			0	7 384 453	7 384 453	0	0	0	0	0
Gabon	91 000		91 000	0			0	0	0	0	0
Luxembourg	0			0	100 000	100 000	0	0	0	0	0
Liban	0			0			0	0	0	0	0
Niger	0			0			0	0	0	0	0
Nouvelle Calédonie	0			0			0	0	0	0	0
Monaco	125 000	125 000		0	250 000	250 000	0	0	0	0	0
Roumanie	0			0	27 669	27 669	0	0	0	0	0
Sénégal	0			0			0	0	0	0	0
Suisse	0			0	648 671	648 671	0	0	0	0	0
Fédération Wallonie-Bruxelles	596 450	596 450		0	272 450	272 450	0	0	0	0	0
Contribution à confirmer	0			0			0	0	0	0	0

Comme pour l'année précédente, la méthode utilisée pour la comptabilisation des contributions volontaires consiste à enregistrer les montants annoncés.

Pour les contributions annoncées dont le versement est lié au taux de réalisation des programmes, elles sont ajustées dans les comptes sur la base du taux de réalisation.

### 5.1.4. Créesances de TVA

Les sommes réclamées, au titre des conventions fiscales conclues avec les différents États, s'élèvent à 0,615 M€.

Une provision de 0,045 M€ a été constituée pour des sommes réclamées mais rejetées par l'Administration fiscale française lors des années précédentes et qui risquent de ne pas être recouvrées.

Les sommes sont présentées nettes de provisions pour un montant de 0,570 M€.

### 5.1.5. Autres actifs courants

Les autres actifs courants sont de 3,2 M€ et correspondent aux postes suivants (montants exprimés en k€) :

Libellé	31/12/2018
Avances versées sur protocoles	2 008
Produits à recevoir	666
Prêts au personnel	101
Contributions à recevoir	120
Charges constatées d'avance courantes	141
Écart de conversion	180
Autres créances	85
Provisions pour dépréciation	-97
<b>Total</b>	<b>3 204</b>



### 5.1.6. Stocks

Les stocks, dont la valeur est de 7 k€ au 31 décembre 2018, correspondent essentiellement aux fournitures et consommables. Ils se présentent comme suit (montants exprimés en k€) :

Intitulé	31/12/2018	31/12/2017
Stocks	7	17

## 5.2. Actifs non courants

### 5.2.1. Immobilisations financières

Elles se présentent comme suit (montants exprimés en k€) :

Intitulé	31/12/2018	31/12/2017
Placements à long terme	23 063	15 663
Actions (CEPER)	38	38
Dépôts et cautionnements	92	92
Fonds versés – FGIC	1 580	1 569
Provisions	-410	-268
<b>Total</b>	<b>24 363</b>	<b>17 094</b>

Les placements à long terme se détaillent comme suit :

- Placements assurances-vie CAPI : 3 063 k€
- Placements à long terme auprès du Crédit du Nord : 15 000 k€
- Placements à long terme auprès de BNP PARIBAS : 5 000 k€

Il est à noter que le contrat de capitalisation conclu par l'Organisation avec la BNP intègre une clause de garantie de rachat. Cependant, il n'est pas procédé à la réévaluation de ce contrat.

La plus-value latente de ce placement au 31 décembre 2018 s'élève à 379 k€.

Les fonds versés - FGIC - concernent ceux versés à trois établissements financiers afin de garantir les opérations de financement des entreprises culturelles, dans le cadre du projet « Soutien au financement des industries culturelles ». Ces fonds ont été évalués au cours de la devise de placement au 31 décembre 2018, puis augmentés des intérêts financiers produits au cours de l'exercice. Les organismes ont ensuite justifié l'intégralité des fonds qui leur ont été versés ainsi que les placements effectués. Ces garanties figurent à l'actif du bilan de l'OIF dans la rubrique « Immobilisations financières - actifs non courants » et concernent les partenaires suivants :

- Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (TOGO) 720k€
- Caisse centrale de garantie (MAROC) 660 k€
- Société tunisienne de réassurance (TUNISIE) 201 k€

Au 31 décembre 2018, aucune demande de recours au titre de ces garanties n'a été engagée.

Cependant, le FGIC Maroc a constitué des provisions destinées à faire face à l'appel en garantie du fonds ; l'OIF a ainsi porté la provision à 373 k€ au 31 décembre 2018 pour faire face à ce risque.

### 5.2.2. Immobilisations incorporelles

Elles comprennent les logiciels achetés et amortis sur une durée de trois ans et le nouveau système d'information SIG 2g amorti sur une durée de 5 ans.

Le montant total net des immobilisations incorporelles à fin 2018 s'élève à 466 k€ contre 830 k€ à fin 2017.

### **5.2.3. Immobilisations corporelles**

Les IPSAS imposent, outre les immobilisations dont l'OIF est propriétaire, la valorisation des locaux mis à sa disposition par ses États membres (IPSAS 13, 17 et 23), tel qu'expliqué en Note 3.3.10.

#### **➤ Immeuble mis à disposition par la France**

Le montant comptabilisé à l'actif lors de la première année de mise à disposition (1er janvier 2011) s'élève à 122,1 M€, correspondant à la valorisation de la mise à disposition du contrat conclu sur 50 ans, qui est actualisé au taux de 3,5 %.

Corrélativement, il a été constaté dans l'état de la performance financière les sommes suivantes :

■ Dotations aux amortissements :	4 314 k€
■ Charges financières :	4 020 k€
■ Produits opérationnels sur valorisation de la contribution de la France :	8 334 k€

#### **➤ Immeuble de l'IFDD**

L'immeuble dont l'OIF est propriétaire à Québec a fait l'objet d'une comptabilisation à la juste valeur dans le cadre du passage aux IPSAS en 2012. Il n'a pas été procédé à une nouvelle évaluation en 2018.

#### **➤ Tableau de variation des immobilisations**

Au 31 décembre 2018, la situation est la suivante (montants exprimés en k€) :

Postes	01/01/2018	Augmentation	Diminution	31/12/2018
<b>Valeurs brutes</b>				
Immobilisations incorporelles	3 091	51	0	3 142
Immobilisations corporelles	131 552	547	210	131 889
Immobilisations financières	17 363	15 014	7 602	24 775
<b>Total</b>	<b>152 006</b>	<b>15 612</b>	<b>7 812</b>	<b>159 806</b>
<b>Amortissements et provisions</b>				
Immobilisations incorporelles	2 262	415	0	2 677
Immobilisations corporelles	37 013	5 113	127	41 999
Immobilisations financières	268	142	0	410
<b>Total</b>	<b>39 543</b>	<b>5 670</b>	<b>127</b>	<b>45 086</b>

## NOTE 6

### PASSIFS

#### 6.1. Passifs courants

##### 6.1.1. Dettes fournisseurs

Les dettes fournisseurs sont de 6,4 M€ au 31 décembre 2018 contre 5,8 M€ au 31 décembre 2017. Elles correspondent aux factures de l'exercice 2018 comptabilisées avant la clôture et aux factures non parvenues au 31 décembre 2018.

##### 6.1.2. Dettes liées au personnel : avantages au personnel courant

Ces dettes totalisent 1 M€. Il s'agit essentiellement des provisions pour congés payés pour 0,5 M€ et des sommes restant dues aux agents, non liquidées au 31 décembre 2018, pour 0,5 M€.

##### 6.1.3. Dettes sociales

Le solde au 31 décembre 2018 s'élève à 1,1 M€. Il correspond à la provision de charges sociales sur les congés payés, cotisations sociales et au solde des primes d'assurances concernant le chômage, la santé et la retraite des agents de l'Organisation.

##### 6.1.4. Autres dettes

Elles s'élèvent à 9,3 M€ au 31 décembre 2018 contre 13,2 M€ en 2017. Elles sont essentiellement constituées des reports de fonds spéciaux pour un montant de 5,2 M€, à des produits constatés d'avance pour 3,4 M€, et à des contributions anticipées pour 0,3 M€.

##### 6.1.4.a. Dettes sur contributions anticipées

Il s'agit des sommes versées d'avance par les États. La ventilation par pays se présente comme suit (montants exprimés en k€) :

Contributions anticipées 2018				
	Initial	Affectation	Nouveau	Final
Monténégro	22	11	11	22
Mauritanie	0	0	1	1
Mali	0	0	52	52
Estonie	0	0	11	11
Togo	0	0	38	38
Monaco	0	0	30	30
Cameroun	0	0	150	150
Total	22	11	293	304

#### ***6.1.4.b. Fonds spéciaux et crédits exceptionnels***

Les crédits exceptionnels (tels que définis dans la note du 30 septembre 2010 - « glossaire ») sont des « crédits mobilisés hors FMU » auprès des États et gouvernements membres et/ou des partenaires extérieurs (bailleurs multilatéraux ou bilatéraux, fondations, etc...) au profit de projets ou de programmes inscrits au sein de la programmation adoptée par les Instances.

L'ensemble des crédits non dépensés au 31 décembre de l'année est constaté comme une dette au profit du programme. Lors de la clôture de l'exercice, et lorsque les encassemens sont supérieurs aux dépenses affectées à ces programmes spécifiques, la différence est constatée sur des comptes dédiés à cette opération. Cette écriture permet de créer un report des sommes non utilisées sur l'exercice 2018 qui figure au passif du bilan sous la rubrique « Autres dettes » pour les crédits et montants suivants (exprimés en €) :

## Report des fonds spéciaux au titre de l'année 2018 sur l'année 2019

UA	LB	Libellé	Report comptable 2017	Affectation Comptable 2018	Montant Ordonnancé pour le projet au 31/12/2018	Régularisation de dépenses sur années antérieures au 31/12/2018	Report Comptable 2018 à corriger
SRH	D21.111.101	SG et CAB - Personnel permanent		100 000	100 000		
CLJF	D33.221.404	Organisation du séminaire de réflexion sur les jeux 2025		5 500	5 500		
ADM	D36.512.101	Appui au renforcement institutionnel de l'OIF	10 002				10 002
RPG	D36.431.101	RPG – Actions de rayonnement de la Francophonie		77 998	77 998		0
RPUA	D36.433.101	RPUA - Actions de rayonnement de la Francophonie	38 680	15 027	53 707		0
BRAO	D36.421.201	BRAO - Organisation d'un atelier de restitution à Bamako	32 279				32 279
BRECO	D36.424.101	BRECO - Actions de rayonnement de la Francophonie		8 347	8 347		0
CAB	D36.211.107	Fonds d'intervention d'urgence en cas de catastrophe	82 378			- 1 441	83 819
DLFCD	D31.234.201	CLAC		25 140	20 765		4 375
DLFCD	D31.235.102	Acquisition d'équipements numériques et de biens culturels		69 192			754
DAPG	D32.222.102	Accompagnement des processus électoraux des pays francophones sur fonds extra budgétaires (2019 LB D32.221.105)		434 497	131 558		302 939
DAPG		Organisation d'activités en vue du renforcement des capacités des institutions et des acteurs de la société civile (fonds français)	572 516	40 000	514 812		97 704
DAPG	D32.111.101	Appui aux réformes constitutionnelles et administratives	26 402				28 402
DAPG	D32.111.305	Réseau des femmes parlementaires - APF	17 269	33 094	18 321	17 270	14 772
DAPG	D32.112.103	Accompagnement au processus de présentation à l'EPU (Etats, parlements, société civile)		40 000			40 000
DAPG	D32.234.103	Participation à l'organisation de la Conférence d'Ottawa "Saint-Boniface"		49 641		1	49 640
DAPG	D38.311.205	Appui à l'élaboration de la stratégie EFH de la Francophonie		99 092			99 092
DAPG	D35.122.205	Appui transversal en expertise EFH (élaboration d'une stratégie de la Francophonie en faveur de l'égalité femme-homme; missions)		46 332	35 247		11 085
IEEF		IFADEM	1 490 932	130 490	1 211 237	- 1 887	412 072
IEEF	D33.142.302	En partenariat avec le Pôle de Dakar UNESCO, TJ élaboration d'un guide sur les outils de suivi des sortants des formations APC		50 000	50 000		
DEJ	D33.211.202	Mise à disposition de volontaires internationaux		7 009	7 009		0
DEJ	D33.212.106	Constituer une base de données des processus d'élaboration, de mise en œuvre et d'évaluation de politiques publiques de jeunesse-Honoraires d'expert longue période	61 893	-	61 893		
DEJ	D33.212.109	Constituer une base de données des processus d'élaboration, de mise en œuvre et d'évaluation de politiques publiques de jeunesse-Honoraires d'expert longue période		61 893	61 893		
DEJ	D33.213.204	Soutenir la participation des jeunes aux forums, séminaires internationaux et autres activités d'intérêt francophone ainsi que		49 892	48 892		0
DEJ	D33.213.207	Soutenir des projets, des actions et des mécanismes concourant au renforcement des capacités à l'autonomisation financière		16 547	13 724		2 823
DEJ	D33.214.302	Organisation de la Pré-conférence des jeunes d'Asie-Pacifique et de la Conférence internationale des jeunes francophones		50 000	50 000		
DFEN	D34.221.101	Hub & Spoke (Phase II)	393 070	1 025 944	1 118 831	1 281	209 502
DFEN	D31.131.201	FFI	115 325	330 940	79 980	10 977	355 308
DFEN	D35.132.203	Appui à l'innovation dans les médias (Hackathons de l'audiovisuel et autres initiatives)		4 281		57	4 224
DFEN	D34.221.101	Entrepreneuriat Femmes Jeunes	4 188 453	20 000	2 844 200	171 643	1 192 610
IEEF		Projet ELAN	2 268 962		1 367 993	98 642	802 327
IFDD	D34.112.101	Formations nationales et régionales sur les outils de gestion de l'environnement, de promotion d'une économie verte et de l'accès		33 795	33 795		0
IFDD	D34.114.302	Appui à l'APF aux acteurs nationaux ou locaux pour la démonstration et la valorisation de démarches novatrices de promotion du		180 000	178 162		1 838
IFDD	D34.121.101	Ateliers préparatoires des négociateurs en amont de la COP13 biodiversité et COP22 climat; Atelier préparatoire société civile francophone		23 342	23 342		
IFDD	D34.113.201	Programme EE-UEMOA Équelage	592 829		26 246		566 583
IFDD	D34.113.202	Programme EE-UEMOA Code du Bâtiment	710 079		75 270		634 809
IFDD	D34.113.403	Initiative de la francophonie pour l'économie verte		20 000	20 000		
IFDD	D34.113.404	Développement de projets de MOOC - Initiative APD Togo		40 000	40 000		
IFDD	D34.111.303	Mise en œuvre SIE-UEMOA (incluant TIPEE et PIE-Energie)	300 372	457 347	883 708		74 011
IFDD	D34.121.401	Intervention sur le genre (Projets climat) et sur la mise en œuvre des programmes sur les zones protégées (CBD)	74 011	181 708	247 511	- 1 065	9 273
IFDD		Hydro-Québec		394 298	394 298		0
		TOTAL	10 976 052	4 059 451	9 543 345	296 232	5 195 927

LH

### 6.1.5. Autres passifs courants

Ils sont constitués des provisions pour pertes de change à hauteur de 180 k€.

## 6.2. Passifs relatifs au personnel et autres passifs non courants

Les passifs relatifs au personnel se décomposent comme suit (montants exprimés en k€) :

Intitulé	31/12/2018	31/12/2017
<b><i>Passif courant</i></b>		
Personnel – rémunérations dues	20	92
Personnel – solde de tout compte	504	55
Congés payés	500	477
<b>Total passif courant</b>	<b>1 024</b>	<b>624</b>
<b><i>Passif non courant</i></b>		
Fonds de prévoyance	29 787	29 521
Indemnités de retour	785	778
<b>Indemnités de retour</b>	<b>30 572</b>	<b>30 299</b>

### 6.2.1. Avantages au personnel non courants

Expliqués en Note 3.3.12.b, ils incluent le fonds de prévoyance pour 29,8 M€ et les indemnités de retour pour 0,8 M€.

En 2012, l'écart de première application des IPSAS a conduit l'OIF à impacter ses réserves au titre de la situation d'ouverture à hauteur de 4,5 M€, de par la nécessité de procéder à l'actualisation du fonds de prévoyance.

L'actualisation conformément à la norme IPSAS 39 du fonds de prévoyance au titre de l'année 2018 s'est traduite par une baisse de l'engagement projeté de 1 555 K€.

Selon l'actuaire ladite baisse s'explique par les entrées et sorties des salariés, des basculements entre CDI et CDD, la hausse du taux d'actualisation et les règlements anticipés de fonds de prévoyance.

Le passif, au titre des indemnités de retour du personnel (cf. Note 3.3.12.b) s'élève à 0,8 M€ au 31 décembre 2018.

### 6.2.2. Autres passifs non courants

Au 31 décembre 2018, les autres passifs non courants totalisent 87 M€. Ils sont constitués :

- de la contribution de la France dans le cadre de la convention de mise à disposition de l'immeuble sur 50 ans. La contribution est comptabilisée pour une somme de 122 M€ et est reprise sur une durée de 50 ans comme le prévoit la convention de mise à disposition. Le montant net figurant dans les comptes au 31 décembre 2018 est de 88 M€. L'OIF a pris l'option d'inscrire la contribution correspondant à cette mise à disposition comme en passifs non courants ;
- de provisions de 0,149 M€ pour risque lié au non recouvrement de sommes dues par des fournisseurs débiteurs et des provisions pour litiges avec des anciens agents de l'Organisation.

## NOTE 7

### ACTIF NET / SITUATION NETTE

Au 31 décembre 2018, l'actif net de l'OIF est de 26,6 M€ et se présente comme suit (montants exprimés en M€) :

Intitulé	01/01/2018	Augmentation	Diminution	31/12/2018
Fonds de roulement	8,5	0	0	8,5
Fonds de réserve	22,6	0	2,1	20,5
Dons	0,1	0	0	0,1
Écart de réévaluation	0,6	0	0	0,6
Solde net de l'exercice	-2,1	2,1	3,1	-3,1
<b>Actif net</b>	<b>29,7</b>	<b>2,1</b>	<b>5,2</b>	<b>26,6</b>

Un fonds de roulement a été établi, conformément aux dispositions du règlement financier (article 3.4), pour un montant cumulé de 8,5 M€.

Les autres réserves sont constituées des excédents et des déficits des derniers exercices conservés en fonds de réserve, en attente d'affectation à la programmation ou afin de pouvoir faire face à des situations et/ou événements exceptionnels.

Le fonds de réserve a été impacté de 1,7 M€ lors de la première mise en place des normes IPSAS en 2012 (cf. Note 3.2).

Comme le montre le tableau ci-dessus et par résolution de la 104 ème session du CPF tenue le 3 juillet 2018, le résultat négatif de l'exercice 2017, d'un montant de 2,139 M€, a été affecté au fonds de réserve.

## NOTE 8

### PRODUITS

Les produits se détaillent comme suit (montants exprimés en k€) :

Intitulé	31/12/2018	31/12/2017	Variation	%
<b>PRODUITS OPÉRATIONNELS</b>				
Contribution statutaires	41 377	40 721	656	1,61
Contributions volontaires	16 029	18 946	-2 917	-15,40
Subventions hors budget	0	4 749	-4 749	-100,00
Fonds spéciaux et crédits exceptionnels	9 748	2 836	6 912	243,72
Autres produits opérationnels	9 532	9 455	77	0,81
Reprises de provisions et transferts de charges	1 034	2 857	-1 823	-63,81
<b>Total des produits opérationnels</b>	<b>77 720</b>	<b>79 564</b>	<b>-1 844</b>	<b>-1,88</b>
<i>Produits financiers</i>	664	1 070	-406	-37,94
<i>Produits exceptionnels</i>	-50	52	-102	-196,15
<b>TOTAL PRODUITS</b>	<b>78 344</b>	<b>83 868</b>	<b>-5 524</b>	<b>-2,92</b>

Les **contributions statutaires** sont présentées en Note 3.3.6.a et détaillées en Note 5.1.2.

Les **contributions volontaires** au FMU sont explicitées en Note 3.3.6.b et 5.1.3.

Les **subventions hors budget** correspondent aux sommes versées n'entrant pas dans le cadre d'un budget spécifique.

Les **fonds spéciaux et crédits exceptionnels** correspondent aux sommes telles que décrites dans la Note 6.1.4.b.

Les **autres produits opérationnels** intègrent notamment les valorisations des mises à disposition tel que présenté dans la Note 4.1.

Les **reprises de provisions et les transferts de charges** concernent essentiellement les montants provisionnés les années antérieures et passées par pertes et profits et les sommes recouvrées sur les arriérés de contributions statutaires des États.

Les **produits financiers** correspondent aux produits générés par les placements de l'OIF.

## NOTE 9

### CHARGES

Elles se détaillent comme suit (montants exprimés en k€) :

Libellé	2018	2017	Variation	%
<b>- PROGRAMMATION</b>	<b>55 147</b>	<b>49 193</b>	<b>5 954</b>	<b>12,10</b>
. Charges directes sur protocoles	21 377	17 823	3 554	19,94
. Charges de personnel	17 158	16 463	695	4,22
. Transports et missions P	10 854	9 763	1 091	11,17
. Honoraires & missions consultants	2 270	2 209	61	2,76
. Autres charges de programmation	3 488	2 935	553	18,84
<b>- FONCTIONNEMENT</b>	<b>21 730</b>	<b>27 863</b>	<b>-6 133</b>	<b>-22,01</b>
. Charges de personnel	12 094	15 082	-2 988	-19,81
. Transports et missions F	1 171	1 192	-21	-1,76
. Honoraires & missions consultants	253	258	-5	-1,94
. Autres charges opérationnelles	2 366	4 703	-2 337	-49,69
. Impôts et taxes	21	21	0	0,00
. Dotation amortissement et dépréciation	5 825	6 607	-782	-11,84
<b>TOTAL CHARGES OPÉRATIONNELLES</b>	<b>76 877</b>	<b>77 056</b>	<b>-179</b>	<b>-0,20</b>

Les charges de l'état de la performance financière sont présentées par nature conformément à la norme IPSAS 1.

Afin de prendre en compte la spécificité de l'OIF et conformément au référentiel IPSAS, les charges opérationnelles de l'Organisation sont présentées ci-après en fonction de la programmation et du fonctionnement.

Les charges opérationnelles, d'un montant total de 77 M€ sont restées stables par rapport à l'année 2017. Elles sont réparties en deux catégories :

- programmation ;
- fonctionnement.

Les critères de répartition des charges entre programmation et fonctionnement sont :

- les charges des unités administratives de programmation (DAPG, DEJ, DFEN et DLFCD), des UHS, de l'IFDD, de l'IEF et du CIJF sont enregistrées en totalité dans la rubrique «programmation» ;
- les charges des unités administratives d'appui (DAFSI, DCIF, DPDS), de l'ADM et du CAB sont enregistrées en totalité dans la rubrique «fonctionnement».

Cette répartition ne résulte pas d'une comptabilité analytique en l'absence d'utilisation de clés de répartition pour l'affectation des charges des unités administratives d'appui (centres auxiliaires) aux unités de programmation (centres principaux).

## 9.1. Programmation

Les dépenses de programmation de l'année 2018 s'élèvent à 55 M€ contre 49 M€ en 2017. Elles se détaillent comme suit :

- **Charges directes de programmation** : dépenses encourues dans le cadre des protocoles d'accord signés avec les partenaires pour l'exécution de la programmation.

Au cours de l'année 2018, ces charges ont connu une hausse de 3,5 M€ (+20%) par rapport à l'année précédente.

- **Charges de personnel** : traitements, ajustements de poste, cotisations aux caisses de sécurité sociale et de retraite, indemnités et primes, frais de voyages dans le cadre des congés aux foyers (personnel expatrié), indemnités de retour au foyer en fin de mission, indemnités d'installation (mutations et recrutement), allocations pour frais d'étude des enfants, frais de formation des agents.

Les charges de personnel liées à la programmation ont augmenté de 4 % par rapport à l'année 2017.

- **Charges de transports et missions** : achats de billets, indemnités de mission et frais d'hébergement des membres du personnel de l'OIF, ainsi que des intervenants aux réunions. Elles ont connu une hausse de 11% par rapport à l'année précédente.
- **Honoraires et frais de missions des consultants** : recrutement de consultants, y compris les frais d'assurance, de voyages, d'hébergement et les indemnités journalières. Ces charges ont enregistré une légère hausse (+3%) par rapport à l'année précédente.
- **Autres charges de programmation** : dépenses imputables directement aux unités de programmation ; les UHS et l'Organe subsidiaire à Québec (IFDD) sont considérés comme des unités de programmation ; l'ensemble de leurs dépenses (hors dépenses de personnel) est donc enregistré dans cette rubrique. Elles ont enregistré une augmentation de 19% par rapport à l'année précédente.

## 9.2. Fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement de l'année 2018 s'élèvent à 22 M€ contre 28 M€ en 2017, soit une baisse de 6 M€ (-22%) par rapport à l'année 2017. Elles sont composées des charges suivantes :

- Charges de personnel : ces dépenses de fonctionnement suivent la même typologie que les dépenses décrites dans la Note 9.1. Elles sont en baisse de 20% par rapport à l'exercice précédent ;
- Impôts et taxes : le montant des taxes locales (bureau, ordures ménagères et autres), montant identique à l'année précédente ;
- Autres charges opérationnelles : locations immobilières, frais d'entretien et de réparation, frais de gardiennage et frais de poste et de télécommunications, etc... La forte baisse enregistrée en 2018 (-50%) est notamment due à une meilleure maîtrise des dépenses de téléphonie mobile.
- Dotations aux amortissements et dépréciations : dotations aux amortissements sur les immobilisations, dépréciation des contributions non versées et provisions pour risques et charges de l'exercice. Elles baissent de 12%.
- Honoraires et missions de consultants ainsi que les transports et missions du personnel : en recul de 2% par rapport à l'exercice précédent.



## **NOTE 10**

### PASSIFS ÉVENTUELS, ENGAGEMENTS ET ACTIFS ÉVENTUELS

#### **10.1. Engagements au titre de contrats de location simple**

L'OIF a conclu des contrats de location simple pour l'utilisation de photocopieuses et imprimantes ou pour du petit matériel administratif.

Il n'a pas été conclu de contrats de location simple pour des locaux. Tous les contrats de location ont fait l'objet d'une revue afin de s'assurer du respect de la norme IPSAS 13.

#### **10.2. Actifs éventuels**

Un certain nombre d'accords, portant sur les contributions volontaires, prévoient que l'OIF reçoive le solde des contributions volontaires si elle satisfait à certaines stipulations énoncées dans l'accord.

Ces actifs sont comptabilisés dans l'état de la situation financière mais sont intégralement provisionnés en considérant que les sommes qui sont dues par les pays ou organismes ne deviendront des sommes à recouvrer que lorsque les prestations de l'OIF auront été réalisées.

#### **10.3. Garantie donnée**

Il a été souscrit un placement en dépôt à terme par l'IFDD afin de garantir l'utilisation des cartes bancaires par cet organe subsidiaire (cf. Note 5.1.1.). Le montant de ce placement garanti est de 50 k€.

L M

## NOTE 11

### COMPTABILITÉ BUDGÉTAIRE

Une fois le cadre stratégique à moyen terme adopté, le budget de l'OIF s'articule en cycles de quatre ans (programmation, gestion de projets, fonctionnement), appelés Budget Quadriennal ou Quadriennum.

Le Quadriennum est réparti en quatre tranches annuelles débutant le 1<sup>er</sup> janvier et se terminant le 31 décembre. Une enveloppe budgétaire globale est réservée pour 4 ans pour la programmation et le fonctionnement.

Avant le début du Quadriennum, le budget quadriennal et la première tranche annuelle sont adoptés par la Conférence ministérielle de la Francophonie.

Du point de vue budgétaire, les dépenses de l'OIF sont réparties en trois catégories :

- la programmation : partie générale (missions définies par le Cadre stratégique à moyen terme, la programmation quadriennale et les orientations des Sommets des Chefs d'État et de gouvernement) ainsi que d'autres activités menées par la Direction de la Communication et du partenariat, le Cabinet du Secrétaire général, les actions propres des Unités hors Siège ou encore les activités hors programmation ;
- le fonctionnement : charges de personnel, charges de gestion et liées aux réunions des instances (Sommet, Conférence ministérielle, Conseil permanent de la Francophonie) ;
- l'investissement : immobilisations acquises dans le cadre des activités de l'Organisation et les travaux d'aménagement des locaux et résidences.

Les recettes, quant à elles, sont composées des :

- contributions statutaires ;
- contributions volontaires ;
- contributions exceptionnelles ;
- recettes diverses.

L'OIF tient une comptabilité budgétaire qui présente l'état de recouvrement des recettes et d'ordonnancement des dépenses à la fin de chaque année. Elle prend également en compte les opérations de la période complémentaire se terminant fin février de l'année suivante.

Pour l'année 2018, qui constitue la quatrième et dernière année du quadriennum 2015-2018, les crédits initiaux adoptés pour un montant de 70,920 M€ à la 30<sup>ème</sup> session de la Conférence ministérielle de la Francophonie (Dakar, novembre 2014) ont été portés à la somme de 72,232 M€ (crédits rectifiés) à la 34<sup>ème</sup> session de la Conférence ministérielle de la Francophonie (Paris, novembre 2017). Au cours de l'année 2018, les crédits rectifiés ont été portés à la somme de 83,336 M€ (crédits modifiés), soit une augmentation de 11,104 M€ en recettes et en dépenses par rapport aux crédits initiaux.

## **NOTE 12**

### RAPPROCHEMENT BUDGÉTAIRE

La comptabilité financière de l'OIF est tenue selon la méthode de la comptabilité d'engagement alors que la comptabilité budgétaire est tenue selon la méthode de la comptabilité de caisse.

RÉSULTAT COMPTABLE :	- 3 153 750
Taux de change	26 723
Imputation comptable de la TVA	- 683 240
Imputation budgétaire de la TVA	671 428
Opérations budgétaires non imputables	1 300 095
Opérations comptables et non budgétaires	- 6 677 241
Immobilisations	- 340 172
RÉSULTAT BUDGÉTAIRE :	2 844 708

## NOTE 13

### GESTION DU RISQUE

#### 13.1. Risque de crédit

L'OIF n'encourt pas de risque de crédit notable au regard de ses créances à recevoir, dans la mesure où ces contributions proviennent essentiellement d'États membres. Cependant, une provision est prévue lorsqu'il existe une preuve objective, basée sur l'examen des montants dus à la date de reddition des comptes, que l'OIF ne pourra pas collecter l'ensemble des montants dus conformément aux termes initiaux des créances.

#### 13.2. Risque de marché

L'OIF encourt des risques de change liés aux fluctuations des cours de change des devises.

Ainsi, la tenue de la comptabilité de l'Organisation en euro se traduit par des gains et des pertes de change provenant des unités hors siège, notamment au Québec.

#### 13.3. Risque de liquidité

Les placements sont opérés en prenant en compte les besoins de l'OIF pour son fonctionnement.

Les certificats de dépôt et les bons à moyen terme négociables sont des placements qui peuvent être liquidés à tout moment par l'OIF.

#### 13.4. Risque informatique

Dans le cadre de la modernisation de ses outils de gestion, un nouveau système d'information est mis en place par l'OIF. Il intègre la dématérialisation des pièces justificatives des opérations de l'Organisation.

L'OIF encourt un risque de perte des données stockées sur le serveur et devra veiller à fiabiliser son système de sauvegarde.

Du fait de la proximité de la Seine, qui peut connaître des périodes de crue, il existe un risque d'inondation au niveau du sous-sol des locaux de l'OIF où sont stockées des archives.

#### 13.5. Risque juridique

L'OIF encourt le risque de payer des sommes dans le cadre des procès intentés par des agents de l'Organisation.



Cependant, une provision est prévue lorsqu'il existe une preuve objective, basée sur l'examen des dossiers et les premières conclusions des avocats, à la date de reddition des comptes, que l'OIF pourra être condamnée à payer des sommes.

La révision du statut du personnel de l'OIF, entrée en vigueur le 1er janvier 2017, prescrit que les barèmes des traitements applicables aux membres du personnel sont établis et ajustés, tous les deux ans, sur la base des recommandations de la Commission de la fonction publique internationale et en tenant compte de la capacité financière de l'Organisation.

Ces nouvelles dispositions limitent le risque juridique pour l'OIF.

## NOTE 14

### PROVISIONS

Tel que présenté en Note 3.3.13, un certain nombre de provisions est constitué au 31 décembre 2018. Les variations avec les provisions constituées au 31 décembre 2018, par rapport à l'année précédente, se présentent comme suit (montants exprimés en k€) :

Libellé	01/01/2018	Augmentation	Diminution	31/12/2018
Provisions contributions statutaires	4 988	190	830	4 348
Provisions pour risques-débiteurs	144	43	39	148
Provisions pour régies d'avance	130	0	99	31
Provisions sur compte d'attente	35	0	0	35
Provisions pour perte de change	142	179	141	180
Provisions pour indemnité de retour	778	7	0	785
Provisions pour immobilisations financières	268	143		411
Provisions sur comptes de tiers	35	31	5	61
Provisions sur TVA	81	26	62	45
<b>Total</b>	<b>6 601</b>	<b>619</b>	<b>1 176</b>	<b>6 044</b>

LH

## NOTE 15

### ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE DES COMPTES

#### Acquisition d'une résidence de fonction pour le Secrétaire général de la Francophonie

Au cours de sa 106<sup>ème</sup> Session tenue le 26 mars 2019, le Conseil permanent de la Francophonie (CPF) a adopté la résolution soumise par la Commission administrative et financière (CAF) portant sur l'acquisition d'une résidence de fonction pour le Secrétaire général de la Francophonie.

Conformément à cette résolution, le quitus est donné à l'OIF pour acquérir, pour un prix de quatre millions d'euros (hors frais et droits de mutation provisionnés pour une somme de 285 000 euros), l'appartement situé à Paris (7<sup>e</sup> arrondissement), 3 avenue Bosquet, appartenant à Sa Majesté la Reine du Canada.

L'acquisition de l'appartement du 3 avenue Bosquet sera financée sur les ressources propres de l'OIF, par un prélèvement sur son fonds de réserve dont le montant provient essentiellement du reliquat de la vente, en 2010 et 2011, des immeubles du Quai Louis XVIII (Bordeaux) et du Quai André Citroën (Paris).

A handwritten signature consisting of the letters "LM".

## NOTE 16

### INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIÉES

#### 16.1. Organes directeurs

Les trois instances de la Francophonie consacrées par la Charte (article 2) sont :

- **La Conférence des chefs d'État et de gouvernement des pays ayant le français en partage, communément appelée « Sommet » ;**

Le Sommet se réunit tous les deux ans. Il est présidé par le chef d'État ou de gouvernement du pays hôte du Sommet jusqu'au Sommet suivant. Il statue sur l'admission de nouveaux membres de plein droit, de membres associés et de membres observateurs à l'OIF.

Le Sommet définit les orientations de la Francophonie de manière à assurer son rayonnement dans le monde, notamment dans un Cadre stratégique à moyen terme. Il adopte toute résolution qu'il juge nécessaire au bon fonctionnement de la Francophonie et à la réalisation de ses objectifs. Par ailleurs, il élit le Secrétaire général de la Francophonie.

- **La Conférence ministérielle de la Francophonie (CMF), communément appelée « Conférence ministérielle » ;**

La CMF se réunit chaque année afin d'assurer la continuité politique du Sommet. Les États et gouvernements membres ou observateurs du Sommet y sont représentés par leur ministre des Affaires étrangères ou leur ministre chargé de la Francophonie.

La CMF veille à l'exécution des décisions arrêtées lors d'un Sommet et prépare le Sommet suivant. Elle se prononce sur les grands axes de l'action multilatérale francophone.

- **Le Conseil permanent de la Francophonie (CPF).**

Le CPF est l'instance chargée de la préparation et du suivi du Sommet. Il est présidé par le Secrétaire général de la Francophonie et composé des représentants personnels dûment accrédités par les chefs d'État ou de gouvernement participant aux Sommets. Aussi souvent que nécessaire, le Secrétaire général réunit le CPF en session extraordinaire ou convoque des comités ad hoc consultatifs restreints.

Le CPF a notamment pour missions de veiller à l'exécution des décisions prises par la CMF, d'examiner les propositions de répartition du Fonds multilatéral unique (budget) et d'exercer un triple rôle d'animateur, de coordonnateur et d'arbitre.

Quatre commissions spécialisées composées des délégués des États et gouvernements préparent les travaux du CPF :

- la commission politique ;
- la commission économique ;
- la commission de coopération et de programmation ;
- la commission administrative et financière.

## 16.2. Principaux dirigeants

Les principaux dirigeants de l'OIF sont le Secrétaire général et l'Administrateur.

Élu pour un mandat, renouvelable, de quatre ans par les chefs d'État et de gouvernement, le Secrétaire général est le plus haut responsable de l'Organisation Internationale de la Francophonie. Il conduit l'action politique de la Francophonie, dont il est le porte-parole et le représentant officiel au niveau international.

Il nomme, pour quatre ans, l'Administrateur de l'OIF qui a pour principales missions l'exécution, l'animation et la gestion de la coopération intergouvernementale multilatérale, ainsi que la gestion des affaires administratives et financières, sous l'autorité du Secrétaire général.

Le Secrétaire général et l'Administrateur occupent les fonctions exécutives principales au sein de l'OIF. Ils sont appuyés par les Conseillers du Secrétaire général, le Directeur de cabinet du Secrétaire général, le Chef du Bureau de l'Administrateur, le Directeur de l'Audit interne, les Directeurs des unités de programmation et de soutien, les responsables des Unités hors siège et des organes subsidiaires.

La rémunération globale versée aux principaux dirigeants inclut les traitements nets, l'ajustement de poste, les droits à des prestations telles que des allocations, des indemnités et les cotisations versées par l'employeur aux organismes sociaux et à l'assurance-maladie.

**Rémunération des principaux dirigeants (montants en k€)**

Catégorie de personnel	Nombre de personnes par catégorie	Rémunération et ajustement de poste	Primes et indemnités	Régime de retraite d'assurance	Coût total	Prêts en cours
Hors catégorie	2	389	282	65	736	
Directeur de cabinet et Conseillers	7	701	161	223	1 085	
Agents grade D - siège	9	787	23	230	1 040	9
Agents grade D - UHS et organes subsidiaires	12	1 107	214	278	1 699	
Audit interne	1	120	6	28	154	
<b>Total</b>	<b>31</b>	<b>3 104</b>	<b>787</b>	<b>824</b>	<b>4 715</b>	<b>9</b>

La Secrétaire générale bénéficie d'une voiture de fonction avec chauffeur, d'une employée de maison, d'une indemnité compensatrice de 5 k€ pour le recrutement d'un maître d'hôtel, et de deux agents de sécurité.

L'Administrateur bénéficie d'une voiture de fonction avec chauffeur.

Bien que cet avantage en nature ne soit pas mentionné dans leur contrat de travail, le Directeur de Cabinet, le Conseiller spécial de la Secrétaire générale et les chefs de postes des unités hors siège bénéficient également d'une voiture de fonction avec chauffeur.

Une résidence a été louée par l'OIF auprès de l'Ambassade du Canada en France et mise à la disposition de la Secrétaire générale. Le montant total payé en 2018 pour les loyers et charges s'élève à 0,102 M€.

Les prêts accordés aux principaux dirigeants désignent les prêts accordés conformément au statut du personnel de l'OIF.

## 16.3. Établissement des états financiers et gestion de la paie

Pour la préparation des états financiers et l'actualisation du fonds de prévoyance, l'OIF fait appel à un cabinet d'expertise comptable.

De même, pour la gestion de la paie des agents, l'OIF utilise les services d'une société spécialisée.

## ANNEXE

### ÉTAT DES ENGAGEMENTS ET RÈGLEMENTS AU 31 DÉCEMBRE 2018

A handwritten signature consisting of the letters "LM" in blue ink.

**État des engagements et règlements  
au 31 décembre 2018**

Code	UA	Projet	Libellé en EUR	Credit initial	Credits recueillis	Somme des modifications*	Credit modifiée	Credit réservés	Référence / modifiée (%)	Crédits en solde	Emprunts / modifiés (%)	Crédits en solde	Obligation / modifiée (%)	Crédits non remboursés / modifiés (%)
<b>DÉPENSES</b>														
D1				70 000 000	72 288 000	11 103 072	83 305 700	70 045 800	91%	74 302 164	80%	70 425 724	80%	7 003 116
D1.1			<b>STRUCTURES INSTITUTIONNELLES</b>	750 000	750 000	0	750 000	737 056	98%	713 145	95%	667 436	89%	12 944
D1.1.1			<b>Structures institutionnelles</b>	750 000	750 000	0	750 000	737 056	98%	713 145	95%	667 436	89%	12 944
D1.1.1.1	CAB		Structures institutionnelle	750 000	750 000	0	750 000	737 056	98%	713 145	95%	667 436	89%	12 944
D1.1.1.1.1	CAB		Instances	750 000	750 000	0	750 000	737 056	98%	713 145	95%	667 436	89%	12 944
D1.1.1.1.2	CAB		Instances	150 000	150 000	36 000	186 000	165 516	100%	162 273	95%	173 740	95%	4 454
D1.1.1.1.3	CAB		Summet	600 000	600 000	386 000	561 540	550 872	98%	459 687	98%	459 687	98%	12 460
D2			<b>FONCTIONNEMENT</b>	39 040 000	34 440 000	100 000	34 560 000	33 304 507	96%	23 240 534	96%	22 312 821	95%	1 256 414
D2.1			<b>PERSONNEL</b>	27 540 000	29 050 000	94 000	29 154 000	28 173 303	97%	28 142 402	97%	27 916 612	96%	940 697
D2.1.1			<b>Dépenses de personnel</b>	27 540 000	29 050 000	94 000	29 154 000	28 173 303	97%	28 142 402	97%	27 916 612	96%	940 697
D2.1.1.1	SHR		Salage - Dépenses de personnel	21 350 000	21 354 500	139 771	21 464 971	20 760 516	97%	20 749 844	98%	20 650 653	98%	704 145
D2.1.1.1.1	SHR		Salaires et charges sociales	19 750 000	20 149 300	-117 621	20 030 679	19 230 758	98%	19 713 756	99%	19 646 955	98%	300 121
D2.1.1.1.2	SHR		Personnel permanent - Salaires et charges sociales	19 750 000	20 149 300	-117 621	20 030 679	19 230 758	98%	18 868 679	99%	18 562 216	99%	244 463
D2.1.1.1.3	SG		SG et CAB - Personnel permanent	3 080 120	3 088 700	130 000	3 218 000	3 209 824	100%	3 208 824	100%	3 208 824	100%	9 875
D2.1.1.1.4	SHR		ADM et BUR - Personnel permanent	1 055 656	1 514 300	-81 232	1 453 068	1 414 676	95%	1 414 676	99%	1 414 676	99%	18 392
D2.1.1.1.5	SHR		SCD - Personnel permanent	495 342	362 600	0	362 600	355 759	98%	355 759	98%	355 759	98%	6 841
D2.1.1.1.6	SHR		(Femal) - DDC - Personnel permanent	2 277 0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0
D2.1.1.1.7	DARG		DARG - Personnel permanent	2 277 284	2 256 600	-280 000	1 976 600	1 957 276	99%	1 957 278	99%	1 957 278	99%	19 322
D2.1.1.1.8	SHR		SHL - Personnel permanent	965 578	50 000	280 000	850 000	846 439	100%	846 439	100%	846 439	100%	3 561
D2.1.1.1.9	SHR		(Femal) - DFE - Personnel permanent	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0
D2.1.1.1.10	SHR		(Femal) - DFN - Personnel permanent	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0
D2.1.1.1.11	SHR		(Femal) - DLF - Personnel permanent	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0
D2.1.1.1.12	SHR		CJLF - Personnel permanent	3 561 508	2 730 700	1 000	2 744 200	2 73 820	100%	2 73 820	100%	2 723 820	100%	690
D2.1.1.1.13	SHR		DASI - Personnel permanent	3 561 508	2 800 300	250 073	4 056 573	4 027 459	99%	4 027 459	99%	4 027 459	99%	23 084
D2.1.1.1.14	SHR		DAI - Personnel permanent	281 404	153 700	50 000	203 100	200 135	98%	200 135	98%	200 135	98%	3 565
D2.1.1.1.15	SHR		DCIF - Personnel permanent	1 773 867	1 509 200	-49 456	1 427 705	1 426 502	100%	1 426 502	100%	1 426 502	100%	1 203
D2.1.1.1.16	SHR		DPS - Personnel permanent	501 190	225 900	92 000	617 900	617 429	100%	617 429	100%	617 429	100%	471
D2.1.1.1.17	SHR		DSI - Personnel permanent	0	712 000	-712 000	0	0	0%	0	0%	0	0%	0
D2.1.1.1.18	SHR		(Femal) - SCD - Personnel permanent	2 859 198	2 461 200	-561 197	2 311 033	2 300 114	97%	2 300 114	97%	2 300 114	97%	70 919
D2.1.1.1.19	SHR		SHB - Personnel permanent	637 846	781 700	-185 000	629 700	629 702	93%	629 702	93%	629 702	93%	43 916
D2.1.1.1.20	SHR		SHEN - Personnel permanent	1 365 143	1 278 000	-100 000	1 178 400	1 156 569	99%	1 156 569	99%	1 156 569	99%	42 451
D2.1.1.1.21	SHR		Parapont temporaire - Salaires et charges sociales	320 000	681 000	511 000	1 192 000	1 126 542	95%	1 119 542	94%	1 148 728	88%	65 458
D2.1.1.1.22	SHR		ADM et BUR - Personnel temporaire	36 000	52 000	57 000	109 000	98 000	90%	98 000	90%	97 563	90%	0
D2.1.1.1.23	SHR		SCD - Personnel temporaire	10 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0
D2.1.1.1.24	SHR		(Femal) - DDC - Personnel temporaire	40 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0
D2.1.1.1.25	SHR		DARG - Personnel temporaire	60 000	153 000	65 000	218 000	205 542	94%	205 542	94%	204 000	94%	12 458
D2.1.1.1.26	SHR		DEI - Personnel temporaire	36 000	121 000	78 000	198 000	197 500	99%	197 500	99%	144 635	73%	1 500
D2.1.1.1.27	SHR		(Femal) - DFE - Personnel temporaire	30 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0
D2.1.1.1.28	SHR		(Femal) - DFN - Personnel temporaire	20 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0
D2.1.1.1.29	SHR		(Femal) - DLF - Personnel temporaire	40 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0
D2.1.1.1.30	SHR		CJLF - Personnel temporaire	10 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0
D2.1.1.1.31	SHR		DASI - Personnel temporaire	40 000	152 000	70 000	222 000	204 000	92%	196 108	95%	186 000	95%	18 000
D2.1.1.1.32	SHR		DAI - Personnel temporaire	70 000	0	80 000	80 000	100 000	100%	80 000	100%	70 000	99%	0
D2.1.1.1.33	SHR		DCIF - Personnel temporaire	20 000	63 000	105 000	168 000	156 000	93%	156 000	93%	155 533	92%	12 000
D2.1.1.1.34	SHR		DPS - Personnel temporaire	20 000	39 000	-38 000	0	0	0%	0	0%	0	0%	0
D2.1.1.1.35	SHR		DSI - Personnel temporaire	20 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0
D2.1.1.1.36	SHR		(Femal) - SCI - Personnel temporaire	30 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0

021.111.217	SRH	DIFCO - Personnel temporaire	0	105 000	105 000	102 000	97%	101 672	97%	3 000	0%	
021.111.218	SRH	SRH - Personnel temporaire	0	53 000	<10 000	40 500	0%	0	0%	2 500	0%	
021.111.219	SRH	(Personnel mis à disposition)	100 000	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	
021.111.3	SRH	SG et CAB - Personnel mis à disposition	150 000	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	
021.111.301	SRH	AUD et EUR - Personnel mis à disposition	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	
021.111.302	SRH	SCD - Personnel mis à disposition	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	
021.111.303	SRH	(Personnel) - DOC - Personnel mis à disposition	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	
021.111.304	SRH	DAPG - Personnel mis à disposition	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	
021.111.305	SRH	DCS - Personnel mis à disposition	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	
021.111.306	SRH	DEI - Personnel mis à disposition	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	
021.111.307	SRH	(Personnel) - DFE - Personnel mis à disposition	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	
021.111.308	SRH	(Personnel) - DFN - Personnel mis à disposition	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	
021.111.309	SRH	(Personnel) - DLF - Personnel mis à disposition	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	
021.111.310	SRH	CJF - Personnel mis à disposition	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	
021.111.311	SRH	(Personnel) - SCI - Personnel mis à disposition	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	
021.111.312	SRH	DAI - Personnel mis à disposition	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	
021.111.313	SRH	DCIF - Personnel mis à disposition	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	
021.111.314	SRH	DCPS - Personnel mis à disposition	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	
021.111.315	SRH	DSI - Personnel mis à disposition	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	
021.111.316	SRH	(Personnel) - SCI - Personnel mis à disposition	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	
021.111.317	SRH	DIFCO - Personnel mis à disposition	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	
021.111.318	SRH	SBR - Personnel mis à disposition	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	
021.111.319	SRH	(Personnel) - DFN - Personnel mis à disposition	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	
021.111.320	SRH	Autres dépendants de personnel	1 640 000	1 206 200	247 792	1 653 932	105 758	73%	1 035 886	71%	956 698	68%
021.112	SRH	Autres primes et avantages	30 000	74 500	34 167	108 667	74 584	69%	72 445	69%	33 000	33%
021.112.1	SRH	SG et CAB - Autres Primes et avantages	20 000	11 000	20 000	34 000	33 912	100%	33 912	100%	89	100%
021.112.101	SRH	ADM et EUR - Autres Primes et avantages	0	0	7 000	0	7 000	33%	2 301	33%	1 300	33%
021.112.102	SRH	SCD - Autres Primes et avantages	0	0	5 000	0	5 000	0	0	0%	5 000	0%
021.112.103	SRH	SBR - Autres Primes et avantages	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
021.112.104	SRH	(Personnel) - DOC - Autres Primes et avantages	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
021.112.105	SRH	DAPG - Autres Primes et avantages	0	0	5 000	5 000	10 000	100%	9 988	100%	1 454	95%
021.112.106	SRH	DEI - Autres Primes et avantages	0	0	5 000	0	5 000	0	0	0%	5 000	0%
021.112.107	SRH	DCIF - Autres Primes et avantages	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
021.112.108	SRH	DSI - Autres Primes et avantages	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
021.112.109	SRH	(Personnel) - DLF - Autres Primes et avantages	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
021.112.110	SRH	CJF - Autres Primes et avantages	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
021.112.111	SRH	(Personnel) - DFN - Autres Primes et avantages	0	0	9 000	5 000	14 000	92%	12 881	92%	12 653	92%
021.112.112	SRH	DAI - Autres Primes et avantages	0	0	2 500	0	2 500	0	0	0%	2 500	0%
021.112.113	SRH	DCIF - Autres Primes et avantages	0	0	5 000	0	5 000	0	0	0%	5 000	0%
021.112.114	SRH	DSI - Autres Primes et avantages	0	0	5 000	0	5 000	0	0	0%	5 000	0%
021.112.115	SRH	(Personnel) - DLF - Autres Primes et avantages	0	0	2 500	0	2 500	0	0	0%	2 500	0%
021.112.116	SRH	(Personnel) - SCI - Autres Primes et avantages	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
021.112.117	SRH	DIFCO - Autres Primes et avantages	0	0	5 000	1 667	6 667	73%	4 856	72%	1 611	52%
021.112.118	SRH	SBR - Autres Primes et avantages	0	0	5 000	2 500	5 000	50%	1 243	50%	1 243	50%
021.112.119	SRH	(Personnel) - DFN - Autres Primes et avantages	0	0	5 000	2 000	7 000	72%	3 272	47%	3 272	38%
021.112.120	SRH	Congés dans les foyers	320 000	242 000	360 000	211 184	150 135	71%	150 135	71%	148 252	70%
021.112.201	SRH	SG et CAB - Congés dans les foyers	20 000	18 000	0	18 000	16 276	90%	16 276	90%	16 303	82%
021.112.202	SRH	ADM et EUR - Congés dans les foyers	20 000	8 000	0	8 000	4 983	62%	4 983	62%	6 983	62%
021.112.203	SRH	SCD - Congés dans les foyers	20 000	12 000	0	12 000	4 526	38%	4 526	38%	4 526	38%
021.112.204	SRH	(Personnel) - DFCO - Congés dans les foyers	20 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	100%
021.112.205	SRH	DAPG - Congés dans les foyers	20 000	20 000	0	23 000	15 281	71%	15 281	71%	7 619	0%
021.112.206	SRH	DEI - Congés dans les foyers	20 000	0	0	0	0	0%	0	0%	7 000	0%
021.112.207	SRH	(Personnel) - DFE - Congés dans les foyers	20 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
021.112.208	SRH	(Personnel) - DFN - Congés dans les foyers	20 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
021.112.209	SRH	(Personnel) - DLF - Congés dans les foyers	20 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
021.112.210	SRH	CJF - Congés dans les foyers	20 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
021.112.211	SRH	(Personnel) - SCI - Congés dans les foyers	20 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
021.112.212	SRH	DIFCO - Congés dans les foyers	20 000	12 000	-12 000	0	0	0%	0	0%	0	0%
021.112.213	SRH	DSI - Congés dans les foyers	20 000	14 000	-7 816	6 184	100%	6 184	100%	8 184	100%	
021.112.214	SRH	(Personnel) - DPFN - Congés dans les foyers	20 000	16 000	0	15 000	4 965	31%	4 965	31%	4 965	31%
021.112.215	SRH	DSI - Congés dans les foyers	20 000	40 000	-40 000	0	0	0%	0	0%	0	0%
021.112.216	SRH	(Personnel) - SCI - Congés dans les foyers	20 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
021.112.217	SRH	DAPG - Congés dans les foyers	20 000	62 000	-26 000	68 069	77%	68 069	77%	68 069	77%	
021.112.218	SRH	DAI - Congés dans les foyers	20 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
021.112.219	SRH	(Personnel) - DFE - Congés dans les foyers	20 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
021.112.220	SRH	(Personnel) - DFN - Congés dans les foyers	20 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
021.112.221	SRH	(Personnel) - DLF - Congés dans les foyers	20 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
021.112.222	SRH	CJF - Congés dans les foyers	20 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
021.112.223	SRH	(Personnel) - SCI - Congés dans les foyers	20 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
021.112.224	SRH	DIFCO - Frais d'installation et de départ	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
021.112.225	SRH	(Personnel) - DOC - Frais d'installation et de départ	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
021.112.226	SRH	DAI - Frais d'installation et de départ	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
021.112.227	SRH	(Personnel) - DFE - Frais d'installation et de départ	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
021.112.228	SRH	DIFCO - Frais d'installation et de départ	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
021.112.229	SRH	(Personnel) - DFN - Frais d'installation et de départ	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
021.112.230	SRH	DAI - Frais d'installation et de départ	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
021.112.231	SRH	(Personnel) - DLF - Frais d'installation et de départ	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
021.112.232	SRH	CJF - Frais d'installation et de départ	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
021.112.233	SRH	(Personnel) - SCI - Frais d'installation et de départ	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
021.112.234	SRH	DIFCO - Frais d'installation et de départ	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
021.112.235	SRH	(Personnel) - DFE - Frais d'installation et de départ	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
021.112.236	SRH	DAI - Frais d'installation et de départ	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
021.112.237	SRH	(Personnel) - DFN - Frais d'installation et de départ	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
021.112.238	SRH	DAI - Frais d'installation et de départ	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
021.112.239	SRH	(Personnel) - DLF - Frais d'installation et de départ	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
021.112.240	SRH	CJF - Frais d'installation et de départ	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
021.112.241	SRH	(Personnel) - SCI - Frais d'installation et de départ	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
021.112.242	SRH	DIFCO - Frais d'installation et de départ	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
021.112.243	SRH	(Personnel) - DFE - Frais d'installation et de départ	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
021.112.244	SRH	DAI - Frais d'installation et de départ	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
021.112.245	SRH	(Personnel) - DFN - Frais d'installation et de départ	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
021.112.246	SRH	DAI - Frais d'installation et de départ	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
021.112.247	SRH	(Personnel) - DLF - Frais d'installation et de départ	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
021.112.248	SRH	CJF - Frais d'installation et de départ	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
021.112.249	SRH	(Personnel) - SCI - Frais d'installation et de départ	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
021.112.250	SRH	DIFCO - Frais d'installation et de départ	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
021.112.251	SRH	(Personnel) - DFE - Frais d'installation et de départ	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
021.112.252	SRH	DAI - Frais d'installation et de départ	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
021.112.253	SRH	(Personnel) - DFN - Frais d'installation et de départ	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
021.112.254	SRH	DAI - Frais d'installation et de départ	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
021.112.255	SRH</											

Code	UA	Projet	Libellé en EUR												Crédit non rélevée	Crédit non modifiée (%)	
			Credit initial	Credit reçus/ma	Somme des modifications	Credit modifiés	Credit résiduels	Reserves / modifiées (%)	Credit engagés	Credit modifiés	Credit ordonnancé	Ondemand / Modifiée (%)	Engagé / Modifiée (%)	Credit non modifiée (%)			
D21.112.208	SRH	(Fem) - DFN - Frais d'installation et de départ	0	0	0	0	0	0%	0	0	0	0%	0	0	0	0%	
D21.112.309	SRH	(Fem) - DLF - Frais d'installation et de départ	0	0	0	0	0	0%	0	0	0	0%	0	0	0	0%	
D21.112.311	SRH	DASF - Frais d'installation et de départ	0	0	0	0	0	0%	0	0	0	0%	0	0	0	0%	
D21.112.312	SRH	DAL - Frais d'installation et de départ	0	0	20.000	20.000	15.953	80%	7.840	7.840	100%	80%	15.964	7.840	100%	0%	
D21.112.313	SRH	DFDS - Frais d'installation et de départ	0	19.000	-19.000	0	0	0%	0	0	0%	0%	0	0	0	0%	
D21.112.314	SRH	DSI - Frais d'installation et de départ	0	0	0	0	0	0%	0	0	0	0%	0	0	0	0%	
D21.112.315	SRH	SSG et CAB - Recrutement	0	0	0	0	0	0%	0	0	0	0%	0	0	0	0%	
D21.112.316	SRH	ADM et CIR - Recrutement	0	0	0	0	0	0%	0	0	0	0%	0	0	0	0%	
D21.112.317	SRH	SCD - Frais d'installation et de départ	0	0	5.000	5.000	4.970	99%	0	0	0	0%	4.970	0	99%	0%	
D21.112.318	SRH	SHF - Frais d'installation et de départ	0	18.000	-15.285	2.765	2.764	100%	2.764	2.764	100%	2.764	1.378	1.378	100%	1%	
D21.112.319	SRH	DFEN - Frais d'installation et de départ	0	0	10.000	10.000	1.383	14%	0	0	0	0%	0	0	0	0%	
D21.112.4	SRH	Recrutement	200.000	90.000	25.354	115.354	74.072	84%	69.078	69.078	100%	67.675	59%	41.292	0%	0%	
D21.112.401	SRH	DFPS - Recrutement	200.000	0	10.000	-10.000	10.000	100%	0	8.113	0	84%	7.155	0	7.155	0%	
D21.112.402	SRH	ADM et CIR - Recrutement	0	0	0	0	0	0%	0	0	0	0%	0	0	0	0%	
D21.112.403	SRH	SCD - Recrutement	0	0	0	0	0	0%	0	0	0	0%	0	0	0	0%	
D21.112.404	SRH	(Fem) - DDC - Recrutement	0	0	0	0	0	0%	0	0	0	0%	0	0	0	0%	
D21.112.405	SRH	DRPG - Recrutement	0	30.000	-29.646	354	354	100%	354	354	100%	354	1.383	1.383	100%	1%	
D21.112.406	SRH	DEJ - Recrutement	0	15.000	-15.000	0	0	0%	0	0	0	0%	0	0	0	0%	
D21.112.407	SRH	OCIF - Recrutement	0	0	0	0	0	0%	0	0	0	0%	0	0	0	0%	
D21.112.408	SRH	ODTS - Recrutement	0	0	0	0	0	0%	0	0	0	0%	0	0	0	0%	
D21.112.409	SRH	DSI - Recrutement	0	0	0	0	0	0%	0	0	0	0%	0	0	0	0%	
D21.112.410	SRH	DSI - Recrutement	0	0	0	0	0	0%	0	0	0	0%	0	0	0	0%	
D21.112.411	SRH	DFPS - Recrutement	0	0	0	0	0	0%	0	0	0	0%	0	0	0	0%	
D21.112.412	SRH	DSI - Recrutement	0	0	0	0	0	0%	0	0	0	0%	0	0	0	0%	
D21.112.413	SRH	DSI - Recrutement	0	0	0	0	0	0%	0	0	0	0%	0	0	0	0%	
D21.112.414	SRH	DSI - Recrutement	0	0	0	0	0	0%	0	0	0	0%	0	0	0	0%	
D21.112.415	SRH	DSI - Recrutement	0	0	0	0	0	0%	0	0	0	0%	0	0	0	0%	
D21.112.416	SRH	DSI - Recrutement	0	0	0	0	0	0%	0	0	0	0%	0	0	0	0%	
D21.112.417	SRH	DSI - Recrutement	0	0	0	0	0	0%	0	0	0	0%	0	0	0	0%	
D21.112.418	SRH	DSI - Recrutement	0	0	0	0	0	0%	0	0	0	0%	0	0	0	0%	
D21.112.419	SRH	DSI - Recrutement	0	0	0	0	0	0%	0	0	0	0%	0	0	0	0%	
D21.112.420	SRH	Divers et impôts	90.000	100.000	-40.464	50.536	59.55	100%	59.475	59.475	100%	59.271	31%	27.622	100%	1%	
D21.112.421	SRH	Sigle - Autres dépenses SRH	710.000	669.709	-169.216	500.482	452.230	90%	459.668	459.668	90%	420.410	85%	40.462	90%	0%	
D21.112.422	SRH	Formation du personnel	500.000	360.000	-77.653	222.347	224.819	97%	192.316	192.316	95%	183.596	83%	17.526	95%	0%	
D21.112.423	SRH	Formation du personnel	30.000	30.000	0	30.000	30.000	100%	30.000	30.000	100%	30.000	100%	0	100%	0%	
D21.112.424	SRH	Formation du travail	40.000	-40.000	-10.900	20.100	39.37	1%	39.37	39.37	1%	39.37	1%	28.710.3	1%	0%	
D21.112.425	SRH	Honoraires	140.000	100.000	3.000	103.000	101.224	98%	101.224	101.224	98%	94.044	91%	1.716	0%	0%	
D21.112.426	SRH	Tribunal de 1ère instance et d'appel	90.000	100.000	-40.464	50.536	59.55	100%	59.475	59.475	100%	59.271	31%	1.716	0%	0%	
D21.112.427	SRH	Divers et impôts	10.000	15.000	-5.201	55.489	55.254	100%	55.253	55.253	100%	50.101	89%	2.415	89%	0%	
D21.112.428	SRH	Institut - Dépenses de personnel	1.530.000	2.610.000	-75.230	2.534.700	2.534.341	94%	2.386.341	2.386.341	94%	2.384.302	94%	148.429	89%	0%	
D21.112.429	SRH	IFDO - Dépenses de personnel	1.530.000	1.604.000	0	1.604.000	1.458.846	91%	1.458.846	1.458.846	91%	1.458.846	91%	145.154	91%	0%	
D21.112.430	SRH	IFDO - Salaires et charges sociales	1.500.000	1.500.000	0	1.500.000	1.414.344	96%	1.414.344	1.414.344	96%	1.414.344	96%	115.615	96%	0%	
D21.112.431	SRH	IFDO - Personnel permanent	1.450.000	1.510.000	-137.704	1.372.296	92%	1.372.296	92%	1.372.296	92%	1.372.296	92%	113.914	92%	0%	
D21.112.432	SRH	IFDO - Personnel temporaire	40.000	20.000	137.704	157.704	158.001	99%	158.001	158.001	99%	156.001	99%	1.703	99%	1%	
D21.112.433	SRH	IFDO - Personnel mis à disposition	0	0	0	0	0	0%	0	0	0	0%	0	0	0	0%	
D21.112.434	SRH	IFDO - Autres dépenses de personnel	30.000	74.000	6.119	74.000	44.462	60%	44.462	44.462	60%	44.462	60%	29.588	75%	0%	
D21.112.435	SRH	IFDO - Autres primes de avantages	10.000	40.000	-13.236	26.782	6.630	25%	6.630	6.630	25%	6.630	25%	1.005	13%	0%	
D21.112.436	SRH	IFDO - Congés dans les foyers	0	19.000	-12.261	31.261	27.262	87%	27.262	27.262	87%	27.262	87%	20.102	72%	0%	
D21.112.437	SRH	IFDO - Frais d'installation et de départ	0	0	0	0	0	0%	0	1.699	28%	28%	1.699	28%	4.356	0%	0%
D21.112.438	SRH	IFDO - Etre et empêv	10.000	10.000	-10.000	0	0	0%	0	0	0	0%	0	0	0	0%	
D21.112.439	SRH	IFDO - Formation	0	0	0	0	0	0%	0	0	0	0%	0	0	0	0%	
D21.112.440	SRH	IFEF - Compte du personnel	1.006.000	-75.230	900.770	927.495	100%	927.495	100%	927.495	100%	925.456	99%	3.275	0%	0%	
D21.112.441	SRH	IFEF - Salaires et charges sociales	940.000	912.069	905.815	905.815	100%	905.815	100%	905.815	100%	905.494	99%	3.274	0%	0%	
D21.112.442	SRH	IFEF - Personnel permanent	867.000	60.911	828.069	822.815	100%	822.815	100%	822.815	100%	822.539	99%	3.274	0%	0%	
D21.112.443	SRH	IFEF - Personnel temporaire	0	13.000	88.000	86.000	100%	86.000	100%	86.000	100%	84.669	98%	0	0%	0%	
D21.112.444	SRH	IFEF - Personnel mis à disposition	0	0	0	0	0	0%	0	0	0	0%	0	0	0	0%	
D21.112.445	SRH	IFEF - Autres dépenses de personnel	0	106.000	-67.319	16.651	16.650	100%	16.650	100%	16.650	100%	17.072	99%	2.327	0%	2%
D21.112.446	SRH	IFEF - Autres primes de avantages	0	5.000	-4.410	560	589	100%	589	100%	589	100%	181	32%	1	0%	0%
D21.112.447	SRH	IFEF - Congés dans les foyers	0	18.000	-18.000	0	0	0%	0	0	0	0%	0	0	0	0%	
D21.112.448	SRH	IFEF - Frais d'installation et de départ	0	58.000	-59.909	18.091	18.090	100%	18.090	100%	18.090	100%	17.781	99%	1	0%	0%
D21.112.449	SRH	IFEF - Recrutement	0	15.000	-15.000	0	0	0%	0	0	0	0%	0	0	0	0%	
D21.112.450	SRH	IFEF - Etre et impêv	0	2.250.000	2.718.500	-2.689.000	2.689.000	0	0	0	0	0	0%	0	0	0%	
D21.112.451	SRH	Bureau régional - Dépenses de personnel	650.000	2.621.130	-1.54.207	565.293	556.946	99%	556.946	99%	556.946	99%	552.171	94%	4.347	95%	1%
D21.112.452	SRH	BRAO - Dépenses de personnel	600.000	651.000	-140.000	511.000	504.708	99%	504.708	99%	504.708	99%	480.024	94%	6.202	0%	0%
D21.112.453	SRH	BRAO - Personnel permanent	580.000	641.000	-200.000	441.000	434.798	99%	434.798	99%	434.798	99%	421.752	94%	6.202	0%	0%
D21.112.454	SRH	BRAO - Personnel temporaire	0	20.000	60.000	40.000	0	0	0%	40.000	0	0	0%	0	0	0%	
D21.112.455	SRH	Autres dépenses du personnel	0	20.000	65.500	14.207	54.301	0	0	0	0	0	0%	0	0	0%	
D21.112.456	SRH	Autres dépenses du personnel	0	20.000	65.500	14.207	54.301	0	0	0	0	0	0%	0	0	0%	
D21.112.457	SRH	Autres dépenses du personnel	0	20.000	65.500	14.207	54.301	0	0	0	0	0	0%	0	0	0%	
D21.112.458	SRH	Autres dépenses du personnel	0	20.000	65.500	14.207	54.301	0	0	0	0	0	0%	0	0	0%	
D21.112.459	SRH	Autres dépenses du personnel	0	20.000	65.500	14.207	54.301	0	0	0	0	0	0%	0	0	0%	
D21.112.460	SRH	Autres dépenses du personnel	0	20.000	65.500	14.207	54.301	0	0	0	0	0	0%	0	0	0%	
D21.112.461	SRH	Autres dépenses du personnel	0	20.000	65.500	14.207	54.301	0	0	0	0	0	0%	0	0	0%	
D21.112.462	SRH	Autres dépenses du personnel	0	20.000	65.500	14.207	54.301	0	0	0	0	0	0%	0	0	0%	
D21.112.463	SRH	Autres dépenses du personnel	0	20.000	65.500	14.207	54.301	0	0	0	0	0	0%	0	0	0%	
D21.112.464	SRH	Autres dépenses du personnel	0	20.000	65.500	14.207	54.301	0	0	0	0	0	0%	0	0	0%	
D21.112.465	SRH	Autres dépenses du personnel	0	20.000	65.500	14.207	54.301	0	0	0	0	0	0%	0	0	0%	
D21.112.466	SRH	Autres dépenses du personnel	0	20.000	65.500	14.207	54.301	0	0	0	0	0	0%	0	0	0%	
D21.112.467	SRH	Autres dépenses du personnel	0	20.000	65.500	14.207	54.301	0	0	0	0	0	0%				

021.132.261	SRH	BBAC - Autres Primes et avantages	10 000	3 000	-1 562	1 418	1 417	103%	0	1 418	100%	1
021.132.202	SRH	BBAC - Congés dans les loyers	10 000	10 000	-10 000	0	0	0%	0	0	0%	0
021.132.203	SRH	BBAC - Frais d'installation et de départ	0	0	0	0	0	0%	0	0	0%	0
021.132.204	SRH	BBAC - Recrutement	0	0	0	0	0	0%	0	0	0%	0
021.132.205	SRH	BBAC - Divers et impôts	10 000	10 000	-10 000	0	0	0%	0	0	0%	0
021.132.206	SRH	BBAP - Dépenses de personnel	630 000	500 500	-11 053	468 447	467 660	96%	467 660	96%	450 750	92%
021.132.207	SRH	BBAP - Salaires et charges sociales	600 000	480 000	0	480 000	480 213	95%	480 213	95%	441 304	92%
021.132.101	SRH	BBAP - Personnel permanent	580 000	470 000	10 000	480 000	488 213	95%	488 213	95%	441 304	92%
021.132.102	SRH	BBAP - Personnel temporaire	20 000	10 000	-10 000	0	0	0%	0	0	0%	0
021.133.103	SRH	BBAP - Personnel mis à disposition	0	0	0	0	0	0%	0	0	0%	0
021.133.102	SRH	Autres dépenses de personnel	30 000	20 500	-11 053	9 447	9 447	100%	9 447	100%	9 447	100%
021.133.201	SRH	BBAP - Autres Primes et avantages	10 000	2 500	-2 173	327	327	100%	327	100%	327	100%
021.133.202	SRH	BBAP - Congés dans les loyers	10 000	8 000	-1 120	9 120	9 120	100%	9 120	100%	9 120	100%
021.133.203	SRH	BBAP - Frais d'installation et de départ	0	0	0	0	0	0%	0	0	0%	0
021.133.204	SRH	BBAP - Recrutement	0	0	0	0	0	0%	0	0	0%	0
021.133.205	SRH	BBAP - Divers et impôts	10 000	10 000	-10 000	0	0	0%	0	0	0%	0
021.134	SRH	BRECO - Dépenses de personnel	250 000	269 500	159 655	429 365	418 305	98%	418 305	98%	406 042	95%
021.134.1	SRH	BRECO - Salaires et charges sociales	220 000	150 000	150 000	389 000	389 738	98%	389 738	98%	369 366	95%
021.134.101	SRH	BRECO - Personnel permanent	210 000	239 000	90 000	328 000	319 767	97%	319 767	97%	318 502	97%
021.134.102	SRH	BRECO - Personnel temporaire	10 000	10 000	60 000	70 000	69 971	100%	69 971	100%	61 893	98%
021.134.103	SRH	BRECO - Personnel mis à disposition	0	0	0	0	0	0%	0	0	0%	0
021.134.2	SRH	Autres dépenses de personnel	30 000	40 500	-11 117	28 383	28 568	97%	28 568	97%	27 645	94%
021.134.201	SRH	BBECO - Autres Primes et avantages	10 000	2 500	-9 500	-12 000	11 185	93%	11 185	93%	10 648	90%
021.134.202	SRH	BBECO - Congés dans les loyers	10 000	6 000	-6 000	0	0	0%	0	0	0%	0
021.134.203	SRH	BBECO - Frais d'installation et de départ	0	22 000	-4 617	17 383	17 383	100%	17 383	100%	17 383	100%
021.134.204	SRH	BBECO - Recrutement	0	0	0	0	0	0%	0	0	0%	0
021.134.205	SRH	BBECO - Divers et impôts	10 000	10 000	-10 000	0	0	0%	0	0	0%	0
021.135	SRH	BBECA - Dépenses de personnel	210 000	267 000	163 209	430 209	417 018	97%	417 017	97%	416 922	97%
021.135.1	SRH	BBECA - Salaires et charges sociales	180 000	252 000	110 000	382 000	353 104	98%	353 104	98%	353 104	98%
021.135.101	SRH	BBECA - 242 000	120 000	262 000	262 000	353 194	98%	353 194	98%	353 194	98%	
021.135.102	SRH	BBECA - Frais d'installation et de départ	10 000	10 000	-10 000	0	0	0%	0	0	0%	0
021.135.103	SRH	BBECA - Recrutement	0	0	0	0	0	0%	0	0	0%	0
021.135.2	SRH	Autres dépenses de personnel	30 000	15 000	53 209	68 209	63 624	94%	63 623	94%	63 728	93%
021.135.201	SRH	BBECA - Autres Primes et avantages	10 000	3 000	-2 662	3 16	3 16	100%	3 16	100%	3 16	100%
021.135.202	SRH	BBECA - Congés dans les loyers	10 000	2 000	-12 000	14 070	14 070	100%	14 070	100%	14 070	100%
021.135.203	SRH	BBECA - Frais d'installation et de départ	0	0	53 621	53 621	49 436	92%	49 436	92%	45 341	82%
021.135.204	SRH	BBECA - Recrutement	0	0	0	0	0	0%	0	0	0%	0
021.135.205	SRH	BBECA - Divers et impôts	10 000	10 000	-10 000	0	0	0%	0	0	0%	0
021.136	SRH	BBPI - Dépenses de personnel	305 000	-3 372	361 028	357 688	357 688	99%	357 688	99%	351 155	99%
021.136.1	SRH	BBPI - Salaires et charges sociales	283 000	0	53 000	353 000	350 945	99%	350 945	99%	350 945	99%
021.136.101	SRH	BBPI - Personnel permanent	0	12 000	-3 372	8 621	8 621	100%	8 621	100%	7 743	78%
021.136.102	SRH	BBPI - Personnel temporaire	0	0	0	0	0	0%	0	0	0	0%
021.136.103	SRH	BBPI - Personnel mis à disposition	0	13 000	-11 472	1 528	1 527	100%	1 527	100%	1 527	100%
021.136.104	SRH	BBPI - Autres Primes et avantages	0	0	-1 472	1 528	1 527	100%	1 527	100%	1 527	100%
021.136.202	SRH	BBPI - Congés dans les loyers	0	0	0	0	0	0%	0	0	0%	0
021.136.203	SRH	BBPI - Frais d'installation et de départ	0	0	0	0	0	0%	0	0	0%	0
021.136.204	SRH	BBPI - Recrutement	0	0	0	0	0	0%	0	0	0%	0
021.136.205	SRH	Autres dépenses de personnel	30 000	25 000	-20 000	5 000	0	0%	0	0	0%	0
021.14	SRH	RPG - Dépenses de personnel - Dépenses de personnel	2 370 000	2 077 000	10 599	2 367 549	2 216 674	97%	2 216 674	97%	2 284 118	96%
021.141	SRH	RPG - Dépenses de personnel	750 000	823 000	51 500	874 240	845 715	97%	845 715	97%	831 008	95%
021.141.101	SRH	RPG - Salaires et charges sociales	720 000	798 000	15 000	669 500	841 568	97%	841 568	97%	826 822	95%
021.141.102	SRH	RPG - Personnel permanent	20 000	10 000	56 500	65 500	65 500	100%	65 500	100%	775 068	97%
021.141.103	SRH	RPG - Personnel temporaire	0	10 000	-10 000	0	0	0%	0	0	0%	0
021.141.104	SRH	RPG - Personnel mis à disposition	30 000	0	0	0	0	0%	0	0	0%	0
021.141.201	SRH	RPG - Autres Primes et avantages	10 000	5 000	0	5 000	4 147	83%	4 147	83%	4 147	83%
021.141.202	SRH	RPG - Congés dans les loyers	10 000	10 000	-10 000	0	0	0%	0	0	0%	0
021.141.203	SRH	RPG - Frais d'installation et de départ	0	0	0	0	0	0%	0	0	0%	0
021.141.204	SRH	RPG - Recrutement	0	0	0	0	0	0%	0	0	0%	0
021.141.205	SRH	RPG - Loyer et impôts	450 000	515 000	153 718	668 718	649 045	97%	649 045	97%	648 750	97%
021.142	SRH	RPNY - Dépenses de personnel	420 000	484 000	103 000	597 000	578 127	98%	578 127	98%	577 015	98%
021.142.01	SRH	RPNY - Autres Primes et avantages	410 000	404 500	118 000	570 000	513 127	98%	513 127	98%	513 127	98%
021.142.102	SRH	RPNY - Salaires et charges sociales	10 000	90 000	-15 000	65 000	65 000	100%	65 000	100%	64 038	99%
021.142.103	SRH	RPNY - Personnel permanent	0	0	0	0	0	0%	0	0	0%	0
021.142.104	SRH	RPNY - Personnel temporaire	30 000	31 000	50 718	81 718	70 917	87%	70 917	87%	69 345	85%
021.142.105	SRH	RPNY - Autres Primes et avantages	10 000	7 000	37 534	44 354	44 933	100%	44 933	100%	43 801	97%
021.142.201	SRH	RPNY - Congés dans les loyers	10 000	14 000	-10 022	3 978	3 978	100%	3 978	100%	3 978	100%
021.142.202	SRH	RPNY - Frais d'installation et de départ	0	0	32 006	22 006	67%	22 006	67%	22 006	67%	
021.142.203	SRH	RPNY - Recrutement	0	0	0	0	0	0%	0	0	0%	0
021.142.204	SRH	RPNY - Loyer et impôts	10 000	-10 000	0	0	0	0%	0	0	0%	0
021.142.205	SRH	RPNY - Autres dépenses de personnel	10 000	0	0	0	0	0%	0	0	0%	0

Loy

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2018

Code	UA	Projet	Liquidation en EUR	Credit initial	Credit modifié	Somme des modifications	Credit modifié	Référence / modifiée (%)	Credit non modifiée	Ordonnance / Modifiée (%)	Credit non révisée	Credit non remis à la Montagne (%)	
D21.1.43	SRH		RPIUA - Dépenses de personnel	650 000	+140 324	218 676	212 097	97%	212 097	97%	211 912	97%	
D21.1.43.1	SRH		RPIUA - Salaires et charges sociales	620 000	-340 000	-120 000	212 000	100%	197 421	100%	211 421	100%	
D21.1.43.101	SRH		RPIUA - Personnel permanent	600 000	-320 000	-122 000	198 000	100%	197 421	100%	197 421	100%	
D21.1.43.102	SRH		RPIUA - Personnel temporaire	20 000	0	-6 000	14 000	100%	0	0%	0	0%	
D21.1.43.103	SRH		Autres dépenses de personnel	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	
D21.1.43.2	SRH		Autres dépenses de personnel à disposition	30 000	-19 000	-12 324	6 676	100%	675	10%	650	10%	
D21.1.43.201	SRH		RPIUA - Autres primes et avantageuses	10 000	3 000	-2 324	676	100%	675	100%	650	95%	
D21.1.43.202	SRH		RPIUA - Congés dans les forêts	10 000	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	
D21.1.43.203	SRH		RPIUA - Frais d'installation et de départ	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	
D21.1.43.204	SRH		RPIUA - Recrutement	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	
D21.1.43.205	SRH		RPIUA - Biens et immeubles	10 000	-10 000	-10 000	0	0%	0	0%	0	0%	
D21.1.44	SRH		RPIUE - Dépenses de personnel	520 000	-54 435	625 565	620 816	97%	650 816	97%	604 357	97%	
D21.1.44.1	SRH		RPIUE - Salaires et charges sociales	460 000	-62 000	506 000	519 253	97%	579 253	97%	535 937	97%	
D21.1.44.101	SRH		RPIUE - Personnel permanent	480 000	-61 000	536 000	560 843	97%	569 843	97%	565 903	97%	
D21.1.44.102	SRH		RPIUE - Personnel temporaire	10 000	0	-10 000	0	0%	0	0%	0	0%	
D21.1.44.103	SRH		RPIUE - Personnel mis à disposition	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	
D21.1.44.2	SRH		Autres dépenses de personnel	30 000	55 000	-24 435	30 565	100%	30 565	100%	28 056	95%	
D21.1.44.201	SRH		RPIUE - Autres primes et avantages	10 000	10 000	-10 000	0	0%	0	0%	0	0%	
D21.1.44.202	SRH		RPIUE - Congés dans les forêts	10 000	0	-8 874	8 874	100%	8 874	100%	8 874	100%	
D21.1.44.203	SRH		RPIUE - Frais d'installation et de départ	0	20 000	-1 327	18 673	100%	18 673	100%	18 673	100%	
D21.1.44.204	SRH		RPIUE - Recrutement	0	15 000	-15 000	0	0%	0	0%	0	0%	
D21.1.44.205	SRH		RPIUE - Divers et impôvus	10 000	10 000	-10 000	0	0%	0	0%	0	0%	
D22			<b>GESTION</b>	5 500 000	5 400 000	6 000	5 400 000	95%	5 131 283	95%	5 068 132	94%	
D22.1			<b>Dépenses de gestion</b>	5 500 000	5 400 000	6 000	5 400 000	95%	5 131 283	95%	5 068 132	94%	
D22.1.1	DAFSI		<b>Siège - Dépenses de gestion</b>	3 710 000	11 000	-3 386 000	3 294 940	97%	3 264 980	98%	3 176 006	94%	
D22.1.11	DAFSI		<b>Siège - Gestion courante</b>	3 560 000	3 165 000	-10 000	3 154 000	99%	3 114 329	99%	3 015 539	95%	
D22.1.11.1	DAFSI		<b>Siège - Charges d'occupation des locaux</b>	1 100 000	900 000	5 000	905 000	100%	890 434	98%	3 015 539	95%	
D22.1.11.101	DAFSI		<b>Siège - Entretien des locaux</b>	500 000	500 000	-10 000	482 000	97%	486 259	97%	455 574	94%	
D22.1.11.102	DAFSI		<b>Siège - Achat de matériels et fournitures</b>	130 000	120 000	-21 100	89 900	95%	93 601	95%	4 359 209	92%	
D22.1.11.103	DAFSI		<b>Siège - Location et entretien des matériels</b>	120 000	50 000	-6 500	53 500	95%	52 617	98%	4 398 209	92%	
D22.1.11.104	DAFSI		<b>Siège - Assurance</b>	170 000	175 000	-7 000	168 000	100%	160 343	95%	150 939	95%	
D22.1.11.105	DAFSI		<b>Siège - Trésor public</b>	100 000	80 000	-10 000	70 000	100%	68 911	98%	84 086	92%	
D22.1.11.106	DAFSI		<b>Siège - Télécommunication et internet</b>	500 000	350 000	101 000	451 000	97%	447 307	99%	445 502	98%	
D22.1.11.107	DAFSI		<b>Siège - Gestion informatique</b>	400 000	400 000	-93 000	453 000	99%	450 565	99%	486 406	99%	
D22.1.11.108	DAFSI		<b>Siège - Gestion courante</b>	150 000	150 000	-17 000	133 000	99%	132 000	99%	131 971	99%	
D22.1.11.109	DAFSI		<b>Siège - Réceptions et frais de représentation</b>	50 000	50 000	-11 100	38 900	100%	38 791	100%	37 013	95%	
D22.1.11.110	DAFSI		<b>Siège - Charges financières</b>	70 000	70 000	-7 000	77 000	100%	76 640	100%	76 640	100%	
D22.1.11.111	DAFSI		<b>Siège - Mise en garde</b>	150 000	150 000	-24 200	125 800	100%	125 595	100%	124 872	99%	
D22.1.11.112	DAFSI		<b>ADM et BIR - Autres dépenses courantes</b>	50 000	50 000	-27 700	57 700	100%	57 682	100%	57 682	100%	
D22.1.11.113	DAFSI		<b>Siège - Contentieux</b>	0	10 000	-10 000	0	0%	0	0%	0	0%	
D22.1.11.114	DAFSI		<b>Siège - Divers et immobilisé</b>	40 000	20 000	-120 000	0	0%	0	0%	0	0%	
D22.1.11.115	DAFSI		<b>Siège - Autres dépenses courantes</b>	60 000	130 000	-48 000	122 000	100%	86 690	71%	76 662	63%	
D22.1.11.116	DAFSI		<b>Siège - Autres dépenses courantes</b>	60 000	130 000	-48 000	122 000	100%	86 690	71%	76 662	63%	
D22.1.11.117	DAFSI		<b>SG et CAB - Autres dépenses courantes</b>	5 000	20 000	0	20 000	100%	18 861	99%	18 742	94%	
D22.1.11.118	DAFSI		<b>ADM et BIR - Autres dépenses courantes</b>	5 000	5 000	0	10 000	0%	0	0%	0	0%	
D22.1.11.119	DAFSI		<b>SCD - Autres dépenses courantes (Femme) - DDC - Autres dépenses courantes</b>	5 000	5 000	0	5 000	100%	5 000	100%	5 000	100%	
D22.1.11.120	DAFSI		<b>DCAF - Autres dépenses courantes</b>	5 000	5 000	0	5 000	100%	5 000	100%	5 000	100%	
D22.1.11.121	DAFSI		<b>DCDF - Autres dépenses courantes</b>	0	5 000	0	5 000	100%	0	0%	0	0%	
D22.1.11.122	DAFSI		<b>DPDS - Autres dépenses courantes</b>	0	5 000	0	5 000	100%	0	0%	0	0%	
D22.1.11.123	DAFSI		<b>DLFCO - Autres dépenses courantes</b>	0	5 000	0	5 000	100%	0	0%	0	0%	
D22.1.11.124	DAFSI		<b>SPH - Autres dépenses courantes</b>	0	5 000	0	5 000	100%	0	0%	0	0%	
D22.1.11.125	DAFSI		<b>UFEN - Autres dépenses courantes</b>	0	5 000	0	5 000	100%	0	0%	0	0%	
D22.1.11.126	DAFSI		<b>DAFSI - Autres dépenses courantes</b>	0	5 000	0	5 000	100%	0	0%	0	0%	
D22.1.11.127	DAFSI		<b>DAFSI - Gestion aussi externe</b>	0	5 000	0	49 000	97%	40 747	97%	38 782	92%	
D22.1.11.128	DAFSI		<b>DAI - Dépenses de gestion</b>	100 000	28 600	122 000	108 600	95%	93 921	95%	87 489	80%	
D22.1.11.129	DAFSI		<b>DAI - Dépenses de gestion</b>	100 000	80 000	29 000	109 800	92 921	86%	77 769	95%	61 203	96%
D22.1.11.130	DAFSI		<b>DAI - Compte d'audit</b>	40 000	42 100	-2 300	82 100	0%	0	0%	0	0%	
D22.1.11.131	DAFSI		<b>DIFC - Dépenses de gestion</b>	350 000	490 000	-12 500	37 500	100%	361 275	100%	375 003	100%	
D22.1.11.132	DAFSI		<b>IEGD - Dépenses de gestion</b>	360 000	390 000	0	390 000	100%	222 717	75%	223 717	75%	
D22.1.11.133	DAFSI		<b>IFDD - Gestion courante</b>	350 000	390 000	0	390 000	100%	223 717	75%	223 717	75%	
D22.1.11.134	DAFSI		<b>IFDD - Changes d'occupation des locaux</b>	49 000	50 000	0	50 000	100%	50 026	87%	50 226	87%	
D22.1.11.135	DAFSI		<b>IFDD - Achats de matériels et fournitures</b>	17 000	2 900	23 000	24 000	100%	19 704	80%	19 704	80%	

25

D22.121.104	IFDD	IFDD - Location et entretien des matériels	19 000	17 000	0	17 000	8 498	50%	8 498	50%	8 498	50%	6 504	65%
D22.121.105	IFDD	IFDD - Assurances	3 000	30 000	26 200	3 800	3 622	95%	3 622	95%	3 622	95%	3 222	25%
D22.121.106	IFDD	IFDD - Frais postaux	7 000	3 200	5 300	8 500	3 126	37%	3 126	37%	3 126	37%	5 374	30%
D22.121.107	IFDD	IFDD - Télécommunication et internet	27 700	21 000	0	21 000	15 854	75%	15 854	75%	15 854	75%	5 146	18%
D22.121.108	IFDD	IFDD - Gestion immobilière	17 000	10 000	6 500	16 500	11 593	70%	11 593	70%	11 593	70%	4 905	18%
D22.121.109	IFDD	IFDD - Gestion courante	10 000	17 000	0	17 000	9 000	62%	13 920	82%	13 920	82%	5 000	6%
D22.121.110	IFDD	IFDD - Réceptions et frais de représentation	12 000	18 000	-6 000	8 000	6 509	82%	6 509	82%	6 509	82%	1 401	44%
D22.121.111	IFDD	IFDD - Charges financières	7 000	6 000	983	6 569	6 607	94%	6 607	94%	6 607	94%	396	100%
D22.121.112	IFDD	IFDD - Mésav.	79 000	74 700	-32 953	42 101	23 690	65%	23 690	65%	23 690	65%	18 417	0%
D22.121.113	IFDD	IFDD - Honoraires	5 000	2 000	2 000	4 000	0	0%	0	0%	0	0%	4 000	22%
D22.121.114	IFDD	IFDD - Contentieux	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D22.121.115	IFDD	IFDD - Divers & imprévus	18 000	500	40 000	500	391	78%	391	78%	381	78%	109	58%
D22.121.116	IFDD	IFDD - Compte de déterioration	45 000	0	40 000	37 403	94%	37 403	94%	37 403	94%	2 597	91%	
D22.121.117	IFDD	IFDD - Manifestation de la francophilie	10 500	6 000	0	8 000	3 342	42%	3 342	42%	3 342	42%	4 658	7%
D22.121.118	IFDD	IFDD - Publicité et communication	21 000	20 000	-9 000	11 000	10 001	91%	10 001	91%	10 001	91%	989	71%
D22.122	IEFF	IEFF - Dépendance de bétail	0	180 000	0	180 000	167 558	92%	167 558	92%	164 510	91%	152 168	85%
D22.122.1	IEFF	IEFF - Gestion courante	0	90 000	0	180 000	164 515	91%	164 515	91%	162 066	91%	12 442	12%
D22.122.101	IEFF	IEFF - Charges d'occupation des locaux	0	30 000	-10 000	20 000	17 638	88%	17 638	88%	16 119	84%	2 394	4%
D22.122.102	IEFF	IEFF - Entretien des locaux	0	15 000	1 000	16 000	16 000	100%	15 702	98%	15 302	95%	0	9%
D22.122.103	IEFF	IEFF - Achat de matériels et fournitures	0	5 000	2 000	7 000	6 753	98%	6 742	96%	5 950	84%	247	1%
D22.122.104	IEFF	IEFF - Location et entretien des matériels	0	6 000	9 000	15 000	13 563	91%	13 563	91%	13 770	98%	1 407	0%
D22.122.105	IEFF	IEFF - Assurances	0	6 000	1 800	9 300	9 446	99%	9 446	99%	9 357	98%	54	0%
D22.122.106	IEFF	IEFF - Frais postaux	0	3 000	-3 000	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D22.122.107	IEFF	IEFF - Télécommunication et internet	0	20 000	18 000	38 000	38 000	100%	38 000	100%	33 744	88%	0	0%
D22.122.108	IEFF	IEFF - Gestion informatique	0	10 000	8 000	18 000	13 449	75%	13 449	75%	13 43	73%	4 551	5%
D22.122.109	IEFF	IEFF - Gestion courante	0	20 000	-7 000	13 000	12 963	100%	12 963	100%	12 613	94%	37	60%
D22.122.110	IEFF	IEFF - Réceptions et frais de représentation	0	10 000	2 500	12 500	11 922	98%	11 922	98%	11 922	98%	5 028	68%
D22.122.111	IEFF	IEFF - Charges financières	0	4 000	-2 000	2 000	805	40%	805	40%	407	57%	1 156	100%
D22.122.112	IEFF	IEFF - Mises	0	20 000	0	20 000	20 000	100%	16 550	93%	17 320	87%	0	0%
D22.122.113	IEFF	IEFF - Hôtellerie	0	5 000	-3 000	2 000	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D22.122.114	IEFF	IEFF - Contentieux	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D22.122.115	IEFF	IEFF - Divers & imprévus	0	24 000	-17 000	7 000	6 991	100%	6 991	100%	6 552	94%	5 269	75%
D22.13	DARSU	BRAO - Dépendance de gestion	630 000	270 000	0	720 000	680 733	95%	680 733	95%	686 655	95%	685 000	95%
D22.131	BRAO	BRAO - Dépendance de gestion	150 000	160 000	0	160 000	149 530	94%	149 530	94%	149 530	94%	94 46	10 070
D22.131.1	BRAO	BRAO - Gestion courante	150 000	160 000	0	160 000	149 530	94%	149 530	94%	149 530	94%	94 46	2%
D22.131.101	BRAO	BRAO - Charges d'occupation des locaux	12 958	15 000	-2 000	12 200	11 958	98%	11 958	98%	11 958	98%	242	12%
D22.131.102	BRAO	BRAO - Entretien des locaux	3 887	3 500	700	4 270	4 105	96%	4 105	96%	4 105	96%	185	25%
D22.131.103	BRAO	BRAO - Achat de matière et fourniture	4 573	2 000	916	2 516	2 558	88%	2 558	88%	2 558	88%	359	1%
D22.131.104	BRAO	BRAO - Location et entretien des matériels	4 573	3 000	-1 323	1 480	1 117	75%	1 117	75%	1 117	75%	363	1%
D22.131.105	BRAO	BRAO - Assurances	4 116	3 000	310	3 310	3 288	99%	3 288	99%	3 288	99%	24	12%
D22.131.106	BRAO	BRAO - Frais postaux	915	1 000	1 845	2 915	99%	2 915	99%	2 915	99%	30	3%	
D22.131.107	BRAO	BRAO - Télécommunications et internet	27 441	58 500	-32 548	31 575	68%	31 575	68%	31 575	68%	31 575	68%	
D22.131.108	BRAO	BRAO - Gestion courante	9 147	4 000	1 325	5 525	5 334	97%	5 334	97%	5 334	97%	191	6%
D22.131.109	BRAO	BRAO - Gestion courante	31 252	30 000	8 038	38 038	36 508	94%	36 508	94%	35 805	94%	2 232	11%
D22.131.110	BRAO	BRAO - Réceptions et frais de représentation	7 622	8 000	910	8 910	8 407	94%	8 407	94%	8 407	94%	520	3%
D22.131.111	BRAO	BRAO - Charge financière	1 534	2 000	2 895	4 886	4 337	89%	4 337	89%	4 337	89%	558	0%
D22.131.112	BRAO	BRAO - Mises	37 250	30 000	6 656	36 656	35 533	97%	35 533	97%	35 533	97%	1 123	0%
D22.131.113	BRAO	BRAO - Honoraires	1 591	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D22.131.114	BRAO	BRAO - Contentieux	1 524	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D22.131.115	BRAO	BRAO - Divers & imprévus	1 527	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D22.132	BRAC	BRAC - Dépendance de gestion	180 000	160 000	0	160 000	156 891	98%	156 891	98%	156 813	98%	156 293	98%
D22.132.1	BRAC	BRAC - Gestion courante	180 000	160 000	0	160 000	156 891	98%	156 891	98%	156 138	98%	1 108	0%
D22.132.101	BRAC	BRAC - Charges d'occupation des locaux	9 500	11 000	-2 000	10 800	10 639	98%	10 639	98%	10 639	98%	10 038	98%
D22.132.102	BRAC	BRAC - Entretien des locaux	21 000	8 000	3 300	11 300	10 747	95%	10 747	95%	10 47	95%	162	55%
D22.132.103	BRAC	BRAC - Achat de matériels et fournitures	15 000	6 000	5 500	5 500	5 340	97%	5 340	97%	5 340	97%	1 09	2%
D22.132.104	BRAC	BRAC - Location et entretien des matériels	13 500	10 000	10 900	20 000	20 814	100%	20 814	100%	20 814	100%	86	2%
D22.132.105	BRAC	BRAC - Assurances	8 000	6 000	-1 200	5 000	4 917	98%	4 917	98%	4 917	98%	4 243	0%
D22.132.106	BRAC	BRAC - Frais postaux	9 000	6 000	0	6 000	5 803	98%	5 803	98%	5 693	98%	5 035	98%
D22.132.107	BRAC	BRAC - Télécommunication et internet	1 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D22.132.108	BRAC	BRAC - Gestion courante	15 000	12 000	-3 000	11 700	11 455	95%	11 455	95%	11 455	95%	1 155	3%
D22.132.109	BRAC	BRAC - Réceptions et frais de représentation	14 000	7 200	-3 300	3 300	3 203	97%	3 203	97%	3 203	97%	97	1%
D22.132.110	BRAC	BRAC - Charges financières	4 000	5 000	-2 000	4 600	3 935	86%	3 935	86%	3 935	86%	685	0%
D22.132.111	BRAC	BRAC - Mises	20 000	30 000	-11 200	18 700	16 601	99%	16 601	99%	16 601	99%	1 108	2%
D22.132.112	BRAC	BRAC - Contentieux	3 500	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D22.132.113	BRAC	BRAC - Gestion courante	1 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D22.132.114	BRAC	BRAC - Divers & imprévus	6 500	1 000	0	20 000	20 000	100%	20 000	100%	20 000	100%	200	0%
D22.132.115	BRAC	BRAC - Dépendance de gestion	60 000	60 000	0	60 000	54 730	91%	54 730	91%	54 730	91%	5 270	0%
D22.132.116	BRAC	BRAC - Gestion courante	60 000	60 000	0	60 000	54 730	91%	54 730	91%	54 730	91%	700	1%
D22.132.117	BRAC	BRAC - Entretien des locaux	2 400	3 000	0	3 000	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D22.132.118	BRAC	BRAC - Achat de matériels et fournitures	1 260	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D22.132.119	BRAC	BRAC - Télécommunication et internet	1 260	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2018

Code	UA	Projet	Libellé en EUR	Credit initial	Credit à recouvrer	Somme des modifications	Credit à recouvrer modifiée	Credit à recouvrer réservé modifiée (%)	Emprunt à long terme	Credit à ordonnance modifiée	Crédit à ordonnance (%)	Ordonnance / Modifiable (%)	Crédit non réservé Modifiable (%)
I221.131.104	BRAPI	BPAP - Location et entretien des matériels	600	1 000	-250	750	746	95%	746	62%	1 236	95%	784 10%
I221.131.105	BRAPI	BPAP - Assurance	1 180	2 000	0	2 000	1 236	62%	1 236	150	30%	32%	350 22%
I221.131.106	BRAPI	BPAP - Frais porteur	400	500	0	500	150	30%	150	2 943	84%	2 943	84%
I221.131.107	BRAPI	BPAP - Télécommunication et internet	2 400	2 000	1 500	3 500	6 700	95%	6 700	77%	12 384	97%	2 056 2%
I221.131.108	BRAPI	BPAP - Gestion informatique	8 067	9 500	-674	8 265	12 829	97%	12 829	12 829	0	97%	12 383 1%
I221.131.109	BRAPI	BPAP - Gestion courante	15 673	13 000	-171	12 829	12 384	97%	12 384	4 876	98%	4 876	98%
I221.131.110	BRAPI	BPAP - Réceptions et frais de représentation	5 000	5 000	0	5 000	1 000	100%	1 000	2 421	2 397	2 397	98%
I221.131.111	BRAPI	BPAP - Charges financières	950	1 000	1 000	1 241	1 241	100%	1 241	2 397	98%	2 397	98%
I221.131.112	BRAPI	BPAP - Mise en œuvre	22 000	20 000	-2 000	18 000	17 645	99%	17 645	17 645	0	100%	17 645 0%
I221.131.113	BRAPI	BPAP - Honoraires	0	0	0	0	0	0%	0	0	0	0%	0 0%
I221.131.114	BRAPI	BPAP - Contentieux	0	0	0	0	0	0%	0	0	0	0%	0 0%
I221.131.115	BRAPI	BPAP - Divans & imprévus	0	0	0	0	0	0%	0	0	0	0%	0 0%
I221.134	BRECO	BRECO - Dépenses de gestion	90 000	70 000	0	70 000	64 982	93%	64 982	64 982	0	93%	64 982 6%
I222.134.1	BRECO	BRECO - Gestion courante	99 000	70 000	0	70 000	64 982	93%	64 982	64 982	0	93%	64 982 6%
I222.134.101	BRECO	BRECO - Change d'occupation des locaux	15 700	8 000	0	8 000	7 541	94%	7 541	94%	0	94%	7 541 4%
I222.134.102	BRECO	BRECO - Entretien des locaux	4 500	6 500	-1 000	5 500	5 004	93%	5 004	5 004	0	93%	5 004 4%
I222.134.103	BRECO	BRECO - Achats de matériels et fournitures	6 700	2 000	0	2 000	1 729	88%	1 729	1 729	0	88%	1 729 0%
I222.134.104	BRECO	BRECO - Location et entretien des matériels	4 500	1 000	0	1 000	724	72%	724	724	0	72%	724 0%
I222.134.105	BRECO	BRECO - Assurances	1 700	1 000	0	1 000	742	74%	742	742	0	74%	742 0%
I222.134.106	BRECO	BRECO - Frais postaux	2 500	2 000	0	2 500	3 917	87%	3 917	3 917	0	87%	3 917 5%
I222.134.107	BRECO	BRECO - Télécommunications et Internet	8 000	10 000	-3 000	7 000	6 866	98%	6 866	6 866	0	98%	6 866 14%
I222.134.108	BRECO	BRECO - Gestion informatique	5 000	2 000	0	2 000	1 577	79%	1 577	1 577	0	79%	1 577 4%
I222.134.109	BRECO	BRECO - Gestion courante	9 000	2 000	-2 000	7 000	6 820	97%	6 820	6 820	0	97%	6 820 0%
I222.134.110	BRECO	BRECO - Réceptions et frais de représentation	2 000	0	2 000	1 499	75%	1 499	1 499	0	75%	1 499 0%	
I222.134.111	BRECO	BRECO - Chèques financiers	13 000	1 500	0	2 000	2 601	74%	2 601	2 601	0	74%	2 601 0%
I222.134.112	BRECO	BRECO - Mises en œuvre	13 000	20 000	-4 900	24 500	24 256	95%	24 256	24 256	0	95%	24 256 2%
I222.134.113	BRECO	BRECO - Honoraires	18 500	2 000	0	2 000	1 574	79%	1 574	1 574	0	79%	1 574 0%
I222.134.114	BRECO	BRECO - Contentieux	0	0	0	0	0	0%	0	0	0	0%	0 0%
I222.134.115	BRECO	BRECO - Divers & imprévus	1 000	3 000	-3 000	0	0	0%	0	0	0	0%	0 0%
I222.135	BRECAL	BRECAL - Dépenses de gestion	150 000	170 000	0	170 000	165 974	98%	165 974	165 974	0	98%	165 974 1%
I222.135.1	BRECAL	BRECAL - Gestion courante	150 000	170 000	0	170 000	165 974	98%	165 974	165 974	0	98%	165 974 1%
I222.135.101	BRECAL	BRECAL - Changement d'occupation des locaux	47 000	54 000	-6 000	48 000	45 023	99%	45 023	45 023	0	99%	45 023 0%
I222.135.102	BRECAL	BRECAL - Entretien des locaux	500	1 000	14 500	15 500	14 782	95%	14 782	14 782	0	95%	14 782 0%
I222.135.103	BRECAL	BRECAL - Achats de matériels et fournitures	3 000	3 000	2 200	5 200	4 451	85%	4 451	88%	0	85%	88% 0%
I222.135.104	BRECAL	BRECAL - Location et entretien des matériels	4 300	4 000	1 900	5 303	5 288	100%	5 288	5 288	0	100%	5 288 0%
I222.135.105	BRECAL	BRECAL - Assurances	500	1 799	2 289	2 030	88%	88%	2 030	2 030	0	88%	2 030 0%
I222.135.106	BRECAL	BRECAL - Frais postaux	2 300	1 000	1 000	1 000	1 096	100%	1 096	1 096	0	100%	1 096 0%
I222.135.107	BRECAL	BRECAL - Télécommunications et Internet	17 000	19 000	0	10 000	9 465	95%	9 465	9 465	0	95%	9 465 0%
I222.135.108	BRECAL	BRECAL - Gestion informatique	5 000	5 600	-3 065	2 535	100%	100%	2 535	2 535	0	100%	2 535 0%
I222.135.109	BRECAL	BRECAL - Gestion courante	49 000	50 000	16 268	68 268	65 237	100%	65 237	66 237	0	100%	66 237 0%
I222.135.110	BRECAL	BRECAL - Réceptions et frais de représentation	6 000	5 000	-4 000	1 000	703	70%	703	703	0	70%	703 0%
I222.135.111	BRECAL	BRECAL - Charges financières	1 000	2 000	-300	2 300	2 255	98%	2 255	2 255	0	98%	2 255 0%
I222.135.112	BRECAL	BRECAL - Mises en œuvre	13 000	20 000	-7 500	12 500	11 469	92%	11 469	11 469	0	92%	11 469 0%
I222.135.113	BRECAL	BRECAL - Frais postaux	2 100	2 000	-2 000	0	0	0%	0	0	0	0%	0 0%
I222.135.114	BRECAL	BRECAL - Contentieux	500	0	0	0	0	0%	0	0	0	0%	0 0%
I222.135.115	BRECAL	BRECAL - Divers & imprévus	1 000	11 900	-11 900	0	0	0%	0	0	0	0%	0 0%
I222.135.116	BRECAL	BRECAL - Dépenses de gestion	0	10 000	0	10 000	94 247	94%	94 247	94 247	0	94%	94 247 0%
I222.135.117	BRECAL	BRECAL - Gestion courante	0	10 000	0	10 000	94 247	94%	94 247	94 247	0	94%	94 247 0%
I222.135.118	BRECAL	BRECAL - Changement d'occupation des locaux	0	10 490	-2 400	0	0	0%	0	0	0	0%	0 0%
I222.135.119	BRECAL	BRECAL - Entretien des locaux	0	10 500	1 434	11 934	100%	11 934	11 934	0	100%	11 934 0%	
I222.135.120	BRECAL	BRECAL - Achats de matériels et fournitures	0	5 000	5 060	10 060	8 166	81%	8 166	8 166	0	81%	8 166 0%
I222.135.121	BRECAL	BRECAL - Location et entretien des matériels	0	2 000	1 520	1 580	1 575	100%	1 575	2 744	100%	2 744	100%
I222.135.122	BRECAL	BRECAL - Gestion courante	0	3 400	-650	2 750	2 744	100%	2 744	2 744	0	100%	2 744 0%
I222.135.123	BRECAL	BRECAL - Réceptions et frais de représentation	0	1 000	1 540	2 540	1 533	80%	1 533	1 533	0	80%	1 533 0%
I222.135.124	BRECAL	BRECAL - Télécommunications et Internet	0	30 000	-4 064	25 937	26 937	100%	26 937	26 937	0	100%	26 937 0%
I222.135.125	BRECAL	BRECAL - Gestion courante	0	500	420	941	84%	84%	84%	420	0	84%	420 0%
I222.135.126	BRECAL	BRECAL - Gestion informatique	0	5 000	5 180	10 180	9 158	90%	9 158	9 158	0	90%	9 158 0%
I222.135.127	BRECAL	BRECAL - Assurances	0	6 000	1 700	7 400	97%	97%	97%	7 400	97%	97%	7 400 0%
I222.135.128	BRECAL	BRECAL - Frais postaux	0	7 200	-430	6 570	6 569	100%	6 569	6 569	0	100%	6 569 0%
I222.135.129	BRECAL	BRECAL - Mises en œuvre	0	20 000	230	20 230	18 741	93%	18 741	18 741	0	93%	18 741 0%
I222.135.130	BRECAL	BRECAL - Contentieux	0	500	0	0	0	0%	0	0	0	0%	0 0%
I222.135.131	BRECAL	BRECAL - Divers & imprévus	0	6 500	-6 500	0	0	0%	0	0	0	0%	0 0%
I222.135.132	DARSI	DARSI - Dépenses de maintenance - Dépenses de gestion	810 000	825 000	-5 000	820 000	758 335	92%	758 335	758 261	0	92%	758 261 0%
I222.135.133	RPG	RPG - Dépenses de gestion	260 000	260 000	0	260 000	258 918	99%	258 918	257 644	0	99%	257 644 0%
I222.135.134	RPG	RPG - Gestion courante	260 000	260 000	0	260 000	250 018	99%	250 018	257 544	0	99%	257 544 0%
I222.135.135	RPG	RPG - Changes d'occupation des locaux	179 000	198 000	-20 000	178 000	177 616	100%	177 616	177 753	0	100%	177 753 0%
I222.135.136	RPG	RPG - Gestion information et Internet	18 100	16 800	-2 300	16 600	16 010	98%	16 010	16 010	0	98%	16 010 0%
I222.135.137	RPG	RPG - Gestion courante	1 800	1 000	5 000	5 000	5 017	98%	5 017	5 017	0	98%	5 017 0%
I222.135.138	RPG	RPG - Réceptions et frais de représentation	6 600	6 000	1 550	7 850	7 702	99%	7 702	7 702	0	99%	7 702 0%
I222.135.139	RPG	RPG - Assurances	3 700	3 000	1 600	3 150	3 062	97%	3 062	3 062	0	97%	3 062 0%
I222.135.140	RPG	RPG - Frais postaux	1 200	1 000	0	1 000	875	67%	875	875	0	67%	875 0%

56

D22.141.1.07	RPG	RPG - Télécommunication et Internet	15 000	13 100	-100	13 000	12 611	97%	12 611	97%	12 611	97%	399	1%
D22.141.1.08	RPG	RPG - Gestion informatique	3 300	5 000	-1 000	4 000	3 979	99%	3 979	99%	3 979	99%	21	2%
D22.141.1.09	RPG	RPG - Gestion courante	8 500	10 000	1 500	8 000	18 631	99%	18 631	99%	18 631	99%	169	2%
D22.141.1.10	RPG	RPG - Réceptions et frais de représentation	5 400	2 000	1 300	3 300	3 220	98%	3 220	98%	3 220	98%	80	2%
D22.141.1.11	RPG	RPG - Charges financières	2 100	1 000	500	1 500	1 450	97%	1 440	96%	1 440	96%	50	0%
D22.141.1.12	RPG	RPG - Néantises	14 000	3 100	4 000	7 700	7 504	98%	7 504	98%	7 504	98%	136	0%
D22.141.1.13	RPG	RPG - Honoraires	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D22.141.1.14	RPG	RPG - Contentieux	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	5%
D22.141.1.15	RPG	RPG - Divers & imprévus	1 500	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	5%
D22.142	RPNY	RPNY - Opérations de gestion	350 000	350 000	0	350 000	352 658	95%	352 658	95%	352 658	95%	322	0%
D22.142.1	RPNY	RPNY - Gestion courante	350 000	350 000	0	350 000	352 658	95%	352 658	95%	352 658	95%	17 342	0%
D22.142.1.01	RPNY	RPNY - Charges d'occupation des locaux	201 265	254 400	0	254 400	239 354	94%	239 354	94%	239 354	94%	15 046	0%
D22.142.1.02	RPNY	RPNY - Entretien des locaux	1 835	9 600	-2 500	7 000	7 007	100%	7 007	100%	7 007	100%	3	4%
D22.142.1.03	RPNY	RPNY - Achat de matériels et fournitures	3 000	2 000	1 060	3 060	3 045	100%	3 045	100%	3 045	100%	5	0%
D22.142.1.04	RPNY	RPNY - Localisation et entretien des matériels	10 000	12 000	-3 972	8 126	967	100%	7 731	99%	7 731	99%	297	0%
D22.142.1.05	RPNY	RPNY - Assurances	6 500	0	5 602	5 601	100%	5 601	100%	5 601	100%	1	3%	
D22.142.1.06	RPNY	RPNY - Frais postaux	3 000	4 000	-1 450	2 550	2 547	100%	2 547	100%	2 547	100%	3	0%
D22.142.1.07	RPNY	RPNY - Télécommunications et Internet	7 550	18 000	0	18 000	17 517	97%	17 517	97%	17 517	97%	452	0%
D22.142.1.08	RPNY	RPNY - Gestion informatique	12 293	12 800	1 700	14 500	14 069	97%	14 069	97%	14 069	97%	401	0%
D22.142.1.09	RPNY	RPNY - Gestion courante	38 000	12 000	2 300	14 300	13 789	96%	13 789	96%	13 789	96%	511	0%
D22.142.1.10	RPNY	RPNY - Réceptions et frais de représentation	7 000	4 000	-1 000	3 000	2 753	92%	2 753	92%	2 753	92%	247	0%
D22.142.1.11	RPNY	RPNY - Charges financières	6 000	10 000	-5 250	4 760	4 414	93%	4 414	93%	4 414	93%	396	0%
D22.142.1.12	RPNY	RPNY - Mésangs	10 000	10 000	0	10 000	12 220	100%	14 713	100%	14 713	100%	7	0%
D22.142.1.13	RPNY	RPNY - Honoraires	19 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D22.142.1.14	RPNY	RPNY - Contentieux	2 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	18%
D22.142.1.15	RPNY	RPNY - Divers & imprévus	2 500	1 200	-1 200	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	18%
D22.143	RPUA	RPUA - Dépenses de gestion	130 000	125 000	0	125 000	125 000	100%	102 287	82%	102 287	82%	22 713	0%
D22.143.1	RPUA	RPUA - Gestion courante	130 000	125 000	0	125 000	125 000	100%	102 287	82%	102 287	82%	22 713	11%
D22.143.1.01	RPUA	RPUA - Charges d'occupation des locaux	53 800	62 000	-7 200	50 800	54 747	100%	54 747	100%	54 747	100%	53	20%
D22.143.1.02	RPUA	RPUA - Entretien des locaux	2 800	0	2 500	3 500	3 313	89%	3 313	89%	3 313	89%	37	0%
D22.143.1.03	RPUA	RPUA - Achats de matériels et fournitures	6 500	5 000	4 000	9 000	7 105	80%	7 105	80%	7 105	80%	1 817	1%
D22.143.1.04	RPUA	RPUA - Location et orientation des matériels	3 000	4 000	2 000	6 000	2 162	36%	2 162	36%	2 162	36%	3 658	56%
D22.143.1.05	RPUA	RPUA - Assurances	1 800	2 000	-1 150	850	843	99%	843	99%	843	99%	7	0%
D22.143.1.06	RPUA	RPUA - Frais postaux	1 500	2 000	-15	1 885	865	44%	865	44%	865	44%	1 120	59%
D22.143.1.07	RPUA	RPUA - Télécommunication et Internet	15 300	14 000	15	14 015	14 015	100%	14 015	100%	14 015	100%	0	19%
D22.143.1.08	RPUA	RPUA - Gestion informatique	2 300	1 000	1 000	2 000	819	41%	819	41%	819	41%	1 181	0%
D22.143.1.09	RPUA	RPUA - Gestion courante	8 400	11 000	0	11 000	8 880	81%	8 880	81%	8 880	81%	2 120	99%
D22.143.1.10	RPUA	RPUA - Dépenses de gestion	0	8 000	-3 000	5 000	2 577	52%	2 577	52%	2 577	52%	2 123	47%
D22.143.1.11	RPUA	RPUA - Charges financières	400	1 000	0	1 000	9	1%	9	1%	9	1%	100	100%
D22.143.1.12	RPUA	RPUA - Mésangs	27 000	15 000	2 000	15 000	7 895	53%	7 895	53%	7 895	53%	7 104	0%
D22.143.1.13	RPUA	RPUA - Contentieux	2 700	1 000	0	1 000	0	0%	0	0%	0	0%	0	23%
D22.143.1.14	RPUA	RPUA - Achats de matériels et fournitures	3 000	5 000	1 000	6 000	5 302	88%	5 302	88%	5 302	88%	698	47%
D22.143.1.15	RPUA	RPUA - Location et orientation des matériels	6 000	14 000	2 000	3 000	1 970	68%	1 970	68%	1 970	68%	1 021	23%
D22.144	RPUA	RPUA - Assurances	90 000	90 000	-5 000	85 000	65 371	77%	65 371	77%	65 371	77%	19 623	1%
D22.144.1	RPUA	RPUA - Gestion courante	90 000	90 000	-5 000	85 000	65 371	77%	65 371	77%	65 371	77%	19 623	0%
D22.144.1.01	RPUA	RPUA - Gestion d'occupation des locaux	12 000	11 000	0	11 000	10 906	99%	10 906	99%	10 906	99%	94	12%
D22.144.1.02	RPUA	RPUA - Entretien des locaux	200	8 000	-2 000	6 000	6 000	100%	6 000	100%	6 000	100%	0	82%
D22.144.1.03	RPUA	RPUA - Achats de matériels et fournitures	14 000	8 000	-2 000	6 000	6 000	100%	6 000	100%	6 000	100%	0	39%
D22.144.1.04	RPUA	RPUA - Contentieux	3 000	1 000	0	1 000	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D22.144.1.05	RPUA	RPUA - Frais postaux	7 000	4 000	500	4 305	96%	4 305	96%	4 305	96%	194	2%	
D22.144.1.06	RPUA	RPUA - Gestion courante	6 000	1 000	-1 500	3 500	3 246	93%	3 246	93%	3 246	93%	252	0%
D22.144.1.07	RPUA	RPUA - Télécommunication et Internet	12 000	9 000	2 500	11 500	11 302	98%	11 302	98%	11 302	98%	196	22%
D22.144.1.08	RPUA	RPUA - Gestion courante	200	8 000	-2 000	6 000	6 000	100%	6 000	100%	6 000	100%	0	82%
D22.144.1.09	RPUA	RPUA - Recettes et traitements de représentation	14 000	8 000	-2 000	6 000	6 000	100%	6 000	100%	6 000	100%	4 926	40%
D22.144.1.10	RPUA	RPUA - Charges financières	300	1 000	0	1 000	0	0%	0	0%	0	0%	0	2%
D22.144.1.11	RPUA	RPUA - Frais postaux	12 000	10 000	-1 500	8 500	5 108	60%	5 108	60%	5 108	60%	3 692	0%
D22.144.1.12	RPUA	RPUA - Mésangs	7 500	3 000	0	3 000	2 951	98%	2 951	98%	2 951	98%	49	98%
D22.144.1.13	RPUA	RPUA - Gestion courante	9	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	13%
D22.144.1.14	RPUA	RPUA - Contentieux	0	2 000	0	2 000	46	2%	46	2%	46	2%	1 954	2%
D22.144.1.15	RPUA	RPUA - Divers & imprévus	35 930 000	36 022 038	11 003 672	47 025 708	40 855 474	87%	39 684 536	84%	36 200 113	77%	6 170 234	3%
<b>PROGRAMMATION</b>														
D22.1	DRCO	LANGUE FRANÇAISE, UNIVERSITÉ CULTURELLE ET LINGUISTIQUE	9 580 000	9 670 000	+184 262	8 977 548	8 767 820	98%	8 767 820	98%	8 767 820	98%	209 568	0%
D22.1.1	DRCO	L'Influence des sécules francophones est accueillie dans un contexte de	5 290 000	4 985 900	-503 743	4 601 257	3 895 802	97%	3 895 802	97%	3 895 802	97%	104 455	0%
D22.1.11	DRCO	La connaissance de la place de la langue française dans le monde et	310 000	321 000	0	321 000	320 200	100%	303 728	95%	266 525	88%	718	0%
D22.1.11.1	DRCO	Des données, des analyses et des études sur la langue française et la	190 000	205 000	0	205 000	205 679	100%	203 751	93%	19 285	94%	321	0%
D22.1.11.1.0	DRCO	Une base de données thématiques et géographiques en développement	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D22.1.11.1.11	DRCO	Commande d'études, achats de documents, commandes d'ouvrages (ville)	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D22.1.11.1.12	DRCO	Préparation et suivi des pactes linguistiques	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D22.1.11.1.13	DRCO	Des documents multi-sousjets sur la langue française et ses variétés so	105 483	115 000	13 200	126 200	127 144	100%	121 595	98%	121 595	98%	226	1%
D22.1.11.1.14	DRCO	Financement de recherches, acquisitions de données	60 485	90 000	4 000	94 000	94 000	100%	93 922	100%	88 26	94%	0	0%
D22.1.11.1.15	DRCO	Elaboration, définition, mise en ligne, vérification	45 000	25 000	9 200	34 200	33 874	99%	33 874	99%	32 653	98%	226	0%

RM

Code	UA	Projet	Légalité en EUR	Credit initial	Credit modifié	Summe des modifications	Credit initial/modified	Credit initial/modified	Rehaussement/ diminution (%)	Credit initial/modified	Emprunt / Modif (%)	Credit ordonnance	Ordonnance / Modif (%)	Credit non rémunérée	Credit non rémunérée / Modif (%)
C31.111.203	DLFCD	1111	(Fermé) Valorisation des connaissances (mise en réseau et partenariat)	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C31.111.3	DLFCD	1111	(Fermé) Des documents d'information et des actions de sensibilisation sur le français	59 000	51 000	-13 200	37 800	37 705	100%	0	0%	25 830	95%	95	0%
C31.111.301	DLFCD	1111	Production et cartographie des connaissances et lancers sur grande surface	41 000	26 000	0	26 000	25 905	100%	25 807	0%	25 805	90%	95	0%
C31.111.302	DLFCD	1111	Édition, impression	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C31.111.303	DLFCD	1111	Alpha et animation des repas / transcription	18 000	25 000	+13 200	11 800	11 800	100%	11 800	0%	10 033	100%	0	0%
C31.111.4	DLFCD	1111	Les échanges scientifiques sur la langue française sont renforcés.	25 517	40 000	+13 200	40 000	40 000	100%	39 000	98%	35 658	85%	0	2%
C31.111.401	DLFCD	1111	Mise en place d'un comité scientifique pour les productions de l'Observatoire	25 517	40 000	+13 200	40 000	40 000	100%	39 000	98%	35 658	85%	0	2%
C31.112	DLFCD	1111	Les données, analyse et celle d'aide à la décision produites par le dispositif	30 000	30 000	0	30 000	29 525	98%	15 073	50%	14 952	48%	475	2%
C31.112.1	DLFCD	1111	Un dispositif stratégique et de diffusion des données est mis en place	30 000	30 000	0	30 000	29 525	98%	15 073	50%	14 902	48%	475	0%
C31.112.101	DLFCD	1111	Organisation de conférences, ateliers, tables rondes, ...	10 000	30 000	0	30 000	28 525	98%	15 073	50%	14 362	48%	475	0%
C31.112.102	DLFCD	1111	Création d'une plateforme de veille partagée et de diffusion	20 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C31.112.2	DLFCD	1111	Des données sur la langue française sont mises en ligne	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C31.112.201	DLFCD	1111	Mise en ligne de données sur la langue française (contenu militaire)	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C31.113	DLFCD	1111	La Francophonie produit des documents et des analyses sur les dynamiques	90 000	85 000	-5 000	85 000	84 987	100%	84 904	100%	78 288	93%	3	0%
C31.113.1	DLFCD	1111	Des études thématiques prospectives sont réalisées	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C31.113.101	DLFCD	1111	Élaboration de documents de prospective sur les thématiques prioritaires	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C31.113.2	DLFCD	1111	Un contenu à destination des entreprises est mis en place. Des données et des analyses	90 000	85 000	-5 000	85 000	84 987	100%	84 904	100%	78 286	93%	3	0%
C31.113.201	DLFCD	1111	Mise en place et animation d'un comité d'orientation	45 000	37 000	-8 000	37 000	36 988	100%	36 833	100%	36 344	98%	2	0%
C31.113.202	DLFCD	1111	Réalisation et diffusion d'études et d'analyses	45 000	48 000	+3 000	48 000	48 000	100%	47 971	100%	45 954	85%	0	0%
C31.114	DLFCD	1111	Le Français est valorisé et promu dans son utilité et sa diversité, notamment	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C31.114.1	DLFCD	1111	Des actions de communication Francophone - TV mondiale et réalisation	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C31.114.101	DLFCD	1111	(Fermé) Soutien à Destination Francophone - TV mondiale et réalisation	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C31.114.102	DLFCD	1111	Valorisation des dialogues avec les autres espaces linguistiques et partage	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C31.114.103	DLFCD	1111	Valorisation des variétés du français et des langues partenaires et associées	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C31.114.104	DLFCD	1111	Des manifestations organisées par les référents francophones sont soutenues	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C31.114.105	DLFCD	1111	Participation aux rencontres des représentants des institutions au Forum mondial	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C31.114.106	DLFCD	1111	Mise en réseau et accompagnement des participants au Forum mondial	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C31.114.3	DLFCD	1111	Des initiatives valorisant les variétés du français et le français populaire	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C31.114.301	DLFCD	1111	(Fermé) Appui au Réseau des associations professionnels francophones internationaux	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C31.114.302	DLFCD	1111	(Fermé) Mise en place de la Visitation des Acteurs Francophones (VIAF)	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C31.114.303	DLFCD	1111	(Fermé) Appui à la Biennale de la langue française	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C31.114.304	DLFCD	1111	Appels aux initiatives en faveur du français professionnel, technique et scientifique	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C31.114.4	DLFCD	1111	(Fermé) Le Forum mondial de la langue française est organisé avec les partenaires	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C31.114.401	DLFCD	1111	(Fermé) Forum mondial de la langue française (Forfa, accueillisseurs)	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C31.114.402	DLFCD	1111	Les acteurs des relations internationales et, en particulier, les réseaux	2 900 000	3 484 000	+584 000	3 055 597	2 945 063	98%	2 857 074	94%	2 545 637	70 444	3%	3%
C31.12	DLFCD	1111	Les populations cibles ont un niveau socio et culturel moyen	140 000	76 000	-64 000	69 832	97%	69 515	97%	65 312	88%	0	0%	
C31.121.1	DLFCD	1111	des compétences et l'obtention des traducteurs et interprètes sont améliorées	140 000	75 000	-65 000	72 000	69 532	97%	69 515	97%	65 312	88%	0	0%
C31.121.101	DLFCD	1112	Développement d'un programme de bourses destiné à des jeunes francophones	70 000	25 000	-45 000	25 000	24 978	95%	24 078	95%	19 943	80%	922	0%
C31.121.102	DLFCD	1112	(Fermé) Recrutement d'un consultant / gestion REFLIC	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C31.121.103	DLFCD	1112	Mise en œuvre d'ateliers de formation/accréditation en traduction et interprétation	30 000	25 000	-5 000	22 000	20 853	95%	20 483	93%	18 414	94%	1 117	0%
C31.121.104	DLFCD	1112	Mise à disposition de volontaires et de jeunes diplômés capables des outils de traduction-interprétation francophones disponibles tout en respectant les normes linguistiques	40 000	25 000	-15 000	24 971	100%	24 971	100%	24 955	100%	23 293	0%	
C31.121.2	DLFCD	1112	Un réseau de traducteurs-interprètes francophones labellisé et reconnu	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C31.121.201	DLFCD	1112	(Fermé) Organisation d'un atelier de libération du REFLIC (Réseau francophone de traducteurs-interprétateurs)	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C31.121.202	DLFCD	1112	Organisation d'un atelier de libération du REFLIC au bénéfice des centres de formation et des interprètes et des traducteurs à Paris	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C31.121.203	DLFCD	1112	Atelier de formation continue des interprètes et des traducteurs à Paris	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C31.121.204	DLFCD	1112	Développement du programme de traducteurs-interprétateurs	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C31.121.205	DLFCD	1112	De jeunes traducteurs et interprètes sont mis à disposition des organismes	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C31.121.206	DLFCD	1112	Mise à disposition de volontaires, et de jeunes diplômés capables des outils de traduction en recherche humaine francophone	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C31.121.207	DLFCD	1112	(Fermé) Un prix de traduction en recherche humaine francophone	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C31.121.208	DLFCD	1112	Les diplômés de l'Institut National de Traduction Interprétation (INTI) sont formés au français des relations internationales	758 010	1 013 000	+254 986	1 313 514	1 313 167	100%	1 255 187	94%	1 055 933	80%	5 347	0%
C31.122.1	DLFCD	1112	Des cadres enseignants dans les CII sont formés au français des relations internationales	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C31.122.101	DLFCD	1112	(Fermé) Organisation de formations en immersion linguistique pour cadre enseignant	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C31.122.102	DLFCD	1112	Coordonnaison du programme de promotion du français et de l'anglais dans les institutions africaines et en Afrique	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C31.122.103	DLFCD	1112	Formations linguistiques et techniques dans les institutions africaines et en Afrique	40 000	15 000	-25 000	57 000	57 000	100%	53 655	94%	52 355	94%	822	0%
C31.122.104	DLFCD	1112	Des outils de formation et en français et en français	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C31.122.105	DLFCD	1112	Formation au français des séances et tentatives d'apprentissage des AFR et de leur gestion	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C31.122.106	DLFCD	1112	Développement et utilisation des outils de formation du français dans le secteur public	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C31.122.107	DLFCD	1112	Des cadres enseignants et internationale sont formés en français dans le secteur public	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C31.122.108	DLFCD	1112	Séminaires et colloques régionalisés pour les fonctionnaires et professionnels	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C31.122.109	DLFCD	1112	Organisation du comité d'orientation et de formation aux outils RIMI	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C31.122.110	DLFCD	1112	Les indicateurs de résultats (FIMI et RIMI) du programme sont rendus	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C31.122.111	DLFCD	1112	Recrutement de deux attachés de programme sur projet	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%



D31.122.8	DLFCD	Développement de formations linguistiques pour les juteuses réfugiées soit	155 000	215 000	0	215 000	214 999	100%	213 130	99%	195 874	90%	1	0%
D31.122.601	DLFCD	Renforcement des capacités d'accueil et des programmes de formation	25 000	25 000	0	25 000	25 000	100%	25 000	100%	25 000	100%	0	0%
D31.122.602	DLFCD	Développement de formations linguistiques et professionnels	130 000	0	0	190 000	189 899	100%	180 130	99%	168 614	89%	1	0%
D31.122.7	DLFCD	Des chambres de métiers et des regroupements de professionnels cit	90 000	-64 486	25 513	100%	24 796	97%	22 272	97%	11 901	97%	1	0%
D31.122.701	DLFCD	Identification des structures de formation continue, renforcement des c	45 000	-32 710	12 260	100%	12 022	68%	11 901	97%	11 371	88%	1	0%
D31.122.702	DLFCD	Identification des structures de formation continue en vue d'un renforcement d	45 000	-31 776	13 223	100%	12 774	97%	11 371	97%	0	0%	0	0%
D31.122.8	DLFCD	Les acteurs des relations internationales, des ressources humaines de	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D31.122.801	DLFCD	(Fermé) Des réalisations francophones sont développées et animé	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D31.122.101	DLFCD	(Fermé) Assemblée générale à l'REF (fédération culturelle Africaine)	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D31.122.102	DLFCD	(Fermé) Des formations aux sports du multilinguisme sont délivrées aux	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D31.122.103	DLFCD	(Fermé) Organisation d'événements de sensibilisation aux enjeux du multilinguisme	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D31.122.301	DLFCD	Des campagnes de sensibilisation et des événements sont organisés à	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D31.122.302	DLFCD	(Fermé) Contribution à la tenue du Forum mondial de la langue française	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D31.122.303	DLFCD	Événements en amont et pendant les JO	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D31.122.304	DLFCD	Activités de sensibilisation aux enjeux du multilinguisme dans les relais	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D31.122.305	DLFCD	Les réalisations internationales et les manifestations qui favorisent le usage	529 000	489 000	-87 000	402 000	399 018	99%	353 622	98%	238 208	84%	2 084	0%
D31.122.306	DLFCD	Des réalisations francophones sont développées, animées, et condu	82 000	-72 000	-20 000	52 000	50 361	97%	50 361	97%	46 253	85%	1 619	0%
D31.122.307	DLFCD	(Fermé) Accords de partenariat avec l'AFCNO et des Unions francophones	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D31.122.308	DLFCD	Autres médias sportifs francophones	30 000	22 000	0	22 000	20 631	94%	20 631	94%	14 700	67%	1 368	1%
D31.122.309	DLFCD	(Fermé) Accord de partenariat pour le développement de la Conférence	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D31.122.310	DLFCD	Autres organisations sportives francophones	52 000	50 000	-20 000	30 000	29 750	99%	29 750	99%	26 520	89%	250	0%
D31.122.311	DLFCD	Un Grand Réseau de la Francophonie représentatif et dédié à ses intérêts	120 000	105 000	0	105 000	104 987	100%	99 053	94%	86 680	82%	3	0%
D31.122.312	DLFCD	Maisons du Grand Témoin de la Francophonie	40 000	35 000	0	35 000	34 897	100%	33 473	95%	24 955	84%	2 084	0%
D31.122.313	DLFCD	Événements en amont et pendant les JO, JOJ et les Jeux de la Franc	86 000	70 000	-16 000	70 000	70 000	100%	65 923	94%	57 216	85%	0	0%
D31.122.314	DLFCD	Les associations des professeurs de français sont toutesmme, formées	260 000	250 000	-5 000	245 000	244 638	100%	244 189	100%	207 815	85%	462	0%
D31.122.315	DLFCD	RIFP (fond média, outils pédagogiques, formations, plateforme)	250 000	250 000	-5 000	245 000	244 538	100%	244 188	100%	207 815	85%	0	0%
D31.122.316	DLFCD	La 3e édition du Forum des organisations (en 2018) en collaboration avec	87 000	62 000	-25 000	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D31.122.317	DLFCD	Renouvellement du contrat de l'attache de programme et résidence de l'	87 000	62 000	-25 000	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D31.122.318	DLFCD	Renouvellement d'un outil de gestion des programmes et résidences de l'	245 000	245 000	-44 007	262 900	61 433	97%	568 843	90%	511 298	70%	18 301	0%
D31.122.319	DLFCD	Les connaissances et les habiletés nécessaires démontrent et des co	260 000	281 000	+21 000	-41 007	285 993	100%	236 993	99%	219 105	82%	0	0%
D31.122.320	DLFCD	Développement d'outils de formation au français dans les réalisations internation	260 000	260 000	-1 000	228 000	228 000	100%	259 700	99%	203 149	80%	0	0%
D31.122.321	DLFCD	Poursuite du développement de la plateforme d'auto-formations en ligne	60 000	40 000	-20 000	19 929	10 983	100%	10 983	100%	10 983	100%	0	0%
D31.122.322	DLFCD	Des formations en relations internationales seront développées et diffus	588 000	396 000	-0	386 000	377 700	95%	348 150	88%	282 025	71%	18 301	0%
D31.122.323	DLFCD	Des formations et de l'accompagnement des établissements scolaires, universitaires et de recherche	65 000	45 000	-7 447	37 655	19 553	52%	19 359	51%	16 300	51%	0	0%
D31.122.324	DLFCD	Séminaires et colloques internationaux et régionaux	200 000	223 000	-25 000	198 000	198 000	100%	186 335	94%	176 219	89%	0	0%
D31.122.325	DLFCD	Les connaissances et les compétences nécessaires démontrent et des co	260 000	228 000	-32 147	160 147	100%	142 417	100%	86 448	54%	0	0%	
D31.122.326	DLFCD	Les connaissances et des enseignements de français et cadres éducatifs des	617 860	630 000	+12 140	630 000	587 365	93%	586 907	93%	586 907	93%	42 644	0%
D31.122.327	DLFCD	Des outils amovibles et interchangeables adaptés grâce à l'expertise Ira	52 000	50 000	0	50 000	47 768	95%	47 768	95%	47 768	95%	0	0%
D31.122.328	DLFCD	Accompagnement de la réalisation de supports numériques pour l'enrichi	31 000	20 000	0	20 000	26 160	98%	26 160	98%	23 160	94%	1 840	4%
D31.122.329	DLFCD	Conception de la pédagogie et des initiatives aux initiatives de l'Institut	21 000	20 000	0	20 000	19 608	98%	19 608	98%	19 608	98%	392	7%
D31.122.330	DLFCD	Les compétences disciplinaires et pédagogiques nécessaires pour l'enseignement des langues et des cultures étrangères	276 960	280 000	-10 000	270 000	259 385	90%	259 385	90%	259 385	90%	10 615	5%
D31.122.331	DLFCD	Accompagnement des initiatives et des activités visant à enrichir la co	47 000	50 000	+10 000	40 000	37 393	92%	37 393	92%	37 393	92%	2 627	2%
D31.122.332	DLFCD	Organisation des formations continues d'enseignants de français et sur	100 000	100 000	0	100 000	95 049	95%	95 049	95%	95 049	95%	4 951	3%
D31.122.333	DLFCD	Dans stratégies de plaidoyer en faveur du français auprès des élaborati	129 960	130 000	0	130 000	126 973	98%	126 973	98%	126 973	98%	2 233	2%
D31.122.334	DLFCD	Atteindre les objectifs pédagogiques et le rayonnement régional des ent	78 200	90 000	+12 000	90 000	87 049	97%	87 049	97%	87 049	97%	0	0%
D31.122.335	DLFCD	Appuyer les activités pédagogiques et entraînement des enseignants	28 200	30 000	+2 000	29 963	100%	29 963	100%	29 963	100%	0	0%	
D31.122.336	DLFCD	Organiser des activités pédagogiques pour le développement de l'envi	25 000	30 000	+5 000	30 000	27 514	92%	27 514	92%	27 514	92%	2 426	1%
D31.122.337	DLFCD	Une décision forte sur la situation des acteurs visant à renforcer la maitrise	47 000	50 000	+3 000	40 000	22 000	98%	22 000	98%	22 000	98%	0	0%
D31.122.338	DLFCD	Gestion de projet	210 800	210 000	-800	220 000	163 153	89%	163 153	89%	162 704	88%	28 647	0%
D31.122.339	DLFCD	Fonctionnement et Concentration régionale (Conseil d'Orientati	40 000	40 000	-3 000	37 000	27 375	74%	27 375	74%	9 626	9%	0	0%
D31.122.340	DLFCD	Salaire personnel local CREFEFAP	76 300	80 000	+4 000	93 000	92 551	100%	92 551	100%	0	0%	0	0%
D31.122.341	DLFCD	Salarié personnel et Gestion du Projet (CREFEFAP)	50 000	50 000	0	60 000	54 424	91%	54 424	91%	5 578	91%	0	0%
D31.122.342	DLFCD	Salaire personnel local CREFEFAP	41 500	40 000	-1 000	30 000	18 355	61%	18 355	61%	18 354	61%	11 645	0%
D31.122.343	DLFCD	L'enseignement contextuelisé et la qualité du français langue étrang	1 400 000	0	0	0	0	0%	29 512	98%	29 512	98%	4 988	28%
D31.122.344	DLFCD	Une décision forte sur la situation des acteurs visant à renforcer la maitrise	450 987	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D31.122.345	DLFCD	Des outils d'observation sur la situation du français langue étrangère et	770 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D31.122.346	DLFCD	Analyse des besoins et développement local CREFEFAP	160 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D31.122.347	DLFCD	Des outils d'observation sur la situation du français langue étrangère et	10 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D31.122.348	DLFCD	Des outils d'observation sur la situation du français langue étrangère et	19 988	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D31.122.349	DLFCD	(Fermé) Recensement des outils existants et identification des besoins	6 065	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D31.122.350	DLFCD	(Fermé) Recensement de catégorisation et actualisation des données	6 065	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D31.122.351	DLFCD	Recensement des catégories et actualisation des données	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D31.122.352	DLFCD	Recensement des catégories et actualisation des données	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D31.122.353	DLFCD	Recensement des catégories et actualisation des données	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D31.122.354	DLFCD	Recensement des catégories et actualisation des données	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D31.122.355	DLFCD	Recensement des catégories et actualisation des données	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D31.122.356	DLFCD	Recensement des catégories et actualisation des données	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D31.122.357	DLFCD	Recensement des catégories et actualisation des données	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D31.122.358	DLFCD	Recensement des catégories et actualisation des données	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D31.122.359	DLFCD	Recensement des catégories et actualisation des données	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D31.122.360	DLFCD	Recensement des catégories et actualisation des données	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D31.122.361	DLFCD	Recensement des catégories et actualisation des données	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D31.122.362	DLFCD	Recensement des catégories et actualisation des données	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D31.122.363	DLFCD	Recensement des catégories et actualisation des données	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D31.122.364	DLFCD	Recensement des catégories et actualisation des données	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D31.122.365	DLFCD	Recensement des catégories et actualisation des données	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D31.122.366	DLFCD	Recensement des catégories et actualisation des données	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D31.122.367	DLF													

Code	UA	Projet	Libellé en EUR												
			Credit initial	Credit récette	Somme des modifications	Credit modifiés	Credit réserves	Réserve / modifiés (%)	Credit ordonnance	Enquête / modifiés (%)	Credit non régulières	Crédits non Modifiables /	Crédit à non remboursement (%)		
D01.131.5 D01.131.501	BRAF	Une stratégie de plaidoyer en faveur du francilien dématérialisé est établie et diffusée	39 999	0	0	0	0	0%	0	0	0	0%	0	0%	
(Ferme) Définition d'une stratégie de plaidoyer (CREFAFP-BRAFP)			13 333	0	0	0	0	0%	0	0	0	0%	0	0%	
D01.131.502	BRAF	(Ferme) Mise en œuvre des actions de plaidoyer (CREFAFP-BRAFP)	113	0	0	0	0	0%	0	0	0	0%	0	0%	
D01.131.503	BRAF	Validation des compétences de la rédaction (Manifestations spécialisées)	13 333	0	0	0	0	0%	0	0	0	0%	0	0%	
D01.131.504	BRAF	Une stratégie de plaidoyer en faveur du francilien dématérialisé est établie et diffusée	31 590	0	0	0	0	0%	0	0	0	0%	0	0%	
(Ferme) Définition d'une stratégie de plaidoyer (Manifestations spécialisées)			10 500	0	0	0	0	0%	0	0	0	0%	0	0%	
D01.131.602	BRECO	Mise en œuvre des actions de plaidoyer (Manifestations spécialisées)	113	0	0	0	0	0%	0	0	0	0%	0	0%	
D01.131.603	BRECO	(Ferme) Définition d'une stratégie de plaidoyer (Manifestations spécialisées)	10 500	0	0	0	0	0%	0	0	0	0%	0	0%	
D01.131.604	BRECO	La capacité des acteurs l'innovent et renouent de leur engagement du Francilien	9	0	0	0	0	0%	0	0	0	0%	0	0%	
D01.132.1	DLFCO	Des outils innovants et contextuels sont adaptés et développés grâce à l'outil à distance (Méthode LV2 @ CREFP - ICI) (DLFCD)	268 499	0	0	0	0	0%	0	0	0	0%	0	0%	
D01.132.101	DLFCD	Outil à distance (Méthode LV2 @ CREFP - ICI) (DLFCD)	113	0	0	0	0	0%	0	0	0	0%	0	0%	
D01.132.102	DLFCD	(Ferme) Crédit à un délai numérique en intercompréhension (DLF)	113	0	0	0	0	0%	0	0	0	0%	0	0%	
D01.132.103	DLFCD	Outil mobile (IPO) (DLFCD)	50 000	0	0	0	0	0%	0	0	0	0%	0	0%	
D01.132.104	DLFCD	Outil de suivi FAO (DLFC)	30 000	0	0	0	0	0%	0	0	0	0%	0	0%	
D01.132.2	BRAF	Des outils innovants et contextuels sont adaptés et développés grâce à l'outil à distance (Méthode LV2 @ CREFP - ICI) (DLFCD)	60 000	0	0	0	0	0%	0	0	0	0%	0	0%	
D01.132.201	BRAF	Elaboration du référentiel de compétences et de plan national de formation	30 000	0	0	0	0	0%	0	0	0	0%	0	0%	
D01.132.202	BRAF	Apôtre à la mise en œuvre de la charte qualité pour les enseignements à distance	30 000	0	0	0	0	0%	0	0	0	0%	0	0%	
D01.132.3	BRECO	Des outils innovants et contextuels sont adaptés et développés grâce à l'outil à distance (Méthode LV2 @ CREFP - ICI) (DLFCD)	23 000	0	0	0	0	0%	0	0	0	0%	0	0%	
D01.132.301	BRECO	Formation des tutelles pour l'outil FAO et suivi du projet FAO (BRECO-CIF)	19 000	0	0	0	0	0%	0	0	0	0%	0	0%	
D01.132.302	BRECO	Elaboration de référentiels de compétences pour les PECO (BRECO-CIF)	4 000	0	0	0	0	0%	0	0	0	0%	0	0%	
D01.132.4	BRECO	Les conférences disciplinaires et professionnelles des acteurs de l'enseignement supérieur et de l'outil de plaidoyer (DLFCD)	282 405	0	0	0	0	0%	0	0	0	0%	0	0%	
D01.132.401	BRECO	Net en place de séminaire, formations-actions et revue numérique (CIF)	173 000	0	0	0	0	0%	0	0	0	0%	0	0%	
D01.132.402	BRECO	Net en place de séminaire, formations-actions et revue numérique (CIF)	63 405	0	0	0	0	0%	0	0	0	0%	0	0%	
D01.132.403	BRAF	Net en place de séminaire et formations-actions et revue numérique (CIF)	56 000	0	0	0	0	0%	0	0	0	0%	0	0%	
D01.133	DLFC	Les séries filières et parcours sont associés à une offre éducative élargie et complémentaire	163 495	0	0	0	0	0%	0	0	0	0%	0	0%	
D01.133.1	DLFC	Un environnement francophone parcellaire est créé (DLFCD)	90 495	0	0	0	0	0%	0	0	0	0%	0	0%	
D01.133.101	DLFC	Création d'activités pédagogiques en français (DLFCD)	90 495	0	0	0	0	0%	0	0	0	0%	0	0%	
D01.133.2	DLFCD	Une stratégie de plaidoyer en faveur du francilien est mise en œuvre aux différents niveaux	40 000	0	0	0	0	0%	0	0	0	0%	0	0%	
D01.133.201	DLFCD	Elaboration d'une stratégie et d'outils de plaidoyer (DLFCD)	20 000	0	0	0	0	0%	0	0	0	0%	0	0%	
D01.133.202	DLFC	Développement d'actions citoyennes sur le territoire (DLFCD)	20 000	0	0	0	0	0%	0	0	0	0%	0	0%	
D01.133.3	DLFC	Une stratégie de plaidoyer en faveur du francilien est mise en œuvre aux différents niveaux	28 000	0	0	0	0	0%	0	0	0	0%	0	0%	
D01.133.301	DLFC	Création d'activités pédagogiques en français (DLFCD)	15 000	0	0	0	0	0%	0	0	0	0%	0	0%	
D01.133.302	DLFC	Création d'actions citoyennes sur le territoire (CREFAFP-BRAFP)	13 000	0	0	0	0	0%	0	0	0	0%	0	0%	
D01.133.4	BRECO	Une stratégie de plaidoyer en faveur du francilien est mise en œuvre aux différents niveaux	5 000	0	0	0	0	0%	0	0	0	0%	0	0%	
D01.133.401	BRECO	Actions citoyennes sur le territoire dans le cadre d'activités par le personnel local du CREFFEOCD	5 000	0	0	0	0	0%	0	0	0	0%	0	0%	
D01.134.1	BRAF	La stratégie de décentralisation des acteurs du programme	17 999	0	0	0	0	0%	0	0	0	0%	0	0%	
D01.134.101	BRAF	Fonctionnement du CREFFEOCD	126 699	0	0	0	0	0%	0	0	0	0%	0	0%	
D01.134.102	BRAF	Personnel local du CREFFEOCD	42 233	0	0	0	0	0%	0	0	0	0%	0	0%	
D01.134.103	BRAF	Frais de fonctionnement du CREFFEOCD	42 233	0	0	0	0	0%	0	0	0	0%	0	0%	
D01.134.104	BRAF	Gestion projet du CREFFEOCD	51 300	0	0	0	0	0%	0	0	0	0%	0	0%	
D01.134.105	BRAF	Personnel local du CREFFEOCD	17 100	0	0	0	0	0%	0	0	0	0%	0	0%	
D01.134.106	BRAF	Frais de fonctionnement du CREFFEOCD	17 100	0	0	0	0	0%	0	0	0	0%	0	0%	
D01.134.107	BRAF	Gestion projet du CREFFEOCD	680 000	700 000	75 250	624 750	591 537	85%	54 1178	87%	474 193	87%	32 213	7%	
D01.134.108	BRAF	Les acteurs des BPF en développement francophone en développement et ont accès leurs	350 000	320 000	320 000	320 000	206 772	90%	247 041	75%	191 188	53%	32 626	7%	
D01.134.109	BRAF	Des experts des BPF francophones du Sud contribuent à la définition	155 000	155 000	154 400	154 400	138 255	90%	115 222	75%	92 499	53%	16 145	14%	
D01.134.110	DIFEN	Appui logistique, mise en réseau et coordination pour la participation	100 000	100 000	99 400	99 400	92 334	93%	89 846	90%	57 880	50%	7 066	10%	
D01.134.111	DIFEN	Participation au conseil et coordination pour la participation	30 000	30 000	0	0	25 921	85%	25 881	85%	24 619	82%	4 079	11%	
D01.134.112	DIFEN	Organisation d'activités de sensibilisation et de formation	25 000	0	0	0	25 000	80%	25 000	80%	0	0%	5 000	14%	
D01.134.113	DIFEN	Appui logistique, mise en réseau et coordination pour la participation	90 000	0	0	0	90 000	80%	90 000	80%	0	0%	6 670	10%	
D01.134.114	DIFEN	Les acteurs et décideurs des communautés nationales et régionales	90 000	0	0	0	90 000	53 328	60%	90 000	85%	87 000	85%	5 000	0%
D01.134.115	DIFEN	Organisation d'ateliers et de réunions de formation et de sensibilisation	35 000	0	0	0	35 000	30 000	85%	35 000	93%	22 220	89%	1 673	12%
D01.134.116	DIFEN	Organisation de séminaires de formation et de sensibilisation	40 000	0	0	0	20 000	23 228	93%	20 000	0	0	0%	0	0%
D01.134.117	DIFEN	Production de notes d'orientation stratégique (publiques ou internes)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0%	
D01.134.118	DIFEN	Des experts francophones des Pays francophones en développement	80 000	0	0	0	80 000	63 737	67%	63 737	0	0	0	0%	
D01.134.119	DIFEN	Organisation d'activités de sensibilisation des acteurs de la protection et de l'éducation	40 000	0	0	0	40 000	34 034	65%	34 034	0	0	0	0%	
D01.134.120	DIFEN	Organisation d'activités de renforcement des capacités du territoire	40 000	0	0	0	40 000	36 000	90%	36 000	0	0	0	0%	
D01.134.121	DIFEN	Organisation d'activités de renforcement des capacités et de sensibilisation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0%	
D01.134.122	DIFEN	Organisation d'activités de renforcement des capacités et de sensibilisation	100 000	0	0	0	100 000	88 350	100%	88 350	0	0	0	0%	
D01.134.123	DIFEN	Des initiatives et de la mise en œuvre de diverses actions	60 000	0	0	0	60 000	68 350	100%	68 350	0	0	0	0%	
D01.134.124	DIFEN	Des initiatives et de la mise en œuvre de diverses actions	25 000	0	0	0	25 000	24 250	100%	24 250	0	0	0	0%	
D01.134.125	DIFEN	Des initiatives et de la mise en œuvre de diverses actions	120 000	0	0	0	120 000	119 602	100%	119 602	0	0	0	0%	
D01.134.126	DIFEN	Le ministère des professions, pouvoirs publics et communautés d'intérêt	330 000	350 000	54 650	295 350	294 765	100%	294 765	0	0	0	0%		
D01.134.127	DIFEN	Stratégie d'innovations francophones contribuant à la défense du domaine public et au développement	350 000	350 000	-54 650	295 350	294 765	100%	294 765	0	0	0	0%		
D01.134.128	DIFEN	(Ferme) Définition d'une stratégie de plaidoyer (CREFAFP-BRAFP)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0%	
D01.134.129	DIFEN	(Ferme) Mise en œuvre des actions de plaidoyer (Manifestations spécialisées)	113	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0%	
D01.134.130	DIFEN	(Ferme) Mise en œuvre des actions de plaidoyer (Manifestations spécialisées)	113	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0%	
D01.134.131	DIFEN	(Ferme) Mise en œuvre des actions de plaidoyer (Manifestations spécialisées)	113	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0%	
D01.134.132	DIFEN	(Ferme) Mise en œuvre des actions de plaidoyer (Manifestations spécialisées)	113	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0%	
D01.134.133	DIFEN	(Ferme) Mise en œuvre des actions de plaidoyer (Manifestations spécialisées)	113	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0%	
D01.134.134	DIFEN	(Ferme) Mise en œuvre des actions de plaidoyer (Manifestations spécialisées)	113	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0%	
D01.134.135	DIFEN	(Ferme) Mise en œuvre des actions de plaidoyer (Manifestations spécialisées)	113	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0%	
D01.134.136	DIFEN	(Ferme) Mise en œuvre des actions de plaidoyer (Manifestations spécialisées)	113	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0%	
D01.134.137	DIFEN	(Ferme) Mise en œuvre des actions de plaidoyer (Manifestations spécialisées)	113	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0%	
D01.134.138	DIFEN	(Ferme) Mise en œuvre des actions de plaidoyer (Manifestations spécialisées)	113	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0%	
D01.134.139	DIFEN	(Ferme) Mise en œuvre des actions de plaidoyer (Manifestations spécialisées)	113	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0%	
D01.134.140	DIFEN	(Ferme) Mise en œuvre des actions de plaidoyer (Manifestations spécialisées)	113	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0%	
D01.134.141	DIFEN	(Ferme) Mise en œuvre des actions de plaidoyer (Manifestations spécialisées)	113	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0%	
D01.134.142	DIFEN	(Ferme) Mise en œuvre des actions de plaidoyer (Manifestations spécialisées)	113	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0%	
D01.134.143	DIFEN	(Ferme) Mise en œuvre des actions de plaidoyer (Manifestations spécialisées)	113	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0%	
D01.134.144	DIFEN	(Ferme) Mise en œuvre des actions de plaidoyer (Manifestations spécialisées)	113	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0%	
D01.134.145	DIFEN	(Ferme) Mise en œuvre des actions de plaidoyer (Manifestations spécialisées)	113	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0%	
D01.134.146	DIFEN	(Ferme) Mise en œuvre des actions de plaidoyer (Manifestations spécialisées)	113	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0%	
D01.134.147	DIFEN	(Ferme) Mise en œuvre des actions de plaidoyer (Manifestations spécialisées)	113	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0%	
D01.134.148	DIFEN	(Ferme) Mise en œuvre des actions de plaidoyer (Manifestations spécialisées)	113	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0%	
D01.134.149	DIFEN	(Ferme) Mise en œuvre des actions de plaidoyer (Manifestations spécialisées)	113	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0%	
D01.134.150	DIFEN	(Ferme) Mise en œuvre des actions de plaidoyer (Manifestations spécialisées)	113	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0%	
D01.134.151	DIFEN	(Ferme) Mise en œuvre des actions de plaidoyer (Manifestations spécialisées)	113	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0%	
D01.134.152	DIFEN	(Ferme) Mise en œuvre des actions de plaidoyer (Manifestations spécialisées)	113	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0%	
D01.134.153	DIFEN	(Ferme) Mise en œuvre des actions de plaidoyer (Manifestations spécialisées)	113	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0%	
D01.134.154	DIFEN	(Ferme)													

C01.211	DURCD	Le niveau d'information et de sensibilisation des décideurs sur les enjeux	160 000	170 000	0	170 000	169 021	99%	165 664	97%	161 645	95%	970	0%
C01.211.1	DURCD	Des outils à l'aide de la décision sont élaborés et diffusés et des rencontres	160 000	170 000	0	170 000	169 021	99%	165 664	97%	161 645	95%	970	0%
C01.211.101	DURCD	Elaboration d'un guide méthodologique sur les politiques linguistiques et	30 000	25 000	0	25 000	24 105	97%	23 525	94%	21 185	95%	804	0%
C01.211.102	DURCD	Publication d'un rapport de la Francopole sur les 10 ans de mise en s	0	55 000	0	55 000	54 569	100%	54 569	99%	54 569	99%	62	0%
C01.211.103	DURCD	Réalisation d'un panorama des industries culturelles francophones	65 000	25 000	0	25 000	25 000	100%	22 660	91%	22 055	99%	50	0%
C01.211.104	DURCD	Nous autres en question : Etude sur l'état du vivre-ensemble	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C01.211.105	DURCD	Notre avenir autrement : Analyse, études et pilotage du projet	25 000	0	25 000	0	25 000	100%	25 000	100%	24 456	98%	0	0%
C01.211.106	DURCD	Organisation d'un atelier de rencontres professionnelles (réseaux, Br	35 000	40 000	0	40 000	39 675	100%	39 326	98%	36 310	96%	125	0%
C01.211.107	DURCD	Amélioration du niveau d'information des professionnels aux enjeux de la c	38 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C01.212	DURCD	Des coopérations en faveur du renforcement des partenariats institutionnels	170 000	222 000	-17 000	265 000	204 650	100%	203 458	99%	154 561	80%	340	0%
C01.212.1	DURCD	Des coopérations internationales en faveur du multilinguisme et des po	170 000	222 000	-17 000	265 000	204 650	100%	203 458	99%	154 561	80%	340	0%
C01.212.101	DURCD	Suivi de la mise en œuvre de la Convention sur la protection et la prom	40 000	50 000	0	50 000	50 000	100%	50 000	100%	41 702	84%	0	0%
C01.212.102	DURCD	Activités communautaires avec des réseaux professionnels et les organismes	75 000	70 000	-10 000	63 000	63 000	100%	60 000	100%	63 000	100%	0	0%
C01.212.103	DURCD	Célébration du 10ème anniversaire de la Convention UNESCO 2005	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C01.212.104	DURCD	Coopération avec les réseaux professionnels (OPCA, Articul, etc.)	0	50 000	0	50 000	50 000	100%	49 538	100%	45 401	91%	0	0%
C01.212.105	DURCD	Promotion et mise en marché de la production théâtrale francophone à	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C01.212.106	DURCD	Partenariat avec l'Université Strasbourg d'Ascarie et l'Université Gaïtto à	30 000	27 000	-3 000	20 000	20 000	100%	20 000	100%	0	0%	0	0%
C01.212.107	DURCD	Suivi des pays partenaires (pactos linguistiques) et activités commun	25 000	25 000	0	25 000	24 650	99%	25 520	94%	17 356	69%	340	0%
C01.212.108	DURCD	Les capacités de débrouillardage et de mise en œuvre de politiques culturelles	630 000	525 000	-180 000	345 000	344 743	100%	353 890	97%	231 209	84%	257	0%
C01.212.109	DURCD	Des stratégies de développement des lieux d'industries culturelles se	630 000	525 000	-180 000	345 000	344 743	100%	353 890	97%	231 209	84%	257	0%
C01.212.110	DURCD	Assistance technique et financière aux Etats bénéficiaires (sur accord)	360 000	330 000	-180 000	150 000	150 000	100%	147 284	98%	124 94	83%	0	0%
C01.212.111	DURCD	Elaboration d'un nouveau projet de renforcement de la gouvernance du	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C01.212.112	DURCD	Scénarisation au renforcement de la gouvernance culturelle au niveau local et	100 000	40 000	0	40 000	39 743	99%	39 743	99%	0	0%	0	0%
C01.212.113	DURCD	Renforcement de la gouvernance culturelle au niveau local et	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C01.212.114	DURCD	Contribution à la mise en œuvre de politiques de lecture publique dans	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C01.212.115	DURCD	Session de formation des cadres de l'administration culturelle et des droits	75 000	60 000	0	60 000	60 000	100%	59 555	100%	56 529	98%	0	0%
C01.212.116	DURCD	Assistance technique et financière aux sociétés de gestion des droits	50 000	50 000	0	50 000	45 000	100%	43 845	87%	42 346	85%	0	0%
C01.212.117	DURCD	Élaboration et lancement d'une offre de coopération en vue de renforcer	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C01.212.118	DURCD	Le soutien à la création artistique et l'interprétation culturelle ainsi	1 750 000	2 341 000	445 813	2 666 915	2 657 106	99%	2 617 876	97%	2 674 460	92%	29 107	0%
C01.212.119	DURCD	La production culturelle des pays francophones du Sud et faciliter le	1 150 000	1 476 000	134 500	1 610 150	1 587 917	99%	1 572 258	98%	1 458 003	91%	22 253	0%
C01.212.120	DURCD	La production cinématographique et audiovisuelle ainsi que la création	781 300	1 210 300	104 000	1 224 000	1 223 120	100%	1 214 650	99%	1 188 907	93%	880	0%
C01.212.121	DURCD	Appui au développement et soutien à la production de documentaires et q	331 300	500 000	40 000	540 000	540 000	100%	538 910	100%	525 000	98%	0	0%
C01.212.122	DURCD	Organisation de commissions de sélection pour l'audiovisuel	20 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C01.212.123	DURCD	Aide à la production de films de cinéma et de téléfilms	280 000	560 000	14 000	514 000	513 120	100%	512 708	100%	453 355	91%	860	0%
C01.212.124	DURCD	Organisation de la commission de sélection cinéma	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C01.212.125	DURCD	(Fermé) Gestion des contrats artistiques	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C01.212.126	DURCD	En Sénégal financer structurel la création artistique dans le	130 000	120 000	0	120 000	117 000	100%	163 333	90%	142 240	84%	0	0%
C01.212.127	DURCD	La formation professionnelle est appuyée dans les métiers techniques *	568 700	365 000	30 150	298 150	284 797	94%	367 908	93%	22 096	83%	21 353	22%
C01.212.128	DURCD	Accompagnement des lieux tenu par le Francophonie	50 000	50 000	0	35 900	85 300	100%	85 290	100%	82 674	97%	80 081	10%
C01.212.129	DURCD	Édition Limitée : Formation de jeunes éditeurs de l'audiovisuel	90 000	65 000	-5 700	78 300	57 868	73%	66 552	71%	55 068	67%	21 332	0%
C01.212.130	DURCD	Lia opportunité de financement et de création de revenus pour les art	15 000	102 000	0	102 000	101 989	100%	59 164	97%	59 153	91%	12	0%
C01.212.131	DURCD	Appuis aux activités des organisations professionnelles de l'audiovisuel et du	100 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C01.212.132	DURCD	Renforcement des capacités des professionnels de la filière music	93 500	94 000	500	94 550	94 550	100%	93 919	99%	89 371	73%	0	0%
C01.212.133	DURCD	(Fermé) Actions de formation à deux bourses ESAV et 1 échelle découverte	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C01.212.134	DURCD	Marché du film de Cannes, fabrique des Champs du monde	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C01.212.135	DURCD	Aide au développement de projets de film... Autres, Bourges d'Acuitude	20 000	25 000	0	25 000	25 000	100%	25 000	100%	25 000	100%	0	0%
C01.212.136	DURCD	Édition limitée : Formation des auteurs et professionnels aux principes marchands	105 000	245 000	-150	244 850	248 105	97%	257 181	97%	243 225	92%	6 655	15%
C01.212.137	DURCD	La participation des organisations professionnelles de la filière m	30 000	45 000	-150	44 850	39 195	85%	39 014	85%	37 400	84%	0	0%
C01.212.138	DURCD	Éducation musicale : Accompagner les professionnels de la filière music	30 000	75 000	0	75 000	75 000	100%	74 342	100%	105 000	94%	0	0%
C01.212.139	DURCD	Coopération avec des institutions financières et entreprises culturelles	25 000	0	25 000	0	25 000	100%	24 026	99%	20 026	83%	0	0%
C01.212.140	DURCD	Un nombre croissant d'institutions culturelles bénéficient d'un soutien évaluatif	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C01.212.141	DURCD	Contrat de Confiance : Accompagner un nombre croissant d'institutio	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C01.212.142	DURCD	Des rencontres entre les entreprises culturelles et ceux des médias tr	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C01.212.143	DURCD	Rencontres en région du MASA, du Département et du Syndicat	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C01.212.144	DURCD	L'accès à des nouveaux financements et au crédit bancaire est facilité	40 000	30 000	-10 000	20 000	20 000	100%	20 000	100%	20 000	100%	0	0%
C01.212.145	DURCD	Cooperations avec des institutions financières en vue de faciliter l'accès	40 000	36 000	-10 000	20 000	20 000	100%	20 000	100%	20 000	100%	0	0%
C01.212.146	DURCD	Promotion et communication	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C01.212.147	DURCD	Des initiatives innovantes relatives à l'utilisation du numérique dans la	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C01.212.148	DURCD	Part du montant capital numérique financier sur le budget Off	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C01.212.149	DURCD	(Fermé) Part du capital numérique financier sur l'investissement UE	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C01.212.150	DURCD	L'édition numérique et les contenus et des archives et	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C01.212.151	DURCD	Assemblée générale du Réseau français numérique (RFN) à Paris à	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C01.212.152	DURCD	(Fermé) Accès à la société Socia. Son rôle de médiation et de conseil	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C01.212.153	DURCD	Les œuvres créatives et leurs auteurs sont élevées de manière	365 000	405 000	40 000	595 000	595 000	100%	595 317	100%	582 133	98%	532	0%

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2018

Loj

Code	UA	Projet	Ligne(s) en EUR	Credit initial	Credit remboursement	Somme des modifications	Credit modifiable	Credit réservé modifiable	Réserve / modifiable (%)	Credit en attente	Emprunt / modifiable (%)	Credit ordonnance	Crédit non réservé	Credit ordonnance / Modifiable (%)	
C01-224-1	DLFCD	122	Des rendez-vous favorisant la promotion des œuvres et des créations dans le domaine des arts de la scène et à l'écrit	365 000	405 000	191 000	598 000	595 466	100%	595 317	100%	552 139	595 317	52	
C01-224-101	DLFCD	122	Soutien à des manifestations littéraires dans le Prix des cinq continents	70 000	70 000	0	70 000	100%	100%	70 000	100%	0	0	0%	
C01-224-102	DLFCD	122	Organisation du Prix des cinq continents	90 000	85 000	170 000	255 000	254 723	100%	254 430	100%	96 562	96 562	0%	
C01-224-103	DLFCD	122	Soutien à des manifestations littéraires	100 000	100 000	0	100 000	99 921	100%	99 872	100%	96 860	97 79	0%	
C01-224-104	DLFCD	122	Soutien à des manifestations littéraires de cinéma	100 000	100 000	21 000	171 000	170 835	100%	170 625	100%	100 822	99 920	0%	
C01-225	DLFCD	122	La diffusion d'information sur la langue française et la diversité linguistique	70 000	65 000	138 813	215 513	215 526	100%	110 923	100%	100 673	115 279	0%	
C01-225-1	DLFCD	122	Des supports d'information sur l'actualité francophone (écrans)	70 000	85 000	136 813	215 613	215 526	100%	112 923	100%	100 673	89 287	0%	
C01-225-101	DLFCD	122	Compétition "Téléphone nouveau son" + livret Edition Limitee	30 000	30 000	0	30 000	30 000	100%	9 450	32%	0	0	0%	
C01-225-102	DLFCD	122	Valorisation des relations théâtre à la langue française et à la diversité	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0	0%	
C01-225-103	DLFCD	122	Affirmation du rôle théâtre francophone dans la société et la diversité	40 000	55 000	136 813	185 513	185 526	100%	185 473	100%	183 223	99 287	0%	
C01-23	DLFCD	122	Le théâtre aux enfants, à l'intermédiaire et aux loisirs est amélioré pour faire faire des spectacles et promouvoir à l'échelle	1 000 000	900 000	73 578	904 894	925%	903 676	905 005	88 585	68 634	0%		
C01-231	DLFCD	123	La créativité francophone est valorisée et promue à l'échelle	419 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0	0%	
C01-231-1	DLFCD	123	Les rencontres-débats qui favorisent la promotion, les rencontres-débats	369 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0	0%	
C01-231-101	DLFCD	123	Soutenir et accompagner des rendez-vous qui favorisent la promotion et l'animation historique avec 5 continents	40 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0	0%	
C01-231-102	DLFCD	123	Panorama historique avec 4 festivals francophones (JOC, Fespacio, Nu	120 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0	0%	
C01-231-103	DLFCD	123	Commission de sélection Société à l'organisation de manifestations théâtre	90 500	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0	0%	
C01-231-104	DLFCD	123	Qui faites des autres ? Pilotez et débattre et promouvoir le théâtre	0	50 000	0	0	0	0%	0	0%	0	0	0%	
C01-231-105	DLFCD	123	La production de supports de médiation culturelle est soutenue	20 000	20 000	0	0	0	0%	0	0%	0	0	0%	
C01-231-106	DLFCD	123	Organisation sur le Prix des 5 continents, actualités et réponses publiques	30 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0	0%	
C01-232	DLFCD	123	Liées aux autres, à l'information et aux loisirs et l'activité pour tous	1 055 240	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0	0%	
C01-232-1	DLFCD	123	Les CLAC et leur orientation vers l'innovation et le dialogue des cultures	280 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0	0%	
C01-232-101	DLFCD	123	Renforcer les réseaux de lecture publique existants	100 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0	0%	
C01-232-102	DLFCD	123	Offrir ou finaliser des nouveaux réseaux CLAC dans des lieux non encadrés	75 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0	0%	
C01-232-103	DLFCD	123	Offrir des Espaces du livre francophone dans les résultats de lecture	20 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0	0%	
C01-232-104	DLFCD	123	Contrôleur et développer l'offre de service des réseaux CLAC	380 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0	0%	
C01-232-105	DLFCD	123	Considérer et développer l'offre de service des réseaux CLAC (équipement)	220 240	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0	0%	
C01-232-106	DLFCD	123	La collaboration des uns et des autres : Ateliers de diagnostic et de conseil	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0	0%	
C01-233	DLFCD	123	La diffusion de l'information culturelle francophone en diversité et régional	125 160	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0	0%	
C01-233-101	DLFCD	123	Des supports d'information sur l'actualité culturelle francophone (image)	125 160	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0	0%	
C01-233-102	DLFCD	123	Compétition "Téléphone nouveau son" + livret Edition Limitee	30 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0	0%	
C01-233-103	DLFCD	123	Animation des Espaces du livre francophone hébergeant	20 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0	0%	
C01-233-104	DLFCD	123	Animaison du site internet CLAC et production d'une offre éducative	45 760	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0	0%	
C01-233-105	DLFCD	123	(Fermé) Publication d'une étude sur l'impact du programme Éducation Média	30 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0	0%	
C01-234	DLFCD	123	L'offre de lecture publique et d'animation culturelle est améliorée	370 000	5 140	374 808	373 720	100%	100%	34 596	242	91 596	91 596	0%	
C01-234-1	DLFCD	123	Un appui est fourni aux lieux de lecture et à toute une équipe logistique et	165 000	-20 000	165 000	164 065	100%	164 572	100%	164 568	85 35	0%		
C01-234-101	DLFCD	123	Formation des acteurs du réseau et l'appui	150 000	-20 000	150 000	129 955	100%	129 952	100%	129 972	94 35	0%		
C01-234-102	DLFCD	123	Appui à la mise en œuvre des politiques de lecture publiques dans les E	35 000	0	35 000	35 000	100%	34 596	100%	34 596	51 0	0%		
C01-234-103	DLFCD	123	De nouveaux réseaux CLAC sont créés ou finalisés dans des pays non	0	125 000	25 140	150 120	100%	149 285	100%	148 846	95 17	0%		
C01-234-104	DLFCD	123	Créer un nouveau réseau CLAC	0	35 000	25 140	60 140	100%	55 301	100%	55 305	93 1	0%		
C01-234-202	DLFCD	123	Finaliser un nouveau réseau CLAC	0	90 000	50 000	80 934	100%	100%	80 934	100%	90 35	16 0	0%	
C01-234-3	DLFCD	123	Une offre de lecture publique et d'animation culturelle est améliorée	0	60 000	0	60 000	100%	59 810	100%	59 477	100%	59 475	35 0	0%
C01-234-101	DLFCD	123	Créer des Espaces du livre francophone (ELF) dans les réseaux et	0	50 000	68 518	598 638	100%	529 006	89%	518 709	87%	518 709	110 11	0%
C01-234-102	DLFCD	123	Les volets culturel, artistique, numérique et développement des CLAC	0	50 000	68 518	598 638	100%	529 906	89%	529 956	87%	529 956	68 442	0%
C01-234-103	DLFCD	123	L'offre de service des réseaux CLAC est renforcée par des donations à	0	320 000	0	320 000	100%	319 997	100%	319 994	91 3	0%		
C01-234-104	DLFCD	123	Animation des réseaux CLAC, organisation d'activités culturelles et accès	0	210 000	68 518	210 000	100%	104 510	100%	104 510	75 0	0%		
C01-234-202	DLFCD	123	Accquisition d'équipements numériques et de biens culturels	0	599 000	-4 000	598 000	100%	105 000	100%	99 047	94 5	0%		
C01-234-301	DLFCD	123	Des conditions favorables au dialogue des cultures et de la promotion	0	25 000	0	25 000	24 897	100%	24 897	100%	24 897	89 3	0%	
C01-234-401	DLFCD	123	Le dialogue politique autour des diversités culturelles et religieuses, air	0	45 000	0	45 000	100%	45 000	100%	45 000	40 055	0%		
C01-234-501	DLFCD	123	Des rendez-vous favorisant la promotion de la culture et les langues dont il	0	340 000	1 000	341 000	100%	336 310	100%	333 440	32 500	0%		
C01-234-601	DLFCD	123	La rencontre des identités plurielles et la polyphonie des langues sont à	0	270 000	-3 000	266 000	100%	266 437	100%	265 845	97 991	0%		
C01-234-701	DLFCD	123	Le dialogue interculturel au niveau des acteurs du terrains est accroché et	0	109 000	-4 000	105 000	100%	104 510	100%	104 510	97 0	0%		
C01-234-801	DLFCD	123	Des innovations pour la déconstruction des préjugés	0	170 000	0	170 000	100%	169 553	100%	169 553	81 5	0%		
C01-234-901	DLFCD	123	Organisation à delà du marché des arts du spectacle et du plurilinguisme	0	50 000	49 702	98%	49 702	98%	49 572	74 400	0%			
C01-234-101	DLFCD	123	La richesse des identités plurielles et la polyphonie des langues sont à	0	70 000	4 000	74 000	100%	41 631	95%	41 631	3 699	0%		
C01-234-102	DLFCD	123	Des événements célébrant la diversité culturelle et l'identité sont organisés	0	40 000	0	46 600	100%	46 550	100%	46 550	4 690	0%		
C01-234-103	DLFCD	123	Appui et mise en place d'actions de promotion de la traduction littéraire	0	30 000	-2 000	27 400	100%	27 400	22 481	82 700	20 024	0%		
C01-234-104	DLFCD	123	Soutien et organisation de festivités, expositions, rencontres, traités de	0	125 000	-3 245	21 755	100%	21 001	97%	122 599	111 246	0%		
C01-234-105	DLFCD	123	Préparation du patrimoine immatériel (réseau et diffusion) et l	0	55 000	0	55 000	100%	54 949	100%	53 850	51 5	0%		
C01-234-106	DLFCD	123	Des ressources pour la promotion du plurilinguisme et la diversité	0	30 000	0	30 000	100%	44 600	100%	45 622	91 5	0%		
C01-234-107	DLFCD	123	Production et diffusion de supports innovants pour la formation en lang	0	25 000	0	25 000	100%	24 949	100%	24 749	27 102	0%		
C01-234-108	DLFCD	123	Appuis aux initiatives en faveur du français professionnel, technique et	0	70 000	0	70 000	100%	68 000	100%	67 916	51 0	0%		
C01-234-109	DLFCD	123	Des recueils sur les pratiques culturelles propres à la convivialité et la convivialité	0	40 000	0	40 000	100%	35 815	97 95	35 815	95 5	0%		
C01-234-110	DLFCD	123	Élaboration d'études et d'analyse sur les pratiques culturelles	0	0	0	0	0	0%	0	0	0	0	0%	

LH

C31-1244-202	DAPG	124	Aide aux mémoires scientifiques sur le distingué des cultures.	0	30 000	0	30 000	100%	30 000	100%	30 000	100%	0	0%
C32			PAIX, DÉMOCRATIE ET DROITS DE L'HOMME	6 515 000	6 540 000	7 702 650	7 212 773	94%	6 800 657	80%	6 127 035	80%	465 877	3%
C32.1	DAPG	211	La gouvernance démocratique, le respect des droits de l'homme et c Les capacités des acteurs de la démonstration et le respect des droits	3 370 000	3 650 000	31 116	3 681 116	94%	3 443 653	94%	3 151 905	89%	98 146	1%
C32.1.1	DAPG	211	Les capacités des acteurs de la démonstration et le respect des droits	1 760 000	2 010 000	100 496	2 050 724	97%	3 582 970	97%	1 856 620	90%	59 773	0%
C32.1.1.1	DAPG	211	Les capacités des acteurs de la démonstration et le respect des droits	900 000	1 052 000	67 996	1 119 996	100 495	1 064 213	95%	1 005 673	97%	15 560	0%
C32.1.1.1.1	DAPG	211	Les capacités des acteurs de la démonstration et le respect des droits	60 000	66 000	26 403	122 403	91%	105 335	88%	96 057	80%	10 944	0%
C32.1.1.1.1.1	DAPG	211	Appui aux réformes constitutionnelles et administratives	60 000	96 000	26 403	122 403	91%	111 459	26%	96 057	80%	10 944	0%
C32.1.1.1.1.2	DAPG	211	(Femmes) Appui à l'association des Courts constitutionnelles ayant en place	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C32.1.1.1.2	DAPG	211	Les parts politiques sont renforcées	40 000	45 000	0	45 000	100%	44 920	100%	32 910	73%	32 705	0%
C32.1.1.1.2.1	DAPG	211	Soutien aux mémoires de dialogue des partis politiques et de la société	40 000	45 000	0	45 000	100%	44 920	100%	32 910	73%	32 705	0%
C32.1.1.1.2.2	DAPG	211	(Femmes) Participation aux échanges avec les partenaires sur la révolution	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C32.1.1.1.3	DAPG	211	Les capacités des partenaires sont modernisées et les travaux parlent	670 000	731 000	533 094	754 094	100%	1 005 673	100%	631 057	91%	0	0%
C32.1.1.1.3.1	DAPG	211	Programme NCRA - AIF	250 000	260 000	149 000	145 000	100%	145 000	100%	145 000	100%	0	0%
C32.1.1.1.3.2	DAPG	211	Programme Salimatisse et stage - AIF	200 000	146 000	0	146 000	100%	146 000	100%	146 000	100%	0	0%
C32.1.1.1.3.3	DAPG	211	(Femmes) Projet pour le développement怕lementaire francophone en m	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C32.1.1.1.3.4	DAPG	211	Photourisme Jeunesse - AIF	100 000	146 000	0	146 000	100%	146 000	100%	146 000	100%	0	0%
C32.1.1.1.3.5	DAPG	211	Plateau des fermes怕lementaires - AIF	70 000	146 000	35 094	178 094	100%	179 094	100%	164 320	92%	0	0%
C32.1.1.1.3.6	DAPG	211	Missions de Bon offices - AIF	50 000	147 000	0	147 000	100%	147 000	100%	59 736	64%	0	0%
C32.1.1.1.4	DAPG	211	L'expérimentation de réseaux institutionnels est mobilisée, les agents des in	130 000	180 000	8 499	188 499	98%	183 963	98%	177 703	94%	4 535	0%
C32.1.1.1.4.1	DAPG	211	Soutien aux réseaux institutionnels de la Francophonie (ACNE) - UCSEff	50 000	50 000	-1 500	48 500	100%	48 500	100%	48 268	99%	0	0%
C32.1.1.1.4.2	DAPG	211	(Femmes) Accompagnement des institutions membres de l'AONF	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C32.1.1.1.4.3	DAPG	211	(Femmes) Participation à l'Assemblée générale des Comités économiques	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C32.1.1.1.4.4	DAPG	211	(Femmes) Soutien aux formations des conseils économiques et	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C32.1.1.1.4.5	DAPG	211	(Femmes) Activité sur l'entrepreneuriat en lien avec le guide pratique pour la cont	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C32.1.1.1.4.6	DAPG	211	Mobilisation inter-instituts institutionnels (dont l'Institut des réseaux in	80 000	130 000	9 999	129 999	97%	125 500	95%	128 540	93%	4 535	16%
C32.1.1.1.4.7	DAPG	211	L'implication des institutions nationales et de la société civile en levant	680 000	656 000	32 590	650 500	96%	564 732	94%	656 927	95%	44 213	0%
C32.1.1.1.4.8	DAPG	211	Une assistance technique est mobilisée pour accompagner les Etats de	160 000	210 000	42 500	252 500	97%	212 081	84%	266 603	82%	40 420	0%
C32.1.1.1.4.9	DAPG	211	(Femmes) Accompagnement au processus de préparation à l'élection	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C32.1.1.1.4.10	DAPG	211	(Femmes) Sensibilisation des Partenaires francophones à l'EPU et renforc	160 000	210 000	42 500	252 500	97%	212 091	84%	266 603	82%	175 373	68%
C32.1.1.1.4.11	DAPG	211	Accompagnement au processus de présentation à l'EPU Etat, patient,	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C32.1.1.1.4.12	DAPG	211	Les partenaires actifs (avec le HCP) et la Commission africaine de	150 000	168 000	0	168 000	100%	168 000	100%	164 870	99%	161 321	97%
C32.1.1.1.4.13	DAPG	211	Maie en œuvre de la feuille de route avec le HCP (dont des projets ré	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C32.1.1.1.4.14	DAPG	211	(Femmes) Soutien au Forum de la démocratie de l'Europe à Six	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C32.1.1.1.4.15	DAPG	211	(Femmes) Accès en place d'une école citoyenne francophone en Afrique et	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C32.1.1.1.4.16	DAPG	211	(Femmes)Appui aux écoles publiques de la Tunisie, du Maroc et du Camer	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C32.1.1.1.4.17	DAPG	211	Appui au partenariat avec la Commission africaine des droits de l'Homme	150 000	166 000	0	166 000	100%	166 000	100%	164 870	99%	161 323	68%
C32.1.1.1.4.18	DAPG	211	Renforcement du partenariat avec le Conseil de l'Europe soutien au F	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C32.1.1.1.4.19	DAPG	211	Un appui à la société civile et aux élémentaires des droits de l'Homme et	190 000	191 000	-10 000	181 000	100%	180 544	100%	180 543	100%	95	0%
C32.1.1.1.4.20	DAPG	211	Soutien aux mémoires de protection des défenseurs des droits de l'	50 000	50 000	-10 000	40 000	100%	29 850	100%	30 650	100%	30 511	15%
C32.1.1.1.4.21	DAPG	211	(Femmes) Appui à la société civile orientée à la promotion et la protection	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C32.1.1.1.4.22	DAPG	211	Fonds francophone d'initiations pour la démonstration, les droits de l'Homme	140 000	141 000	0	141 000	100%	140 694	100%	140 093	100%	137 271	97%
C32.1.1.1.4.23	DAPG	211	(Femmes) Renforcement des droits de l'Homme et l'orient international	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C32.1.1.1.4.24	DAPG	211	Les institutions nationales y contribuent très particulièrement de la prévention de	80 000	61 000	0	61 000	0	60 521	99%	60 211	99%	47 032	82%
C32.1.1.1.4.25	DAPG	211	Renforcement des capacités des institutions nationales des droits de l'Homme et assurer	60 000	60 000	0	61 000	0	60 521	99%	60 211	99%	47 032	82%
C32.1.1.1.4.26	DAPG	211	La diffusion d'outils d'éducation aux droits de l'Homme et assurer	60 000	60 000	0	60 000	0	57 142	95%	57 020	95%	57 018	95%
C32.1.1.1.4.27	DAPG	211	Sensibilisation à l'éducation aux droits de l'Homme - appui aux formatio	60 000	60 000	0	60 000	0	57 142	95%	57 020	95%	57 018	95%
C32.1.1.1.4.28	DAPG	211	(Femmes) Promotion de la formation aux droits de l'Homme	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C32.1.1.1.4.29	DAPG	211	Un pilotage en faveur de la ratification et de la mise en œuvre des prir	240 000	270 000	0	270 000	100%	265 487	99%	265 487	99%	265 487	88%
C32.1.1.1.4.30	DAPG	211	Achats en faveur de la promotion et de la protection des droits de l'Ho	240 000	270 000	0	270 000	100%	265 487	99%	265 487	99%	265 487	88%
C32.1.1.1.4.31	DAPG	211	(Femmes) Lutte contre la pauvre et les partenaires	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C32.1.1.1.4.32	DAPG	211	(Femmes) Réunion de concertation des institutions nationales du droit en	150 000	250 000	-55 000	194 000	100%	191 000	98%	147 807	76%	132 243	68%
C32.1.1.1.4.33	DAPG	211	(Femmes) Accès à la conférence plénière sur l'abolition et à la Journ	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C32.1.1.1.4.34	DAPG	211	(Femmes) Soutien à la réunion des Cœurs d'ose de Madagascar	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C32.1.1.1.4.35	DAPG	211	Soutien à la collecte de la jurisprudence des droits civils et politiques et des	60 000	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C32.1.1.1.4.36	DAPG	211	Les droits malgaches sont modernisés et les textes harmonisés	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C32.1.1.1.4.37	DAPG	211	Les textes et normes de droit sont disponibles	450 000	500 000	0	400 000	100%	390 403	98%	293 583	73%	243 98	62%
C32.1.1.1.4.38	DAPG	211	Les textes et normes de droit sont disponibles	190 000	270 000	0	205 400	100%	194 000	97%	147 807	76%	132 243	68%
C32.1.1.1.4.39	DAPG	211	Les textes et normes de droit sont disponibles	150 000	250 000	0	194 000	100%	191 000	98%	147 807	76%	132 243	68%
C32.1.1.1.4.40	DAPG	211	Soutien aux actions de modernisation et aux structures nationales de diffusion du droit	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C32.1.1.1.4.41	DAPG	211	(Femmes) Accès à la conférence plénière sur l'abolition et à la Journ	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C32.1.1.1.4.42	DAPG	211	(Femmes) Accès à la conférence plénière sur l'abolition et à la Journ	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C32.1.1.1.4.43	DAPG	211	(Femmes) Accès à la conférence plénière sur l'abolition et à la Journ	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C32.1.1.1.4.44	DAPG	211	Les praticiens du droit sont formés et l'expertise francophone es	640 000	650 000	0	642 000	100%	632 573	99%	522 770	92%	522 770	92%
C32.1.1.1.4.45	DAPG	211	Formations des personnels judiciaires et des autres praticiens du droit	350 000	350 000	0	48 064	0	398 047	100%	395 047	97%	395 047	97%
C32.1.1.1.4.46	DAPG	211	(Femmes) Actions en faveur des activités du Centre d'informatio	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C32.1.1.1.4.47	DAPG	211	Soutien aux actions de formation des résidus et pratiquants francophones en matière de	260 000	260 000	-16 064	243 936	100%	241 480	95%	227 537	93%	9 400	0%

Code	UA	Projet	Libellé en EUR	Credit initial	Credit modifiable	Somme des modifications	Credit modifiable	Credit réservé modifiable (%)	Réserve / modifiable (%)	Emprunt / Nocible (%)	Credit à ordonnance	Detention / Modifiable (%)	Credit non réservé	Credit non réservé / Modifiable (%)	
D02.122.261	DAPG	212	(Femme) Organisation à Madagascar d'un colloque sur le criminalité litchi	0	0	0	0	0%	0%	0	0	0%	0	0%	
D02.122.262	DAPG	212	(Femme) Mission de contact CIF, AlPIP, UA	0	0	0	0	0%	0%	0	0	0%	0	0%	
D02.122.263	DAPG	212	(Femme) Soutien à la tenue des congrès annuels de l'AlPIP (Zürich)	100.000	-11.000	89.000	89.000	100%	87.969	99%	87.220	88%	0	0%	
D02.122.264	DAPG	212	Actions diversifiées des cultures juridiques	100.000	0	0	0	0%	0%	0	0	0%	0	0%	
D02.122.265	DAPG	212	Promotion et appui aux processus de transition, justice, vérité et récon-	100.000	0	0	0	0%	0%	0	0	0%	0	0%	
D02.122.266	DAPG	212	Actions lutte contre l'impunité, la déontologie et la radicalisation violente	90.000	-5.654	145.588	94%	143.511	93%	140.605	91%	9.400	0%	0%	
D02.131	DAPG	212	Le cadre juridique relatif aux médias et la liberté de la presse sont renforcés	480.000	-51.390	528.620	528.620	98%	502.721	95%	451.300	85%	19.349	0%	
D02.131.1	DAPG	212	(Femme) Les législateurs sont sensibilisés aux normes internationales & régionales	120.000	-15.000	105.000	104.974	100%	102.151	97%	91.618	87%	26	0%	
D02.131.101	DAPG	213	(Femme) Atelier pour l'application de la loi sur les radios juridiques reg-	0	0	0	0	0%	0%	0	0	0%	0	0%	
D02.131.2	DAPG	213	Les pays disposent de textes réglementaires garantissant la liberté de la presse et la sécurité des journalistes	40.000	-40.000	0	0	100%	38.188	95%	20.405	74%	0	0%	
D02.131.201	DAPG	213	Soutien à la modernisation des contextes juridiques nationaux en matière de sécurité et la liberté des professionnels des médias sont assurées	40.000	-40.000	0	0	100%	40.000	95%	25.405	74%	0	0%	
D02.131.3	DAPG	213	La sécurité et la liberté des professionnels des médias sont assurées	80.000	-15.000	65.000	64.974	100%	63.903	98%	62.115	95%	26	0%	
D02.131.301	DAPG	213	Pré du journalisme équitable en collaboration avec Reporters Sans Fr-	30.000	0	-1.341	28.659	100%	28.659	100%	28.658	100%	0	0%	
D02.131.302	DAPG	213	(Femme) Atelier de formations des zones de conflits	0	0	0	0	0%	0%	0	0	0%	0	0%	
D02.131.303	DAPG	213	Renforcement des formations des acteurs institutionnels pour la sécurité et l'indépendance et l'autonomie des organismes de régulation et d'auto-régulation	50.000	50.000	-13.659	35.341	98%	36.315	100%	25.304	97%	33.555	92%	
D02.132	DAPG	213	Les instances de régulation transfrontalières répondent aux standards int-	130.000	200.000	-39.000	170.000	100%	163.683	98%	160.825	95%	148.887	86%	
D02.132.1	DAPG	213	Les instances de régulation transfrontalières garantissent la liberté de la presse et la sécurité des instances de régulation des médias	80.000	145.000	-30.000	115.000	100%	110.393	96%	109.607	95%	104.309	91%	
D02.132.101	DAPG	213	Renforcement des capacités des instances de régulation des médias	40.000	45.000	-30.000	115.000	100%	110.383	96%	119.607	95%	104.309	91%	
D02.132.102	DAPG	213	Soutien au Règlement francophone des médias	40.000	0	0	0	0%	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D02.132.2	DAPG	213	(Femme) Les organes de régulation sont renforcés et mis en réseau à tr-	0	0	0	0	0%	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D02.132.201	DAPG	213	(Femme) Ateliers généraux du RéfRAM (Avril 2015, Abidjan)	0	0	0	0	0%	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D02.132.3	DAPG	213	La protection des données personnelles est en résulte dans particulier dans l'industrie et l'autonomie de la transition du numérique vers l'analogique dan-	30.000	30.000	0	30.000	100%	30.000	100%	30.000	100%	22.026	75%	
D02.132.301	DAPG	213	(Femme) Atelier bilan de la transition du numérique vers l'analogique dan-	0	0	0	0	0%	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D02.132.302	DAPG	213	Soutien à l'Anancement francophone des autorités de protection des do-	30.000	30.000	0	30.000	100%	30.000	100%	30.000	100%	22.026	75%	
D02.132.4	DAPG	213	Les organismes d'autorégulation renforcent leurs capacités internes pour l'	20.000	25.000	0	25.000	100%	22.500	94%	21.217	85%	1.500	1.500	
D02.132.401	DAPG	213	(Femme) Aide au COREP, organe d'autorégulation des médias	0	0	0	0	0%	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D02.132.402	DAPG	213	Renforcement des capacités des organes d'autorégulation des médias	20.000	25.000	0	25.000	100%	23.500	94%	21.217	85%	20.655	91%	
D02.132.403	DAPG	213	Les médias francophones sont renforcés et renforcés	240.000	280.000	-49.380	258.620	95%	260.434	95%	212.754	84%	13.186	0%	
D02.132.404	DAPG	213	Les professionnels des médias ainsi que les entreprises multinationales à l'intérieur et à l'extérieur de la France sont renforcés et renforcés	110.000	155.000	0	155.000	100%	141.814	91%	141.126	91%	127.064	82%	
D02.132.405	DAPG	213	Aide aux associations professionnelles de journalistes dans les domaines de la presse et de l'audiovisuel	60.000	105.000	0	105.000	100%	104.500	100%	104.211	99%	101.584	91%	
D02.132.406	DAPG	213	Soutien aux journalistes francophones actifs dans les pays où le français est la langue maternelle et l'autonomie de l'audiovisuel francophone	50.000	50.000	0	50.000	100%	36.914	74%	36.514	74%	25.821	52%	
D02.132.407	DAPG	213	Les médias assurent une couverture médiatique solidaire des processus électoraux	0	0	0	0	0%	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D02.132.408	DAPG	213	(Femme) Formation à la couverture électorale pour les journalistes de Côte d'Ivoire	20.000	40.000	-43.890	33.820	100%	33.620	100%	33.620	100%	0	0%	
D02.132.409	DAPG	213	Renforcement des capacités des étudiants en période électorale	0	0	0	0	0%	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D02.133	DAPG	213	Des entreprises médiatiques et des agences de presse sont équipées	60.000	65.000	0	65.000	100%	65.000	100%	65.000	100%	65.000	100%	
D02.133.1	DAPG	213	Fondation à la croissance et au francophonie	60.000	55.000	0	65.000	100%	65.000	100%	65.000	100%	65.000	100%	
D02.133.101	DAPG	213	Aide aux associations professionnelles de journalistes dans les domaines de la presse et de l'audiovisuel	60.000	105.000	0	105.000	100%	104.500	100%	104.211	99%	101.584	91%	
D02.133.102	DAPG	213	Soutien aux journalistes francophones actifs dans les pays où le français est la langue maternelle et l'autonomie de l'audiovisuel francophone	50.000	50.000	0	50.000	100%	36.914	74%	36.514	74%	25.821	52%	
D02.133.2	DAPG	213	Caractéristiques libres ensemble à travers les radios communautaires d'Afrique	30.000	0	0	0	0%	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D02.133.201	DAPG	213	L'indépendance et la responsabilité des médias dans la couverture médiatique internationale et la couverture médiatique du territoire	20.000	40.000	-43.890	33.820	100%	33.620	100%	33.620	100%	20.390	61%	
D02.133.3	DAPG	213	La Francophonie contribue à l'établissement d'un environnement sta-	240.000	280.000	-49.380	258.620	95%	260.434	95%	212.754	84%	13.186	0%	
D02.133.301	DAPG	213	Participation et la gestion des crises et des conflits ainsi que la lut-	1.031.334	2.960.000	-1.928.666	3.629.804	90%	3.621.534	87%	2.975.042	74%	301.730	24%	
D02.133.4	DAPG	213	Les acteurs des crises sont renforcés et les conditions de dialogue a-	710.000	900.000	-28.000	665.000	90%	598.865	90%	581.511	87%	65.015	0%	
D02.133.401	DAPG	213	Caractéristiques libres ensemble à travers les radios communautaires d'Afrique	180.000	180.000	0	177.000	100%	154.000	76%	110.517	73%	118.353	67%	
D02.133.402	DAPG	213	Une médiation / facilitation politique est menée en contribution à la pré-	90.000	160.000	0	177.000	100%	134.000	76%	129.517	73%	45.000	52%	
D02.133.5	DAPG	213	Déploiement d'un appui technique auprès des médias dans la couverture médiatique internationale et la couverture médiatique du territoire	20.000	40.000	-43.890	33.820	100%	33.620	100%	33.620	100%	10.000	10%	
D02.133.501	DAPG	213	Les acteurs des crises sont renforcés et les conditions de dialogue a-	160.000	0	0	0	0%	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D02.2	DAPG	221	Les expertises et les technologies et les techniques sont renforcées et ren-	160.000	0	0	0	0%	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D02.21	DAPG	221	Participation et la gestion des crises et des conflits ainsi que la lut-	60.000	0	0	0	0%	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D02.21.1	DAPG	221	Caractéristiques libres ensemble à travers les radios communautaires d'Afrique	100.000	0	0	0	0%	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D02.21.2	DAPG	221	Une médiation / facilitation politique est menée en contribution à la pré-	100.000	80.000	-27.000	63.000	45.567	88%	40.889	77%	38.271	72%	7.443	0%
D02.21.201	DAPG	221	Déploiement d'un appui technique auprès des médias dans la couverte-	100.000	80.000	-27.000	63.000	45.567	88%	40.889	77%	38.271	72%	7.443	0%
D02.21.3	DAPG	221	Méthode de collecte et de transmission des informations avec les partenaires et les bénéficiaires de recherche et d'étude li-	90.000	65.000	-27.000	53.000	45.567	88%	40.889	77%	38.271	72%	7.443	0%
D02.21.301	DAPG	221	Organisation d'ateliers et de séminaires thématiques, missions, o	50.000	0	0	0	0%	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D02.21.2	DAPG	221	Partenariat avec les organisations internationales et régionales	165.000	0	0	0	0%	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D02.21.201	DAPG	221	Partenariat avec les organisations internationales et régionales	165.000	0	0	0	0%	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D02.21.4	DAPG	221	L'expertise et les connaissances internationales et régionales	275.000	1.000	0	216.000	267.829	91%	266.716	97%	258.762	94%	8.172	0%
D02.21.4.1	DAPG	221	Développement, diffusion et valorisation des instruments et activités fr-	40.000	0	0	0	0%	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D02.21.4.2	DAPG	221	Les initiatives favorisent la coopération régionale en matière de lutte co-	30.000	30.000	0	30.000	21.886	73%	21.886	73%	11.861	62%	8.104	22%
D02.21.4.101	DAPG	221	Soutien à la formation de réseaux régionaux sur le climat et l'environnement	0	0	0	0	0%	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D02.21.4.201	DAPG	221	La symétrie avec les autres organisations internationales et régionales	30.000	30.000	0	30.000	21.886	73%	21.886	73%	11.861	62%	8.104	22%
D02.21.4.202	DAPG	221	Concurrence et partenariats avec les partenaires internationaux et régio-	200.000	175.000	-18.000	159.000	152.600	96%	144.407	91%	137.542	88%	6.400	0%
D02.21.5	DAPG	221	Le renforcement des capacités des institutions et acteurs francophone	160.000	75.000	200	75.200	100%	72.834	97%	72.700	97%	0	0%	
D02.21.5.1	DAPG	221	Des activités de formation et de sensibilisation à l'intention des acteurs	0	0	0	0	0%	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D02.21.5.101	DAPG	221	(Femme) Organisation d'actions conformes en matière de prévention et	0	0	0	0	0%	0%	0	0%	0	0%	0	0%





Code	UA	Projet	Liquidité en EUR	Credit initial	Credit en cours de modification	Somme des modifications	Credit modifié	Référence / modifiée (%)	Credit en cours de modification	Entraînées / Modifiée (%)	Credit non réservé	Ordonnance / Modifiée (%)
D02.234.201	DAPG	223	Ajout à la triangulation des dispositifs des accords politiques dans l'éducation, formation et recherche	5 175 000	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
D03.1	IREF		Tous les enfants (filles et garçons) et les jeunes (femmes et hommes)	3 100 000	4 454 733	10 054 733	8 700 733	87%	8 622 622	87%	7 885 441	78%
D03.1.1	IREF		Les personnes sont actives et mises en œuvre des innovations et réformes	240 000	0	544 000	544 000	541 067	539 430	99%	5 567 547	90%
D03.1.1.1	IREF		Les politiques éducatives sont nécessaires pour améliorer le fonctionnement	95 000	10 000	3 340 000	3 362 990	110 000	107 000	98%	6 035 491	60%
D03.1.1.1.1	IREF	3.1.1	Des dispositifs participatifs du secteur éducatif sont déployés dans quinze régions	0	0	0	0	0	0	0%	65 541	61%
D03.1.1.1.2	IREF	3.1.1	Après le lancement d'un appel à manifestation d'intérêt en direction des collectivités territoriales pour la réforme des établissements d'enseignement	0	0	0	0	0	0	0%	0	0%
D03.1.1.1.3	IREF	3.1.1	(Femmes) Abouvoir l'organisation d'associations nationales pour la réforme des établissements d'enseignement et d'abandon scolaire, soit l'AEP	60 000	70 000	70 000	69 600	100%	69 800	100%	54 638	78%
D03.1.1.1.4	IREF	3.1.1	Des études sur les facteurs d'achèvement et d'abandon scolaire	60 000	70 000	70 000	69 600	100%	69 800	100%	200	0%
D03.1.1.1.5	IREF	3.1.1	Analysier les résultats des évaluations nationales et internationales	60 000	70 000	70 000	69 600	100%	69 800	100%	105 630	78%
D03.1.1.1.6	IREF	3.1.1	(Femmes) Des stratégies novatrices et réalisables pour un financement durable	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
D03.1.1.1.7	IREF	3.1.1	(Femmes) Organiser des concentrations entre les décodeurs. Ses partenaires	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
D03.1.1.1.8	IREF	3.1.1	(Femmes) Les partenaires et les bénévoles sont sensibilisés aux enjeux	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
D03.1.1.1.9	IREF	3.1.1	(Femmes) En lien avec l'AEP, sensibiliser les partenaires et autres décideurs	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
D03.1.1.1.10	IREF	3.1.1	Une stratégie plus efficace de remédiation en direction des élèves en difficultés	20 000	40 000	40 000	38 130	95%	38 096	95%	30 703	87%
D03.1.1.1.11	IREF	3.1.1	Autour du travail sur la mise en place d'un plan d'action de remédiation	20 000	40 000	40 000	38 130	95%	38 096	95%	34 703	87%
D03.1.1.1.12	IREF	3.1.1	Des réformes curriculaires et des nouveaux contenus d'apprentissage et de nouvelles compétences sont élaborées et intégrées dans les nouveaux programmes	80 000	70 000	70 000	69 900	100%	69 209	99%	65 610	94%
D03.1.1.1.13	IREF	3.1.1	De nouvelles curriculum sont élaborés et intégrés dans les nouveaux programmes	80 000	70 000	70 000	69 900	100%	69 209	99%	65 610	94%
D03.1.1.1.14	IREF	3.1.1	Analyse des curriculums existants, définition de la compétence à valider	80 000	70 000	70 000	69 600	100%	69 236	99%	65 610	94%
D03.1.1.1.15	IREF	3.1.1	(Femmes) Des expériences d'approche par les compétences (APC) sont faites	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
D03.1.1.1.16	IREF	3.1.1	(Femmes) Analyser et mutualiser les expériences APC en cours par niveau	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
D03.1.1.1.17	IREF	3.1.1	(Femmes) Dispositif participatif d'accompagnement et d'animation pédagogique	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
D03.1.1.1.18	IREF	3.1.1	(Femmes) Renforcer les compétences des inspecteurs et des conseillers	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
D03.1.1.1.19	IREF	3.1.1	(Femmes) Renforcer les compétences des inspecteurs et des conseillers	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
D03.1.1.1.20	IREF	3.1.1	Des normes de qualité et d'équité sont établies et mises en œuvre sous forme de recommandations	40 000	130 000	130 000	129 286	99%	129 176	99%	122 039	94%
D03.1.1.1.21	IREF	3.1.1	(Femmes) Des études diagnosticiques sur l'état des dispositifs de régulation	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
D03.1.1.1.22	IREF	3.1.1	(Femmes) A partir d'un appel à manifestation d'intérêt pour l'AEP	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
D03.1.1.1.23	IREF	3.1.1	Mise en place d'une plate-forme permanente des acteurs éducatifs des îles	0	130 000	130 000	129 286	1	129 176	99%	122 039	94%
D03.1.1.1.24	IREF	3.1.1	(Femmes) Une plate-forme permanente de coordination réunissant tous les actes	20 000	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
D03.1.1.1.25	IREF	3.1.1	(Femmes) Aspirer au mieux au niveau du plateau permanent entre deux îles	20 000	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
D03.1.1.1.26	IREF	3.1.1	Les activités de décentralisation et des plateformes sont transversales pour les îles	20 000	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
D03.1.1.1.27	IREF	3.1.1	Plaidoyer auprès des acteurs publics et privés sur l'importance du rôle	20 000	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
D03.1.1.1.28	IREF	3.1.1	Un dispositif de suivi des normes de qualité et d'équité dans les îles	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
D03.1.1.1.29	IREF	3.1.1	(Femmes) A partir de la Conférence des principaux indicateurs de la qualité et de la performance	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
D03.1.1.1.30	IREF	3.1.1	Validiser avec la Conférence des principaux indicateurs de la qualité et de la performance	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
D03.1.1.1.31	IREF	3.1.1	Un plaidoyer et des stratégies favorisant l'ouverture îles-îles grâce à des îles	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
D03.1.1.1.32	IREF	3.1.1	Un plaidoyer et des stratégies favorisant l'ouverture îles-îles grâce à des îles	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
D03.1.1.1.33	IREF	3.1.1	(Femmes) Aspirer au mieux au niveau du plateau permanent entre deux îles	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
D03.1.1.1.34	IREF	3.1.1	(Femmes) Renforcer les compétences discréminatoires à l'égard des îles, mutualiser les connaissances et les expériences	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
D03.1.1.1.35	IREF	3.1.1	(Femmes) Renforcer les compétences discréminatoires à l'égard des îles, mutualiser les connaissances et les expériences	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
D03.1.1.1.36	IREF	3.1.1	(Femmes) Plaidoyer sur les deux artéfacts et apporter une contribution de la thématique	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
D03.1.1.1.37	IREF	3.1.1	Les pays ci-dessous ont également une utilisation des langues nationales dans leur école	20 000	30 000	30 000	30 000	100%	30 000	100%	26 256	81%
D03.1.1.1.38	IREF	3.1.1	Un plaidoyer et une demande : de bonnes pratiques sont mutualisées, une meilleure intégration des langues nationales dans leur école	20 000	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
D03.1.1.1.39	IREF	3.1.1	Renforcer les acteurs aux niveaux de l'interdiction des langues nationales	20 000	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
D03.1.1.1.40	IREF	3.1.1	Renforcer les acteurs aux niveaux de l'interdiction des langues nationales	20 000	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
D03.1.1.1.41	IREF	3.1.1	Renforcer les acteurs aux niveaux de l'interdiction des langues nationales	20 000	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
D03.1.1.1.42	IREF	3.1.1	Renforcer les acteurs aux niveaux de l'interdiction des langues nationales	20 000	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
D03.1.1.1.43	IREF	3.1.1	Renforcer les acteurs aux niveaux de l'interdiction des langues nationales	20 000	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
D03.1.1.1.44	IREF	3.1.1	Renforcer les acteurs aux niveaux de l'interdiction des langues nationales	20 000	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
D03.1.1.1.45	IREF	3.1.1	Renforcer les acteurs aux niveaux de l'interdiction des langues nationales	20 000	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
D03.1.1.1.46	IREF	3.1.1	Renforcer les acteurs aux niveaux de l'interdiction des langues nationales	20 000	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
D03.1.1.1.47	IREF	3.1.1	Renforcer les acteurs aux niveaux de l'interdiction des langues nationales	20 000	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
D03.1.1.1.48	IREF	3.1.1	Renforcer les acteurs aux niveaux de l'interdiction des langues nationales	20 000	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
D03.1.1.1.49	IREF	3.1.1	Renforcer les acteurs aux niveaux de l'interdiction des langues nationales	20 000	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
D03.1.1.1.50	IREF	3.1.1	Renforcer les acteurs aux niveaux de l'interdiction des langues nationales	20 000	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
D03.1.1.1.51	IREF	3.1.1	Renforcer les acteurs aux niveaux de l'interdiction des langues nationales	20 000	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
D03.1.1.1.52	IREF	3.1.1	Renforcer les acteurs aux niveaux de l'interdiction des langues nationales	20 000	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
D03.1.1.1.53	IREF	3.1.1	Renforcer les acteurs aux niveaux de l'interdiction des langues nationales	20 000	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
D03.1.1.1.54	IREF	3.1.1	Renforcer les acteurs aux niveaux de l'interdiction des langues nationales	20 000	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
D03.1.1.1.55	IREF	3.1.1	Renforcer les acteurs aux niveaux de l'interdiction des langues nationales	20 000	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
D03.1.1.1.56	IREF	3.1.1	Renforcer les acteurs aux niveaux de l'interdiction des langues nationales	20 000	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
D03.1.1.1.57	IREF	3.1.1	Renforcer les acteurs aux niveaux de l'interdiction des langues nationales	20 000	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
D03.1.1.1.58	IREF	3.1.1	Renforcer les acteurs aux niveaux de l'interdiction des langues nationales	20 000	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
D03.1.1.1.59	IREF	3.1.1	Renforcer les acteurs aux niveaux de l'interdiction des langues nationales	20 000	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
D03.1.1.1.60	IREF	3.1.1	Renforcer les acteurs aux niveaux de l'interdiction des langues nationales	20 000	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
D03.1.1.1.61	IREF	3.1.1	Renforcer les acteurs aux niveaux de l'interdiction des langues nationales	20 000	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
D03.1.1.1.62	IREF	3.1.1	Renforcer les acteurs aux niveaux de l'interdiction des langues nationales	20 000	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
D03.1.1.1.63	IREF	3.1.1	Renforcer les acteurs aux niveaux de l'interdiction des langues nationales	20 000	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
D03.1.1.1.64	IREF	3.1.1	Renforcer les acteurs aux niveaux de l'interdiction des langues nationales	20 000	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
D03.1.1.1.65	IREF	3.1.1	Renforcer les acteurs aux niveaux de l'interdiction des langues nationales	20 000	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
D03.1.1.1.66	IREF	3.1.1	Renforcer les acteurs aux niveaux de l'interdiction des langues nationales	20 000	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
D03.1.1.1.67	IREF	3.1.1	Renforcer les acteurs aux niveaux de l'interdiction des langues nationales	20 000	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
D03.1.1.1.68	IREF	3.1.1	Renforcer les acteurs aux niveaux de l'interdiction des langues nationales	20 000	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
D03.1.1.1.69	IREF	3.1.1	Renforcer les acteurs aux niveaux de l'interdiction des langues nationales	20 000	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
D03.1.1.1.70	IREF	3.1.1	Renforcer les acteurs aux niveaux de l'interdiction des langues nationales	20 000	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
D03.1.1.1.71	IREF	3.1.1	Renforcer les acteurs aux niveaux de l'interdiction des langues nationales	20 000	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
D03.1.1.1.72	IREF	3.1.1	Renforcer les acteurs aux niveaux de l'interdiction des langues nationales	20 000	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
D03.1.1.1.73	IREF	3.1.1	Renforcer les acteurs aux niveaux de l'interdiction des langues nationales	20 000	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
D03.1.1.1.74	IREF	3.1.1	Renforcer les acteurs aux niveaux de l'interdiction des langues nationales	20 000	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
D03.1.1.1.75	IREF	3.1.1	Renforcer les acteurs aux niveaux de l'interdiction des langues nationales	20 000	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
D03.1.1.1.76	IREF	3.1.1	Renforcer les acteurs aux niveaux de l'interdiction des langues nationales	20 000	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
D03.1.1.1.77	IREF	3.1.1	Renforcer les acteurs aux niveaux de l'interdiction des langues nationales	20 000	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
D03.1.1.1.78	IREF	3.1.1	Renforcer les acteurs aux niveaux de l'interdiction des langues nationales	20 000	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
D03.1.1.1.79	IREF	3.1.1	Renforcer les acteurs aux niveaux de l'interdiction des langues nationales	20 000	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
D03.1.1.1.80	IREF	3.1.1	Renforcer les acteurs aux niveaux de l'interdiction des langues nationales	20 000	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
D03.1.1.1.81	IREF	3.1.1	Renforcer les acteurs aux niveaux de l'interdiction des langues nationales	20 000	0	0	0	0%	0	0%	0	0%
D03.1.1.1.82	IREF	3.1.1	Renforcer les acteurs aux niveaux de l'interdiction des langues nationales									

D33.121.302	IEEF	3112	Coordination	0	0	0	0	0	0%	0	0%	C	0%	0	0	100%				
D33.121.303	IEEF	3112	Divers, impulsus, audit	0	0	6 522	6 522	0	0%	0	0%	0	0%	6 522	6 522	100%				
D33.121.304	IEEF	3112	Activité mise en œuvre par l'ALF	0	0	504	504	0	0%	0	0%	0	0%	504	504	100%				
D33.121.305	IEEF	3112	Activités pédagogiques	0	0	23 063	23 063	0	0%	0	0%	0	0%	23 063	23 063	100%				
D33.121.401	IEEF	3112	Les MEN sont en capacité de conduire les réformes nécessaires à l'ex Coordonnation informationnelle	0	0	2 068 040	2 068 040	1 570 246	72%	1 560 148	1 267 000	0	0%	587 791	587 791	100%				
D33.121.402	IEEF	3112	Renforcement des capacités	0	0	384 618	384 618	383 699	100%	383 698	353 704	0	0%	910	910	20%				
D33.121.403	IEEF	3112	Appui aux plans d'actions des pays	0	0	44 422	44 422	0	0%	0	0%	44 422	44 422	0	0%	0	0	0%		
D33.121.404	IEEF	3112	Evaluation	0	0	1 400 000	1 400 000	1 120 020	80%	1 120 000	985 000	0	0%	285 000	285 000	100%				
D33.121.405	IEEF	3112	Recherche-action	0	0	270 000	270 000	54 064	20%	53 964	20%	0	0%	215 935	215 935	34%				
D33.121.406	IEEF	3112	Divers, audit, impulsion	0	0	50 000	50 000	0	0%	0	0%	50 000	50 000	0	0%	311%	311%	0%		
D33.122.003	IEEF	3112	Soutenir les actions en faveur de l'émploi et du développement des langues plurinominationnelles	0	0	19 000	19 000	12 485	68%	12 485	13%	0	0%	5 514	5 514	0%				
D33.122.1	IEEF	3112	Les enseignants (hommes et femmes) et les agents de l'éducation (femmes et hommes) et les agents de l'éducation initiale ou continue	0	0	60 922	60 922	683 922	68%	462 686	68%	0	0%	425 939	62%	214 354	214 354	0%		
D33.122.101	IEEF	3112	Les enseignants sont formés, tent en formation initiale ou en formation continue et appuyer les formations nationales des enseignants	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0%		
D33.122.2	IEEF	3112	Suivre et appuyer les formations nationales des enseignants dans le respect des outils pédagogiques et didactiques sont élaborées, dans le respect	0	0	130 000	130 000	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0%		
D33.122.201	IEEF	3112	Organiser des ateliers de production et de validation des bulletins pédagogiques	0	0	20 000	20 000	0	0%	0	0%	20 000	20 000	0	0%	0	0%	0%		
D33.122.202	IEEF	3112	Produire des outils pédagogiques	0	0	40 000	40 000	0	0%	0	0%	40 000	40 000	0	0%	32 216	32 216	21%		
D33.122.3	IEEF	3112	Les bonnes pratiques en enseignement et apprentissage du bilinguisme	210 000	333 000	-40 000	289 000	219 574	75%	213 144	73%	0	0%	192 914	68%	73 426	73 426	0%		
D33.122.301	IEEF	3112	Lancer et animier le Réseau LECTURE	30 000	60 000	0	0	60 000	47 258	79%	45 233	27%	0	0%	76%	12 742	12 742	26%		
D33.122.302	IEEF	3112	Appuyer les activités de recherche-action	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0%		
D33.122.303	IEEF	3112	Chorégraphie des données pédagogiques	160 000	275 000	-40 000	230 000	172 316	74%	165 011	72%	0	0%	147 065	63%	60 084	60 084	1%		
D33.122.4	IEEF	3112	Les agents du système éducatif central et déconcentré sont formés à l'organisation, suivre et encadrer des formations à l'endroit des cadres de	280 000	170 000	0	0	170 000	167 532	98%	167 434	98%	0	0%	155 487	91%	100%	100%		
D33.122.401	IEEF	3112	Organiser, suivre et encadrer des formations à l'endroit des cadres de	280 000	170 000	0	0	170 000	167 532	98%	167 434	98%	0	0%	155 487	91%	2 468	2 468	0%	
D33.122.5	IEEF	3112	Projets pilotes en lecture-découverte	0	0	100 922	100 922	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	100 922	0	0%	0%	
D33.122.501	IEEF	3112	Capitalisation et conception	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0%		
D33.122.502	IEEF	3112	Formation	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0%		
D33.122.503	IEEF	3112	Matériel didactique	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0%		
D33.122.504	IEEF	3112	Évaluation des acquisitions	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0%		
D33.122.505	IEEF	3112	Supervision et coordination	0	0	2 260	2 260	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0%		
D33.122.506	IEEF	3112	Évaluation externe du projet	0	0	98 642	98 642	98 642	100%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0%		
D33.122.507	IEEF	3112	Activités payées	0	0	1 000 000	1 000 000	1 023 309	2 315 309	2 388 016	82%	2 357 244	87%	0	0%	2 246 407	94%	325 283	325 283	0%
D33.13	IEEF	3112	Les enseignantes et enseignants des établissements de base assurant un rôle pédagogique et de conseil des enseignants en charge de la forme	1 100 000	1 000 000	100 000	90 000	190 000	100%	189 980	100%	0	0%	176 482	94%	21	21	0%		
D33.131	IEEF	3112	Des conférences de formation adaptées à la formation initiale sont conjointe à l'élaboration des standards et mises en place des structures	60 000	60 000	0	0	60 000	59 980	100%	59 980	99%	0	0%	56 356	94%	0	0%	0%	
D33.131.1	IEEF	3112	(Fermes) Analyse des besoins et préparation de l'équipe des concepteurs et conseils	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0%		
D33.131.101	IEEF	3112	Développement du dispositif de formation (FADeM) et production des documents	60 000	60 000	0	0	60 000	59 980	100%	59 980	99%	0	0%	67 095	90%	0	0%	0%	
D33.131.102	IEEF	3112	Des formations sur la conception, la gestion et la mise en œuvre de dé	70 000	75 000	0	0	75 000	75 000	100%	74 782	100%	0	0%	67 095	90%	0	0%	0%	
D33.131.201	IEEF	3112	(Fermes) Développement du dispositif de formation (FADeM) et production	0	0	70 000	70 000	0	0%	70 000	70 000	0	0%	67 095	90%	0	0%	0%		
D33.131.202	IEEF	3112	Développement et mise en œuvre de la formation au bénéfice des cadres	70 000	70 000	0	0	75 000	75 000	100%	74 782	100%	0	0%	67 195	90%	0	0%	0%	
D33.131.3	IEEF	3112	L'élaboration des standards, compétences des enseignants et matériels	50 000	55 000	0	0	55 000	55 000	100%	55 000	100%	0	0%	54 520	100%	0	0%	0%	
D33.131.301	IEEF	3112	(Fermes) Analyse des besoins et préparation des documents et conseils	0	0	55 000	55 000	0	0%	55 000	55 000	0	0%	54 520	100%	0	0%	0%		
D33.131.302	IEEF	3112	Les capacités des enseignantes et enseignants pour l'enseignement et l'apprentissage	270 000	250 000	20 000	20 000	280 000	100%	286 455	99%	0	0%	286 455	99%	21	21	0%		
D33.131.303	IEEF	3112	Des espaces numériques pour la transmission des connaissances et l'enseignement et l'apprentissage	50 000	50 000	0	0	50 000	50 000	100%	50 000	100%	0	0%	50 000	100%	0	0%	0%	
D33.131.304	IEEF	3112	(Fermes) Analyse des besoins et préparation des documents et conseils	50 000	50 000	0	0	50 000	50 000	100%	50 000	100%	0	0%	50 000	100%	0	0%	0%	
D33.131.305	IEEF	3112	Acquisition, installation du matériel dans les institutions de formation	50 000	50 000	0	0	50 000	50 000	100%	50 000	100%	0	0%	50 000	100%	0	0%	0%	
D33.131.306	IEEF	3112	Un dispositif de formation à distance des enseignantes et enseignants et formateurs et des formateurs et des tuteurs	190 000	155 000	0	0	155 000	155 000	100%	155 000	100%	0	0%	155 000	100%	0	0%	0%	
D33.131.307	IEEF	3112	(Fermes) Identification et formation des formateurs et des tuteurs	0	0	55 000	55 000	0	0%	55 000	55 000	100%	55 000	100%	0	0%	54 520	100%	0%	
D33.132	IEEF	3112	Regroupement des directrices d'école	120 000	100 000	0	0	70 000	70 000	100%	70 000	100%	0	0%	70 000	100%	0	0%	0%	
D33.132.1	IEEF	3112	(Fermes) Regroupement des institutions	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0%		
D33.132.204	IEEF	3112	Formation des institutrices (apprentissage et travail)	90 000	65 000	0	0	85 000	85 000	100%	85 000	100%	0	0%	85 000	100%	0	0%	0%	
D33.132.3	IEEF	3112	Des documents pédagogiques favorisant l'écriture de formation, dictatoire, grammaire, etc.	30 000	65 000	0	0	120 000	120 000	100%	120 000	100%	0	0%	120 000	100%	0	0%	0%	
D33.132.301	IEEF	3112	(Fermes) Méthode de travail des livrets	0	0	65 000	65 000	0	0%	65 000	65 000	100%	65 000	100%	0	0%	65 000	100%	0%	
D33.132.302	IEEF	3112	l'impression des livrets et distribution des documents pédagogiques	30 000	65 000	1 023 009	2 233 009	1 908 000	100%	1 908 000	98%	0	0%	1 783 225	94%	325 273	325 273	0%		
D33.133.1	IEEF	3112	Les méthodes d'enseignement sont améliorées à l'aide de pratiques	0	0	50 000	50 000	0	0%	50 000	50 000	100%	50 000	100%	0	0%	50 000	100%	0%	
D33.133.201	IEEF	3112	Des ressources éducatives (Bible évangélique, etc.) sont produites et partagées	50 000	50 000	0	0	49 951	100%	49 951	100%	0	0%	49 949	100%	0	0%	0%		
D33.133.3	IEEF	3112	Des formations dans le domaine de l'innovation technico-pédagogique	120 000	120 000	0	0	120 000	120 000	100%	120 000	100%	0	0%	116 288	100%	600	600	0%	
D33.133.101	IEEF	3112	(Fermes) Analyse des besoins de formation	0	0	120 000	120 000	0	0%	120 000	120 000	100%	120 000	100%	0	0%	120 000	100%	0%	
D33.133.102	IEEF	3112	Des formations, notamment les formations de formation continue et la veille à la recherche et la veille sur les réseaux sociaux	0	0	120 000	120 000	0	0%	120 000	120 000	100%	120 000	100%	0	0%	120 000	100%	0%	
D33.133.103	IEEF	3112	(Fermes) Méthode de formation utilisant les données de la formation continue	60 000	75 000	0	0	120 000	120 000	100%	120 000	100%	0	0%	120 000	100%	0	0%	0%	
D33.133.104	IEEF	3112	Des ateliers et des recherches dans les domaines de l'innovation technico-pédagogique	0	0	75 000	75 000	0	0%	75 000	75 000	100%	75 000	100%	0	0%	75 000	100%	0%	
D33.133.201	IEEF	3112	(Fermes) Soutien des projets de recherche-action sur l'innovation technico-pédagogique	0	0	75 000	75 000	0	0%	75 000	75 000	100%	75 000	100%	0	0%	75 000	100%	0%	
D33.133.302	IEEF	3112	Mise en œuvre et diffusions des résultats des recherches-action	80 000	215 000	1 048 000	1 623 000	914 291	100%	1 623 000	91%	0	0%	1 382 784	85%	136 563	0%	0%		
D33.133.303	IEEF	3112	Le contrat de subvention FADEM ACP-UE est mis en œuvre	30 000	25 000	0	0	0	0%	0	0%	414 291	92%	348 980	92%	19 388	37%	0%		
D33.133.304	IEEF	3112	Coordination et actions transversales	0																

Code	UA	Projet	Libellé en EUR	Crédit initial	Crédits remboursés	Somme des modalités	Crédits remboursés	Réaménage modifiable (%)	Crédits remboursés	Emprunt et engage	Crédits remboursés modifiable (%)	Ordonnance / Modifiable (%)	Crédits non remboursés / Modifiable (%)		
D03.133.502	IREF	31.9	Mise en œuvre au Burkina Faso	50 000	221 900	259 900	100%	255 564	255 564	68%	255 740	68%	0		
D03.133.503	IREF	31.9	Mise en œuvre au Cameroun	60 000	63 000	258 368	202 162	63%	202 075	196 208	61%	118 176	0	0%	
D03.133.504	IREF	31.9	Mise en œuvre au Tchad	59 000	59 000	256 654	349 653	100%	347 248	99%	346 783	99%	1	80%	
D03.133.505	IREF	31.9	Les fonds octroyés pour l'ADDER-Haïti sont mis en œuvre	30 000	35 000	216 806	252 805	100%	251 406	92%	233 750	94%	1	80%	
D03.133.6	IREF	31.9	Mise en œuvre des fonds Gouvernement du Québec	30 000	0	215 281	215 281	20%	42 721	20%	36 909	17%	172 560	0%	
D03.133.601	IREF	31.9	Mise en œuvre de la subvention INTEL	30 000	0	215 281	215 281	20%	42 721	20%	36 909	17%	172 560	0%	
D03.133.602	IREF	31.9	Les autres fonds étais-bénéficiaires sont mis en œuvre	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	
D03.133.607	IREF	31.9	Mise en œuvre des fonds extra-budgetaires	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	
D03.133.701	IREF	31.9	Mise en œuvre des fonds extra-budgetaires	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	
D03.14	IREF	31.9	L'inspiration professionnelle des femmes et hommes à but soc	800 000	760 000	40 000	820 000	90%	812 268	90%	755 942	92%	7 752	0%	
D03.141	IREF	31.9	Des stratégies sectorielles de formation professionnelle et technique à but soc	380 000	330 000	20 000	350 000	100%	348 567	100%	335 876	96%	1 433	0%	
D03.141.1	IREF	31.9	Dans un moins 5 pays, une politique sectorielle ou un plan directeur po	280 000	250 000	20 000	270 000	100%	268 787	100%	265 054	99%	0	0%	
D03.141.101	IREF	31.9	Mise en œuvre d'un partenariat pour déployer 3 jours dans l'élaboratio	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	
D03.141.102	IREF	31.9	(Fermé) Plastification amélioration des activités par playas	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	
D03.141.103	IREF	31.9	Mise en œuvre d'un transfert d'expertise visant à structurer, améliorer, c	280 000	250 000	20 000	270 000	100%	268 787	100%	265 054	99%	1 213	0%	
D03.141.102	IREF	31.9	Un rapport sur la complémentarité avec l'action des PTF actifs dans la	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	
D03.141.201	IREF	31.9	Recherche, invitation des PTF présents dans les 5 pays d'intervention	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	
D03.141.3	IREF	31.9	L'ensemble des offres développées par le programme en partenariat avec	50 000	80 000	0	80 000	100%	78 444	100%	78 444	98%	0	0%	
D03.141.301	IREF	31.9	(Fermé) De concert avec la Direction francophone de l'économie (DDE)	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	
D03.141.302	IREF	31.9	(Fermé) Elaboration de publications communiques UNESCO/Cofir sur les pa	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	
D03.141.303	IREF	31.9	(Fermé) Participation aux Conférences internationales en rapport avec	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	
D03.141.304	IREF	31.9	(Fermé) Organisation d'un atelier autour de présentation des résultats s	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	
D03.141.305	IREF	31.9	Des rapports d'activités concernant certains PTF et TOF sont débordés	50 000	80 000	0	80 000	100%	78 760	100%	78 444	98%	0	0%	
D03.141.306	IREF	31.9	Les enseignants et les cadres des Ministères et des centres de format	310 000	335 000	20 000	355 000	100%	348 852	98%	346 553	98%	6 148	0%	
D03.142	IREF	31.9	9 programmes APEC pour 2 programmes ayant pour cadre des	180 000	225 000	-20 000	265 000	90%	262 222	99%	260 600	94%	1 362	1%	
D03.142.1	IREF	31.9	(Fermé) Mise en œuvre de 5 séminaires de formation APEC du PTF,	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	
D03.142.101	IREF	31.9	Apport au transfert d'expertise sur l'APEC	180 000	225 000	-20 000	265 000	90%	202 000	99%	172 600	84%	1 362	0%	
D03.142.102	IREF	31.9	(Fermé) Apport du programme APEC dans le secteur de la plaine durable	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	
D03.142.103	IREF	31.9	(Fermé) Accès à la régie en œuvre des classes bilingues (Faculté Linguis	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	
D03.142.104	IREF	31.9	Une plateforme de formation continue et à distance pour les enseignant	190 000	80 000	0	80 000	100%	79 915	100%	79 915	100%	0	0%	
D03.142.201	IREF	31.9	Vie en œuvre de formations à distanciation sur les programmes APEC pour 10	100 000	80 000	0	80 000	100%	79 915	100%	79 915	100%	0	0%	
D03.142.3	IREF	31.9	Des outils de mesure d'insertion des diplômés des programmes APEC so	30 000	30 000	40 000	70 000	65 299	83%	64 516	92%	62 533	89%	4 701	0%
D03.142.301	IREF	31.9	La coordination entre les politiques relatives à la recherche et l'ensem	30 000	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	
D03.142.302	IREF	31.9	Élaboration et mise en place des outils de suivi des sortants des lycée	0	0	30 000	40 000	65 299	100%	64 516	92%	62 535	94%	1 470	0%
D03.142.4	IREF	31.9	En partenariat avec le Rôle de l'Autorité (UNESCO), 1) élaboration d'un guid	0	0	30 000	40 000	70 000	100%	19 974	100%	19 974	100%	19	0%
D03.142.404	IREF	31.9	L'ensemble des outils développés par le programme en partenariat avec	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	
D03.142.405	IREF	31.9	(Fermé) Organisation des étudiants de programmes d'enseignement	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	
D03.142.406	IREF	31.9	Élaboration de modules théoriques à l'auto-entrepreneuriat dans le développ	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	
D03.142.407	IREF	31.9	Un prix de jeune entrepreneur français allé à mécanisme de finan	30 000	45 000	-25 000	20 000	100%	19 650	100%	19 650	98%	0	0%	
D03.143	IREF	31.9	Organisation d'un concours pour les jeunes entrepreneurs francoph	30 000	45 000	-25 000	20 000	100%	19 650	100%	19 650	98%	0	0%	
D03.143.1	IREF	31.9	Un apport à la réalisation des Olympiades des métiers pour les jeunes e	115 000	115 000	0	115 000	100%	114 849	100%	114 149	99%	151	0%	
D03.143.101	IREF	31.9	Participation aux Conférences internationales en rapport avec la FFPT et	100 000	30 000	-10 000	20 000	100%	19 981	100%	19 974	100%	19	0%	
D03.143.2	IREF	31.9	Des outils de pilotage pour des programmes d'accompagnement	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	
D03.143.201	IREF	31.9	Élaboration de modules théoriques à l'auto-entrepreneuriat dans le développ	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	
D03.143.202	IREF	31.9	Un prix de jeune entrepreneur français allé à mécanisme de finan	30 000	1 005 000	1 025 000	1 170 000	1 165 000	99%	1 065 332	99%	1 040 245	92%	42 700	0%
D03.143.203	IREF	31.9	Des missions de volontariat sont dévoilées à l'ensemble des réseaux	920 000	900 000	0	900 000	100%	895 521	99%	895 521	99%	1 117 964	0%	
D03.143.204	IREF	31.9	Recruter les volontaires	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	
D03.143.205	IREF	31.9	La communication sur les politiques Mobilité et renforcement des capa	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	
D03.143.206	IREF	31.9	Dans volontaires internationaux de la Francophonie appartenant aux pro	920 000	100 000	7 000	907 000	89%	895 511	99%	70 569	54%	132	3%	
D03.143.207	IREF	31.9	Les opportunités d'échanges, d'apprentissage et de partage des contr	2 075 000	2 240 000	492 343	2 732 343	97%	2 657 131	97%	2 397 652	89%	76 031	1%	
D03.143.208	IREF	31.9	Les capacités des jeunes et des acteurs des opérations jeunesse au	1 480 000	1 600 000	508 002	2 108 022	98%	2 028 022	98%	1 940 245	92%	0	0%	
D03.143.209	IREF	31.9	Administration, gestion et suivi des bénévoles et des structures d'accueill	600 000	500 000	7 000	607 000	99%	606 022	99%	595 521	99%	0	0%	
D03.143.210	IREF	31.9	Les jeunes francophones ont davantage accès à une expérience de re	920 000	1 005 000	173 000	1 165 000	99%	1 065 332	99%	995 521	99%	12 910	0%	
D03.143.211	IREF	31.9	Des missions de volontariat sont dévoilées à l'ensemble des réseaux	140 000	90 000	137 965	227 965	89%	185 831	86%	185 831	86%	24 596	0%	
D03.211.1	DEJ	32.1	Recruter les volontaires	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	
D03.211.101	DEJ	32.1	La communication sur les politiques Mobilité et renforcement des capa	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	
D03.211.102	DEJ	32.1	Dans volontaires internationaux de la Francophonie appartenant aux pro	920 000	100 000	7 000	907 000	89%	267 489	99%	262 972	99%	2 119	0%	
D03.211.201	DEJ	32.1	Session de formation, coordination des documents, objets accompagnato	120 000	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	
D03.211.202	DEJ	32.1	Administration, gestion et suivi des bénévoles et des structures d'accueill	600 000	500 000	7 000	607 000	99%	895 521	99%	167 301	99%	0	0%	
D03.211.203	DEJ	32.1	Les capacités de l'élaboration et de mise en œuvre de politiques Jeunesse	140 000	90 000	137 965	227 965	89%	185 831	86%	185 831	86%	24 596	0%	
D03.211.204	DEJ	32.1	Le plaidoyer pour la mise en place de politiques Mobilité et renforcement des capa	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	
D03.211.205	DEJ	32.1	(Fermé) Organiser le Forum sur les politiques Mobilité et renforcement des capa	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	
D03.211.206	DEJ	32.1	Dans volontaires internationaux de la Francophonie appartenant aux pro	920 000	100 000	7 000	907 000	89%	267 489	99%	262 972	99%	2 119	0%	
D03.211.207	DEJ	32.1	Administration, gestion et suivi des bénévoles et des structures d'accueill	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	
D03.211.208	DEJ	32.1	Les capacités de l'élaboration et de mise en œuvre de politiques Jeunesse	140 000	90 000	137 965	227 965	89%	185 831	86%	185 831	86%	24 596	0%	
D03.211.209	DEJ	32.1	Le plaidoyer pour la mise en place de politiques Mobilité et renforcement des capa	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	
D03.211.210	DEJ	32.1	(Fermé) Organiser le Forum sur les politiques Mobilité et renforcement des capa	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	
D03.211.211	DEJ	32.1	Dans volontaires internationaux de la Francophonie appartenant aux pro	920 000	100 000	7 000	907 000	89%	267 489	99%	262 972	99%	2 119	0%	
D03.211.212	DEJ	32.1	Administration, gestion et suivi des bénévoles et des structures d'accueill	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	
D03.211.213	DEJ	32.1	Les capacités de l'élaboration et de mise en œuvre de politiques Jeunesse	140 000	90 000	137 965	227 965	89%	185 831	86%	185 831	86%	24 596	0%	
D03.211.214	DEJ	32.1	Le plaidoyer pour la mise en place de politiques Mobilité et renforcement des capa	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	
D03.211.215	DEJ	32.1	(Fermé) Organiser le Forum sur les politiques Mobilité et renforcement des capa	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	
D03.211.216	DEJ	32.1	Dans volontaires internationaux de la Francophonie appartenant aux pro	920 000	100 000	7 000	907 000	89%	267 489	99%	262 972	99%	2 119	0%	
D03.211.217	DEJ	32.1	Administration, gestion et suivi des bénévoles et des structures d'accueill												



Code	UA	Projet	Liquidité en EUR	Credit initial	Credit initial nette	Somme des émissions et remboursements	Credit initial modifiée	Credit réservé	Réductions / modifications (%)	Credit en décaissement	Emprunts / Modificat.	Credit non imposé	Dettes financières / Marchés financiers	Credit non réinvestis		
D33.222.202	CJLF	322	Réalisation de supports pédagogiques et promotionnels, mini calendrier, affiches	10 000	0	0	0	0	0%	0	0	0	0%	0%		
D33.222.3	CJLF	322	Des relations publiques sont menées et la presse internationale est informée	20 000	40 000	-15 505	64 495	100%	64 495	100%	64 495	100%	64 495	0%		
D33.222.301	CJLF	322	(Fem) : Participation à des événements sportifs ou culturels	0	60 000	-15 505	64 495	100%	64 495	100%	64 495	100%	64 495	0%		
D33.222.302	CJLF	322	Rencontres et déplacements avec les médias, les fédérations et les planifiées	0	0	0	0	0%	0	0	0	0	0	0%		
D33.222.303	CJLF	322	Placements/achat d'espace publicitaire: presse, tv, radio, internet et on-line	20 000	0	0	0	0%	0	0	0	0	0	0%		
D33.222.304	CJLF	322	Planification et mise du grand jeu des Villages Jeux et d'un jeu	0	0	0	0	0%	0	0	0	0	0	0%		
D33.222.4	CJLF	322	La couverture media audiovisuelle est planifiée et mise en œuvre	100 000	25 000	-808	24 192	100%	24 192	100%	24 192	100%	12 474	0%		
D33.222.401	CJLF	322	Équipe d'experts CJLF dédiée à la couverture tv (émission sport et c)	70 000	25 000	-908	24 192	100%	24 192	100%	24 192	100%	12 474	0%		
D33.222.402	CJLF	322	Production et diffusion de sports tv et radios, et chaîne graphique tv	20 000	0	0	0	0%	0	0	0	0	0	0%		
D33.222.403	CJLF	322	Production artistique	10 000	0	0	0	0%	0	0	0	0	0	0%		
D33.222.5	CJLF	322	Les partenaires sont mobilisés	80 000	0	0	0	0%	0	0	0	0	0	0%		
D33.222.501	CJLF	322	Ajout aux groupes média partenaires tv, presse, internet et radio	80 000	0	0	0	0%	0	0	0	0	0	0%		
D34	IFDO	411	DEVELOPPEMENT DURABLE, ECONOMIE ET SOLIDARITE	4 190 000	4 20 000	8 684 655	12 894 655	10 481 795	81%	10 259 865	79%	9 321 044	72%	2 412 860	35%	
D34.1	IFDO	411	Les partenaires mobilisés pour l'identification des besoins et l'objectif à atteindre et mettre en œuvre des actions	3 000 000	3 000 000	3 317 437	6 511 437	4 596 425	71%	4 484 697	69%	4 444 295	68%	1 717 500	12%	
D34.11	IFDO	411	Les capacités des pays émergents à élaborer et à mettre en œuvre des stratégies	2 130 000	2 100 000	2 820 016	3 240 516	65%	3 180 286	63%	3 172 156	63%	1 717 500	4%		
D34.11.1	IFDO	411	Les outils de planification à l'échelle locale, nationale et régionale des interventions	190 000	145 000	732 455	877 455	763 050	87%	763 050	87%	763 050	87%	114 405	0%	
D34.11.1.1	IFDO	411	Des outils sont développés ou mis à disposition des ONG aux niveaux régional, national et local	40 000	90 000	-7 393	62 607	79 343	90%	79 343	90%	75 343	86%	3 264	8%	
D34.11.1.1.1	IFDO	411	Adaptation des outils ASD à l'interprétation des ONG aux niveaux régional, national et local	40 000	55 000	-7 393	47 605	46 605	100%	47 605	100%	47 605	100%	1 000	1%	
D34.11.1.1.2	IFDO	411	(Fem) : Diffusion THREE à VIENNA-CEMAC	0	35 000	0	35 000	31 735	91%	31 735	91%	31 735	91%	3 254	0%	
D34.11.1.1.3	IFDO	411	(Fem) : Accompagnement du topo pour l'identification de ses besoins	0	0	0	0	0%	0	0	0	0	0	0%		
D34.11.1.1.4	IFDO	411	(Fem) : Accompagnement du topo pour l'identification (niveau de référence)	0	0	0	0	0%	0	0	0	0	0	0%		
D34.11.1.2	DFEN	411	Des outils de renforcement du gouvernement local et de la transparence	70 000	0	0	0	0%	0	0	0	0	0	0%		
D34.11.1.2.1	DFEN	411	Etat des lieux sur les processus de décentralisation en cours et sur la transparence	70 000	0	0	0	0%	0	0	0	0	0	0%		
D34.11.1.2.2	DFEN	411	Ateliers nationaux de sensibilisation, d'information et de mobilisation des acteurs pour le développement et la mise à jour de la base de données	80 000	55 000	729 848	729 848	663 707	86%	663 707	86%	663 707	86%	111 141	0%	
D34.11.1.2.3	IFDO	411	(Fem) : Développement Alles des ONG	0	0	0	0	0%	0	0	0	0	0	0%		
D34.11.1.2.4	IFDO	411	(Fem) : SIE-UNIVIENDA (Incluant TIPREE et PIE-Energie)	0	0	0	0	0%	0	0	0	0	0	0%		
D34.11.1.303	IFDO	411	Mise en œuvre SIE-UNIVIENDA (Incluant TIPREE et PIE-Energie)	50 000	35 000	759 848	794 848	683 707	85%	683 707	85%	683 707	85%	111 141	0%	
D34.11.1.304	IFDO	411	Etude pour la mise en œuvre du SIE-ECO et Afrimad de l'Est	30 000	20 000	-20 000	0	0	0%	0	0	0	0	0%		
D34.11.1.4	IFDO	411	(Fem) : D'ici à fin 2017, partenaires ayant identifié, traduit et adapté les documents de gestion	0	0	0	0	0%	0	0	0	0	0	0%		
D34.11.1.401	IFDO	411	(Fem) : Addition Grille des Compétences pour PND-Post 2015	0	0	0	0	0%	0	0	0	0	0	0%		
D34.11.1.5	IFDO	411	Les connaissances des acteurs et les capacités institutionnelles des Etats	755 000	568 000	174 017	762 017	551 635	72%	551 635	72%	548 631	72%	210 382	2%	
D34.11.2.1	IFDO	411	Les acteurs locaux, nationaux et régionaux utilisés sont formés à l'analyse	370 000	250 000	-16 582	225 618	231 911	99%	231 911	99%	231 911	99%	231 802	99%	
D34.11.2.101	IFDO	411	Formation nationnelle et régionale et théorique sur les outils de gestion de l'environnement	100 000	60 000	65 825	125 825	125 823	100%	125 823	100%	125 823	100%	125 265	2%	
D34.11.2.102	IFDO	411	Formation théorique et pratique sur les systèmes de gestion	100 000	70 000	881	69 404	987	100%	69 404	100%	69 404	100%	1 463	0%	
D34.11.2.103	IFDO	411	(Fem) : Conception d'une méthode de Gestion Axée sur les Résultats	0	30 000	-50 000	70 000	70 000	0%	0	0	0	0	0%		
D34.11.2.104	DFEN	411	Ateliers de priorisation des ONG dans les collectivités d'insertion	30 000	0	0	0	0%	0	0	0	0	0	0%		
D34.11.2.105	IFDO	411	Ateliers à l'identification des ONG aux niveaux régional et national	100 000	90 000	-53 094	90 006	36 683	99%	36 683	99%	36 683	99%	223	0%	
D34.11.2.106	DFEN	411	Ateliers de formation et de renforcement des capacités sur les thématiques	40 000	0	0	0	0%	0	0	0	0	0	0%		
D34.11.2.107	IFDO	411	Les plateformes et les acteurs à tous les niveaux seront formés à l'utiliser	50 000	50 000	0	50 000	50 000	100%	50 000	100%	47 074	94%	0	44%	
D34.11.2.201	IFDO	411	Formation théorique et pratique sur les systèmes de gestion	0	50 000	50 000	50 000	50 000	100%	50 000	100%	47 074	94%	0	0%	
D34.11.2.202	IFDO	411	Les acteurs des plateformes et les partenaires sont formés	335 000	280 000	190 393	478 959	269 725	56%	269 725	56%	269 725	56%	204 674	0%	
D34.11.2.203	IFDO	411	Formation régionale et nationale en E (EAMAL, CEFTE, Champs, Etc)	105 000	60 000	35 000	95 000	88 839	94%	88 839	94%	88 838	94%	6 161	78%	
D34.11.2.204	IFDO	411	Formation théorique sur la Tarification de l'Energie	70 000	21 000	21 842	91 842	91 833	100%	91 833	100%	91 833	100%	9	60%	
D34.11.2.205	IFDO	411	Formation professionnelle sur la Réglementation Economique et Financière	40 000	40 000	91 987	153 987	92 745	24%	92 745	24%	32 245	24%	101 243	20%	
D34.11.2.206	IFDO	411	Formation théorique et pratique sur les rapports entre l'Etat et les partenaires	50 000	26 000	-21 180	150 277	51 277	34%	51 277	34%	5 277	34%	59 475	0%	
D34.11.2.207	IFDO	411	Formation sur le concept de l'économie verte et ses principaux outils	0	20 000	0	20 000	0	0%	0	0	0	0	5 030	0%	
D34.11.2.208	IFDO	411	Formation sur la sensibilisation et l'acquisition des compétences et de l'expertise	0	15 000	0	15 000	0	0%	0	0	0	0	0	0%	
D34.11.2.209	IFDO	411	Formation théorique et pratique sur les systèmes de gestion	0	10 000	45 000	45 000	0	0%	0	0	0	0	0	0%	
D34.11.2.210	DFEN	411	Formation théorique et pratique sur la Tarification de l'Energie	50 000	25 000	628	25 628	25 625	100%	25 625	100%	25 625	100%	100	0%	
D34.11.2.211	IFDO	411	Formation théorique et pratique sur la Réglementation Economique et Financière	50 000	20 000	25 154	281 854	61 381	22%	61 381	22%	61 381	22%	226	20%	
D34.11.2.212	IFDO	411	Formation sur les marchés de l'énergie et l'efficacité énergétique sont développés et	50 000	120 000	1 245 958	1 365 958	151 623	11%	151 623	11%	151 623	11%	1 217 335	88%	
D34.11.2.213	IFDO	411	Participation aux rencontres d'IFDO, EGREEE et autres partenaires	30 000	25 000	566 541	81 154	39 487	0%	39 487	0%	39 487	0%	372 054	0%	
D34.11.2.214	IFDO	411	Programme E-EVNOU Expertise	0	25 000	0	25 000	137 804	12 019	80%	12 019	80%	12 019	80%	1 129	0%
D34.11.2.215	IFDO	411	Programme E-EVNOU Code du Bâtiment	10 000	45 000	-45 000	0	0	0%	0	0	0	0	0	0%	
D34.11.2.216	IFDO	411	Programme E-EVNOU-EAU solaire	40 000	25 000	0	25 000	0	0%	0	0	0	0	0	0%	
D34.11.2.217	IFDO	411	Le soutien et le partenariat aux initiatives d'Énergie et d'Eau	50 000	50 000	0	50 000	27 931	22 109	99%	21 875	99%	21 875	99%	234	0%
D34.11.2.218	IFDO	411	Participation aux rencontres d'IFDO, EGREEE et à autres partenaires	30 000	0	0	0	0	0%	0	0	0	0	0	0%	
D34.11.2.219	IFDO	411	Renforcement des capacités de sensibilisation et de plaidoyer de la société	30 000	15 000	15 000	137 804	152 804	25%	38 167	25%	38 167	25%	114 637	0%	
D34.11.2.220	IFDO	411	Appel à la participation aux rencontres internationales sur l'énergie	250 000	50 000	89 564	620 564	621 006	99%	621 006	99%	621 006	99%	7 655	1%	
D34.11.2.221	IFDO	411	Des initiatives régionales et nationales sur le développement durable et l'efficacité énergétique et l'industrie et l'agriculture et sensibilisation des acteurs	100 000	50 000	-31 223	18 775	18 775	100%	18 775	100%	18 775	100%	2	0%	
D34.11.2.222	IFDO	411	Publication de périodiques et de guides pratiques en matière d'innovation et de recherche et de développement pour les PME	30 000	25 000	66 007	22 109	21 098	100%	21 098	100%	21 098	100%	427	4%	
D34.11.2.223	IFDO	411	Initiative de la Francophonie sur la Trajectoire durable pour les PME, l'EGREEE et à autres partenaires	60 000	25 000	-125 000	-46 052	43 947	100%	43 947	100%	43 947	100%	1 000	0%	
D34.11.2.224	IFDO	411	(Fem) : Initiative AFD Topo	70 000	25 000	-3 449	28 449	27 511	60%	27 511	60%	27 511	60%	1 138	0%	
D34.11.2.225	IFDO	411	Initiative de la Francophonie pour les villes durables et ONU-Habitat III	90 000	100 000	-12 500	87 450	87 479	100%	87 479	100%	87 479	100%	15	2%	
D34.11.2.226	IFDO	411	Etat des lieux sur les processus d'élaboration, de mise en œuvre et de suivi et évaluation des projets	0	165 000	165 000	171 920	358 920	331 139	1	331 139	1	331 139	1	5 781	0%
D34.11.2.227	IFDO	411	Appel aux activités transversales de l'OFD	650 000	497 000	398 952	690 952	690 952	90%	690 952	90%	690 952	90%	14 537	1%	

C04.114.1	IFDO	411	Dans résultat pour les pertes à sur les prestations de mise en œuvre du Programme	40 000	50 000	15 625	65 625	65 231	99%	65 231	99%	05.23.1	354	2%			
C04.114.101	IFDO	411	Ajout à la Favouris pour les pertes d'au moins 5% d'un cadre stratégique	40 000	50 000	282 000	190 399	442 399	452 557	99%	372 327	99%	05.23.1	354	1%		
C04.114.2	IFDO	411	Les expéditions et les différentes étapes des processus mis en œuvre	400 000	20 000	131 182	159 182	157 189	157 199	99%	151 199	99%	05.23.1	354	1%		
C04.114.201	IFDO	411	Ajout à la participation au Forum Politique du Haut Niveau des œufs tra	20 000	20 000	90 000	0	90 000	66 513	99%	26 553	29%	05.23.1	354	1%		
C04.114.202	DPDS	411	Contribution à l'évaluation des PRO-Post 2015/SNDO, leur suivre-évoluent	50 000	0	0	0	0	0	0%	0	0%	05.23.1	354	0%		
C04.114.203	IFDO	411	(Fermé) - Suivi et négociation ODD, financement de l'EPIN et Post 2015	0	0	0	0	0	0	0%	0	0%	05.23.1	354	0%		
C04.114.204	DFEN	411	Publication et autres outils de communication sur les acquis	0	0	0	0	0	0	0%	0	0%	05.23.1	354	0%		
C04.114.205	IFDO	411	Animation de 15 portails et éditions de l'EFV, Capsules vidéos et autres	200 000	134 000	-922	135 020	129 184	97%	129 184	97%	129 154	97%	3 874	0%		
C04.114.206	IFDO	411	Rencontres combinées de mutualisation et de capitalisation d'expérienc	30 000	0	31 859	31 960	31 960	31 960	99%	31 960	99%	31 960	498	1%		
C04.114.207	DFEN	411	Organisation d'une table ronde mondiale au niveau Forum Mondial du développement	60 000	30 000	-1 679	28 321	28 321	100%	28 321	100%	28 099	89%	0	0%		
C04.114.208	IFDO	411	Les bonnes pratiques permanent : (l) élaborer un succès universel aux	210 000	165 000	375 828	375 828	371 527	99%	371 527	99%	36 056	100%	4 301	1%		
C04.114.209	IFDO	411	Mise en place et/ou renforcement des portails et réseaux francophones	30 000	27 000	9 103	58 103	30 056	100%	248 646	99%	248 646	99%	2 012	2%		
C04.114.210	IFDO	411	Appel à l'APF, aux œuvres nationales ou locales pour la démonstration	85 000	45 000	205 558	259 558	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%		
C04.114.211	IFDO	411	(Fermé) - Appel au Plateau RPF	0	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0		
C04.114.212	IFDO	411	Atelier d'échange et de sensibilisation des œuvres nationales sur la me	50 000	88 000	-2 892	65 108	63 315	97%	63 315	97%	1 788	99%	0	0%		
C04.114.213	IFDO	411	Publication Icône PRÉMIE, Planification Urbaine durable, Construction	50 000	25 000	-1 041	23 470	23 470	98%	23 470	98%	4 495	100%	0	0%		
C04.114.214	IFDO	411	Les capacités des œuvres et francophones sont renforcées en vue et un	865 000	90 000	597 411	1 365 906	81%	1 365 411	81%	522 627	80%	522 78	85%	141 560	50%	
C04.121	IFDO	411	Les connaissances des acteurs pour participer aux négociations et des	300 000	238 000	35 688	649 886	527 175	81%	527 175	81%	94 420	50%	94 420	50%	122 400	50%
C04.121.1	IFDO	411	Des ateliers de formations préparatoires aux négociations/débats	120 000	60 000	127 985	187 985	94 420	50%	94 420	50%	62 022	100%	62 022	100%	93 568	0%
C04.121.101	IFDO	412	Ateliers préparatoires aux négociations en amont du CEPON, en CEN et édition des	70 000	60 000	127 988	187 985	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
C04.121.102	IFDO	412	1 atelier régional sur la transformation des CEPON, un CEN et édition des	50 000	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	
C04.121.103	IFDO	412	Sessions de formation en ligne sur le Programme de développement du	0	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	
C04.121.104	IFDO	412	Des séances d'échanges sur les thématiques prioritaires	80 000	85 000	36 079	134 079	133 917	100%	133 917	100%	133 917	100%	133 917	100%	133 917	100%
C04.121.201	IFDO	412	1 déclé de l'effet sur les méthodes de négociation et sur les techniques q	20 000	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	
C04.121.202	IFDO	412	Événements marquants en marge de la CEP23 sur le climat et de la CEF	25 000	20 000	47 057	72 057	71 095	100%	71 095	100%	71 095	100%	71 095	100%	182	0%
C04.121.203	IFDO	412	Contribution IFDO à l'initiative AFA	30 000	70 000	-7 973	62 022	62 022	100%	62 022	100%	62 022	100%	100	0%	0	0%
C04.121.204	IFDO	412	Événement parallèle en marge de la 10ème réunion africaine sur l'AFPA	10 000	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	
C04.121.3	IFDO	412	Des mécanismes de concentration et de plaidoyer, entre décideurs expe	90 000	85 000	-56 420	28 580	28 580	100%	28 585	100%	28 585	100%	28 585	100%	25	0%
C04.121.301	IFDO	412	Co-éditions ministérielles CEP23 clôture et CEP13 délocalisation et co	20 000	35 000	-5 420	28 585	28 585	100%	28 585	100%	28 585	100%	28 585	100%	25	0%
C04.121.302	IFDO	412	Journées francophones en marge du Forum économique des Amériques (	60 000	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	
C04.121.303	IFDO	412	Concurrences sur la mise en œuvre du Programme de débridement des terres (Soutien à	10 000	50 000	-50 000	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	
C04.121.304	IFDO	412	Atelier sur la nécessité de la débridement des terres (Soutien à	0	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	
C04.121.4	IFDO	412	Des soutiens sont apportés aux théâtres experts (notamment dans le	10 000	58 000	241 019	289 019	270 203	90%	270 203	90%	285 734	89%	285 285	89%	28 736	0%
C04.121.401	IFDO	412	Programme d'appui aux initiatives clés de l'Encopac (Initiative 5	10 000	10 000	240 232	250 232	221 501	89%	216 252	87%	216 501	87%	87%	27	0%	
C04.121.402	IFDO	412	Production et diffusion de documents d'information sur le Programme d'	0	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	
C04.121.403	IFDO	412	Souslignent aux actions innovantes de mobilisation citoyenne en marge du Forum économique des Amériques (	0	38 000	10 782	48 782	48 782	100%	48 782	100%	48 782	100%	48 782	100%	0	0%
C04.121.404	IFDO	412	Concurrences francophones sur les innovations numériques (en collaboration	0	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	
C04.121.405	IFDO	412	Mise en œuvre d'un programme de renforcement des capacités sur l'Af	0	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	
C04.121.406	IFDO	412	Appel aux activités transverses des négociations sur l'AFPA	0	0	10 000	-10 000	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	
C04.122.1	IFDO	412	Des outils pour la mise en œuvre et le suivi des engagements en matière	90 000	100 000	100 000	119 018	114 258	98%	114 258	98%	114 258	98%	114 258	98%	1 750	0%
C04.122.101	IFDO	412	Des Guides et divers outils d'appui aux négociations (négociations bilatérales et régionales)	50 000	40 000	11 914	71 914	70 509	98%	70 509	98%	70 509	98%	70 509	98%	1 405	1%
C04.122.102	IFDO	412	Édition d'une Note de descripción des négociations de la CEP23 climat	0	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	
C04.122.103	IFDO	412	Appel à la concertation et au dialogue	40 000	40 000	4 104	44 104	43 750	99%	43 750	99%	25 399	89%	25 399	89%	354	0%
C04.122.104	IFDO	412	Des résultats à l'apport sur le financement des œuvres et finances du développement	315 000	330 000	-54 340	265 600	261 603	98%	261 603	98%	214 080	81%	13 857	0%		
C04.122.105	IFDO	412	Des mécanismes de concentration et de plaidoyer entre les décideurs et	170 000	155 000	-22 000	135 000	124 512	94%	116 255	87%	103 447	78%	6 488	0%		
C04.122.106	IFDO	412	1 atelier régional sur la finance climat et le financement des climatiques d'après	20 000	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	
C04.122.107	IFDO	412	Réunions des ministres et experts des finances.	30 000	35 000	-4 000	31 000	30 900	100%	24 015	89%	22 511	73%	100	0%		
C04.122.108	IFDO	412	Actions de plaidoyer et de coopération avec d'autres institutions et grot	50 000	40 000	-18 000	22 000	19 223	87%	17 665	87%	14 655	87%	6 888	68%		
C04.122.109	IFDO	412	Préparation de la 3e Conférence internationale sur le développement	0	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	
C04.122.110	IFDO	412	Appel technique à la concertation et au dialogue	70 000	80 000	0	60 000	74 369	93%	73 399	93%	68 948	82%	68 948	82%	5 611	0%
C04.122.111	IFDO	412	Des résultats à l'apport sur le financement de l'économie et finances	95 000	130 000	-23 000	107 000	104 308	98%	101 210	98%	103 300	98%	2 542	2%		
C04.122.120	IFDO	412	Animation du réseau experts en économie et finances FrancoprodDev,	0	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	
C04.122.121	IFDO	412	Renforcement des capacités de l'œuvre experts en économie et finance	80 000	10 000	-14 900	95 500	95 500	100%	95 500	100%	93 442	98%	93 442	98%	0	0%
C04.122.122	IFDO	412	Renforcement et coordination des œuvres et expertises FrancoprodCœu	15 000	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	
C04.122.123	IFDO	412	Dans éthiques et maladies d'assistance techniques et autres évenement	50 000	45 000	-15 340	25 800	22 833	89%	19 774	97%	19 774	97%	10 333	40%		
C04.122.124	IFDO	412	Évaluation du bulletin Objectif Terro et outils de négociation internatio	0	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	
C04.122.125	IFDO	412	Des thèmes d'intérêt particulier au titre du développement durable II de	80 000	60 000	302 936	362 566	382 447	100%	329 936	100%	289 986	99%	289 986	99%	59	0%
C04.122.126	DFEN	412	Conférence de Montréal	40 000	25 000	291 300	322 241	322 241	100%	39 916	99%	39 916	99%	3 913	0%		
C04.122.127	IFDO	412	Édition d'un numéro de la revue Lutte Énergie-Françophone relative aux	20 000	20 000	331	20 331	20 331	100%	20 331	100%	20 334	100%	20 334	100%		
C04.122.128	IFDO	412	Dans éthiques et maladies d'assistance techniques et autres évenement	0	25 000	-14 605	20 395	19 774	97%	19 774	97%	19 774	97%	6 642	0%		
C04.122.129	IFDO	412	Identification des axes pertinents d'observation de l'espèce économique	0	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	
C04.122.130	IFDO	412	Évaluation du bulletin Objectif Terro et outils de négociation internatio	0	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	
C04.122.131	IFDO	412	Évaluation du bulletin Objectif Terro et outils de négociation internatio	0	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	
C04.122.132	IFDO	412	Évaluation du bulletin Objectif Terro et outils de négociation internatio	0	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	
C04.122.133	IFDO	412	(Fermé) - Les principales publications et documentations de l'organisati	0	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	
C04.122.134	IFDO	412	(Fermé) - Production, traduction et diffusion de documents de décrypta	0	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	
C04.122.135	IFDO	412	(Fermé) - Actions de plaidoyer et de communication sur le Programme c	0	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%			

Code	UA	Projet	Libellé en EUR	Credit initial	Credit modification	Somme des modifications	Credit modifiée	Credit réservée modifiée	Réserve / modifiée (%)	Credit en attente	Enquête / Modifiée (%)	Credit non ordonnancé	Ordonnance / Modifiée (%)	Credit non réservée	Credit non réservée / Modifiée (%)
D34.124.402	IFED	412	Animation et vulgarisation de la plateforme numérique - objectif 2030 - Les conditions d'une croissance durable et équitable dans les pays c	30 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D34.2	DFEN	421	L'écosystème entrepreneurial pour les filières innovantes est renforcé	1 150 000	1 230 000	5 147 228	5 885 226	5 755 171	90%	5 755 171	90%	4 878 750	74%	491 837	0%
D34.21	DFEN	421	Les femmes et les jeunes francophones, porteurs de projets sont renforcées	150 000	420 000	3 729 254	4 148 254	3 802 614	94%	3 779 095	91%	3 050 827	74%	266 840	0%
D34.21.1	DFEN	421	(Fem) Les pays francophones sont renforcées	0	0	2 035 625	2 015 025	1 753 871	87%	1 719 025	85%	1 386 186	69%	301 754	0%
D34.21.101	DFEN	421	Relaisation d'une campagne d'information auprès des pays m	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D34.21.102	DFEN	421	(Fem) : Organisations des réunions de lancement dans chaque pays pour identifier	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D34.21.103	DFEN	421	(Fem) : Une étude est réalisée dans chaque pays pour identifier	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D34.21.104	DFEN	421	(Fem) : Réalisation d'études terrain dans les 2 ou 3 pays où il y a	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D34.21.105	DFEN	421	(les incrédules) à destination des femmes et des jeunes à	150 000	180 000	928 521	1 079 250	986	1 042 224	98%	879 913	91%	807 807	75%	
D34.21.106	DFEN	421	(Fem) : Apui à la mise en place d'un incubateur d'entreprises dans c	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D34.21.107	DFEN	421	Relaisation des études terrain par des étudiantes / experts pris pa	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D34.21.108	DFEN	421	Mise en place du Comité des pilotage, signature des Accords-cadres (Dis	40 000	40 000	140 472	190 472	100%	75 000	100%	67 500	90%	0	0%	
D34.21.109	DFEN	421	Apui aux jeunes et femmes porteurs de projets et jeunes entrepreneurs	100 000	150 000	707 528	837 609	186 388	96%	136 422	73%	0	0%	0	0%
D34.21.110	DFEN	421	Missions exploratoires (3) et de suivi terrain (5)	0	0	1 521	1 369	90%	779 607	93%	25 119	80%	0	0%	
D34.21.111	DFEN	421	Le réalise de programme et les dispositifs financiers et de suivi du progr	0	0	911 104	674 620	74%	671 301	74%	615 277	57%	236 464	33%	
D34.21.140	DFEN	421	Participation de l'équipe à la mise en place des US et mise en place d	0	0	20 000	20 000	19 400	100%	19 400	91%	19 390	91%	0	0%
D34.21.1402	DFEN	421	Signature des protocoles d'accord financiers avec les pays contributio	0	0	15 162	15 162	10 162	67%	10 162	67%	8 426	56%	5 000	0%
D34.21.1403	DFEN	421	Mise en place du dispositif des suivi experts dans les 5 pays : évaluati	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D34.21.1404	DFEN	421	Renforcement de l'équipe programme, rôle d'audit, rôle de distribution de	0	0	875 942	875 942	644 458	74%	641 689	56%	231 484	0%	0	0%
D34.212	DFEN	421	Un environnement institutionnel, juridique et financier favorable à la cré	120 000	120 000	1 171 002	1 314 150	100%	1 262 710	96%	914 912	89%	2 852	0%	
D34.212.1	DFEN	421	Les pays cibles sont impliqués dans l'optimisation du cadre juridique app	30 000	120 000	268 363	386 363	385 278	100%	308 251	100%	314 108	81%	87	0%
D34.212.101	DFEN	421	(Fem) : Identification et rencontre des pays qui participent au forum	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D34.212.102	DFEN	421	Renforcement des relations entre les partenaires avec l'OCDE en vue d	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D34.212.103	DFEN	421	(Fem) : Formation, formation et mobilisation des nouveaux francoph	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D34.212.104	DFEN	421	Optimisation du cadre juridique, amélioration des procédures de créatio	0	0	70 000	262 193	332 108	100%	352 081	100%	264 738	86%	87	0%
D34.212.105	DFEN	421	Sensibilisation à la mise en place des dispositifs juridiques tec	0	0	3 500	3 500	3 500	100%	3 500	100%	3 500	100%	0	0%
D34.212.106	DFEN	421	Accès à la mise en œuvre d'institutions d'information et de familiarisat	30 000	50 000	670	50 670	50 670	100%	50 670	100%	48 870	91%	0	0%
D34.212.107	DFEN	421	Accroître la participation des pays clés à l'été foré Nord/Sud et Sud/S	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D34.212.108	DFEN	421	Dos campagnes de sensibilisation aux enjeux de normalisation de contr	20 000	0	326 588	329 588	329 588	100%	260 630	88%	180 504	55%	22	0%
D34.212.201	DFEN	421	Mise en place d'ateliers de sensibilisation et de formation des acteurs é	20 000	0	116 246	116 246	116 246	100%	110 185	95%	86 256	57%	0	0%
D34.212.202	DFEN	421	Sensibilisation et formation à la normalisation	0	0	213 342	213 342	213 342	100%	160 450	85%	114 248	54%	222	0%
D34.212.3	DFEN	421	Des ateliers de sensibilisation à l'encodage initiatif et facilant l'accès à l'i	70 000	0	597 953	597 953	597 735	100%	496 589	98%	354 635	70%	218	0%
D34.212.301	DFEN	421	Organisation d'ateliers de sensibilisation à l'initiation francophone des t	0	0	91 602	91 602	91 084	100%	63 207	91%	72 121	79%	218	0%
D34.212.302	DFEN	421	Appui à la mise en place de dispositifs d'assouplissement à l'entreprise	70 000	0	149 600	149 600	149 600	100%	146 815	99%	146 410	95%	0	0%
D34.212.303	DFEN	421	Sensibilisation à l'assocation financière et appui à la mise en place de dispo	0	0	266 751	266 751	266 751	100%	264 955	97%	136 105	51%	0	0%
D34.212.4	DFEN	421	L'accès des TME à l'information stratégique est amélioré	0	0	93 098	93 098	90 573	97%	65 855	95%	65 665	71%	2 525	0%
D34.212.401	DFEN	421	Appui à la mise en place de dispositifs d'appuis et facilitant l'accès à l'i	20 000	0	69 008	69 008	69 008	0%	69 008	0%	65 655	71%	0	0%
D34.212.402	DFEN	421	Appui à la mise en place de dispositifs facilitant l'accès aux marchés	0	0	69 620	69 620	61 627	100%	60 627	98%	47 318	71%	2 525	0%
D34.212.403	DFEN	421	Les acteurs francophones en charge des questions interne à l'emploi ont	120 000	120 000	696 627	696 627	696 627	100%	603 659	98%	435 141	90%	0	0%
D34.212.404	DFEN	421	La participation des acteurs de l'entrepreneuriat à des ateliers destin	50 000	50 000	126 803	126 803	126 803	100%	122 000	97%	110 621	95%	50	0%
D34.212.405	DFEN	421	Nous en place d'activités de sensibilisation et de l'assortiment de cito	50 000	75 000	72 893	125 893	125 893	100%	122 086	97%	118 681	95%	0	0%
D34.212.406	DFEN	421	Les jeunes et femmes entrepreneurs sont accueillis et renseignés	50 000	40 000	168 900	208 900	208 855	100%	208 577	100%	191 844	95%	65	0%
D34.212.407	DFEN	421	Appui à la structure d'information et de renseignement des jeunes entrepren	50 000	40 000	168 900	208 900	208 855	100%	208 577	100%	191 844	95%	65	0%
D34.212.408	DFEN	421	Des événements et séminaires d'accompagnement rassemblant l'ensemble des	20 000	20 000	451 834	461 834	479 921	100%	473 018	98%	425 441	90%	1 914	0%
D34.212.409	DFEN	421	Organisation et appui à la partie politique des acteurs francophones	0	0	45 834	48 834	48 834	0%	473 016	0%	435 141	90%	1 914	0%
D34.212.410	DFEN	421	(Fem) : Fonds canadien - Entrepreneuriat Femmes Jeunes -	0	0	21 110	21 110	902 609	1 115 905	1 042 605	94%	1 038 283	93%	985 004	90%
D34.212.411	DFEN	421	Les organisations commerciales sont démontées et renseignées	700 000	810 000	1 417 974	2 227 974	2 227 974	100%	1 975 176	89%	1 815 922	81%	225 217	0%
D34.212.412	DFEN	421	Les objets francophones ont accès aux capacités à développer des sites	50 000	125 000	847 958	1 248 752	1 525 159	87%	1 511 797	86%	1 387 805	79%	223 628	0%
D34.212.413	DFEN	421	Les outils éducatifs et de formation sont renseignés	50 000	64 000	64 000	128 200	128 200	60 568	53%	65 256	45%	59 642	75%	
D34.212.414	DFEN	421	Identifiez les besoins en outils de communication et de plaidoyer et une boî	30 000	20 000	43 471	63 747	63 747	100%	63 747	100%	63 747	100%	0	0%
D34.212.415	DFEN	422	Organise des missions de mobilisation des partenariats techniques	20 000	20 000	19 067	19 067	19 067	0%	1 560	6%	4 254	24%	227 455	6%
D34.212.416	DFEN	422	Organise des ateliers inter-fonctionnels de plaidoyer	20 000	20 000	21 386	45 386	45 386	0%	0	0%	0	0%	45 386	0%
D34.212.417	DFEN	422	Des experts francophones spécialisés dans les politiques commerciales sont	210 000	211 000	902 609	1 115 905	1 042 605	94%	1 038 283	93%	985 004	90%	71 141	12%
D34.212.418	DFEN	422	Recruter et déployer et améliorer les connaissances et compétences	20 000	25 000	1 248 752	1 248 752	1 248 752	100%	984 758	88%	38 965	83%	5 420	100%
D34.212.419	DFEN	422	Elaborer des documents techniques et un guide de plaidoyer des délég	20 000	25 000	22 911	42 800	42 800	0%	38 965	86%	38 965	85%	0	0%
D34.212.420	DFEN	422	Organiser des rencontres et de plaidoyer et une boîte	25 000	25 000	22 437	48 437	48 437	0%	40 995	84%	36 379	84%	6 111	41%
D34.212.421	DFEN	422	Des réseaux de professionnels optimisés dans les échanges économiques	30 000	30 000	186 079	251 079	251 079	0%	207 191	73%	192 118	77%	37 467	0%
D34.212.422	DFEN	422	Organiser des missions de suivi des conseils et réunions statutaires	30 000	30 000	34 368	59 368	59 368	0%	35 000	59%	35 000	59%	24 358	37%
D34.212.423	DFEN	422	Doner les réseaux d'entrepreneurs et de plaidoyer et une boîte	30 000	35 000	25 000	3 967	25 000	0%	20 336	70%	20 336	70%	0	0%
D34.212.424	DFEN	422	Developper une boîte à outils et un guide d'appropriation de l'expertise	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D34.212.425	DFEN	422	Des concentrations inter-fonctionnelles sur les enjeux des accords comment	50 000	45 000	1 980	46 980	41 560	91%	38 965	88%	38 965	87%	0	0%
D34.212.426	DFEN	422	Elaborer des documents techniques et un guide de plaidoyer des délég	20 000	25 000	25 000	25 000	25 000	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D34.212.427	DFEN	422	Organiser des rencontres et de plaidoyer et une boîte	30 000	35 000	28 900	30 824	20 824	0%	20 824	0%	0	0%	0	0%
D34.212.428	DFEN	422	Des réseaux de professionnels optimisés dans les échanges économiques	30 000	30 000	20 824	20 824	159 100	0%	159 100	0%	125 724	69%	0	0%
D34.212.429	DFEN	422	Doner les réseaux d'entrepreneurs et de plaidoyer et une boîte	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D34.212.430	DFEN	422	Organiser des rencontres et de plaidoyer et une boîte	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D34.212.431	DFEN	422	Organiser des rencontres et de plaidoyer et une boîte	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
D34.212.432	DFEN														

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2018

C05.123.301	DPO5	512	Appui au Centre d'accompagnement pour femmes en situation de vulnérabilité	40 000	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0	0%	0	0	0%	0	0	0%	0	0	
D05.123.302	DPO5	512	Projet de lutte contre les maltraitances d'enfants, maltraités, victimes de violences, projet d'éducation	0	40 000	0	0	0	0%	39 440	1	1	0	560	0	0%	32 447	1	1	0	0		
D05.123.303	DPO5	512	Accompagnement de femmes victimes de violences, projet d'éducation	0	25 000	0	0	0	0%	25 000	1	1	0	0	0	0%	25 000	1	1	0	0		
D05.123.304	DPO5	512	Le leadership des femmes, leur pleine participation et leur accès en toute sécurité aux institutions ou ONG dans les pays de l'espace francophone sont à 100%	120 000	50 000	0	0	0	0%	69 882	100%	100%	0	86 213	91%	0	86 213	1	1	0	0		
D05.124.1	DPO5	512	Des institutions ou ONG dans les pays de l'espace francophone sont à 100% de l'espace francophone sur le leadership économique et politique	50 000	50 000	0	0	0	0%	50 000	100%	100%	0	50 000	100%	0	44 702	88%	0	44 702	0	0	
D05.124.101	DPO5	512	De l'Institut francophone pan-africain du leadership féminin avec l'organigramme à 100% à l'Observatoire du leadership féminin pour l'égaleité femme-homme dans les institutions ou ONG dans les pays de l'espace francophone sont à 100%	0	25 000	0	0	0	0%	25 000	1	1	0	25 000	100%	0	20 000	100%	1	20 000	1	0	
D05.124.102	DPO5	512	Appui à l'organisation du 4e défilé annuel pour l'égalité femme-homme dans les institutions ou ONG dans les pays de l'espace francophone sont à 100%	0	25 000	0	0	0	0%	25 000	1	1	0	25 000	100%	0	24 702	100%	1	24 702	1	0	
D05.124.103	DPO5	512	Des institutions ou ONG dans les pays de l'espace francophone sont à 100% à la Biennale internationale des expertes francophones (projet)	70 000	40 000	0	0	0	0%	40 000	100%	100%	0	39 982	94%	0	37 511	94%	0	37 511	0	0	
D05.124.2	DPO5	512	Appui aux femmes leaders et experts de l'unité pilote de formation à l'Institut francophone pour l'innovation numérique (IFIN) à l'accès des catégories	36 000	40 000	0	0	0	0%	40 000	100%	100%	0	0	0%	0	0	0%	0	0	0%	0	0
D05.124.201	DPO5	512	Appui aux femmes leaders candidats aux élections municipales en Tunisie	40 000	0	0	0	0	0%	40 000	100%	100%	0	0	0%	0	0	0%	0	0	0%	0	0
D05.124.202	DPO5	512	Appui aux femmes leaders et experts de l'unité pilote de formation à l'Institut francophone pour l'innovation numérique (IFIN) à l'accès des catégories	0	40 000	0	0	0	0%	40 000	100%	100%	0	39 982	94%	0	37 511	94%	1	37 511	0	0	
D05.124.203	DPO5	512	Appui aux femmes leaders et experts de l'unité pilote de formation à l'Institut francophone pour l'innovation numérique (IFIN) à l'accès des catégories	0	1 350 000	0	0	0	0%	1 350 000	100%	100%	0	1 458 734	77%	0	1 470 254	75%	1	1 207 207	64%	0	1 207 207
D05.13	DREN	513	Le Fonds Francophone pour l'innovation numérique (FFIN) à l'accès des catégories	450 000	471 000	0	0	0	0%	471 000	100%	100%	0	518 835	65%	0	562 495	55%	0	426 916	49%	0	426 916
C05.131.1	DREN	513	Des mécanismes de financement institutionnels de projets numériques lancés	450 000	471 000	0	0	0	0%	471 000	100%	100%	0	471 000	100%	0	546 936	94%	0	547 609	94%	0	547 609
D05.131.101	DREN	513	Conception et mise en œuvre de mécanismes de soutien à l'innovation	220 000	213 000	-5 000	0	0	0%	208 500	100%	100%	0	198 491	98%	0	191 826	93%	0	186 109	82%	0	186 109
D05.131.102	DREN	513	Accompagnement des porteurs de projets numériques innovants, lancés	170 000	178 000	-8 000	0	0	0%	161 670	100%	100%	0	152 172	94%	0	119 972	100%	0	119 972	0	0	
D05.131.103	DREN	513	Soutien financier des projets liés à l'unité pilote du Fondo Francophone pour l'innovation	60 000	60 000	-15 000	0	0	0%	45 000	100%	100%	0	45 000	100%	0	45 940	95%	0	45 940	0	0	
D05.131.104	DREN	513	Gestion et suivi de la mise en œuvre	40 000	20 000	-15 000	0	0	0%	18 046	100%	100%	0	18 045	100%	0	15 920	88%	0	15 920	0	0	
D05.131.2	DREN	513	Les projets en cours de réalisation du quatrième trimestre 2010-2013 sont sous	0	0	0	0	0	0%	0	0	0	0	0	0%	0	0	0%	0	0	0%	0	0
D05.131.201	DREN	513	Suivi du solde financier des projets du FFI (quatrième trimestre 2010-2013)	0	0	0	0	0	0%	0	0	0	0	0	0%	0	0	0%	0	0	0%	0	0
D05.131.202	DREN	513	(Femmes) Gestion et suivi de la mise en œuvre des projets en cours de	0	0	0	0	0	0%	0	0	0	0	0	0%	0	0	0%	0	0	0%	0	0
D05.131.203	DREN	513	(Femmes) Evaluation des résultats au cours de l'année	0	0	0	0	0	0%	0	0	0	0	0	0%	0	0	0%	0	0	0%	0	0
D05.131.3	DREN	513	Des dispositifs de financement et de soutien des solutions numériques	0	0	0	0	0	0%	0	0	0	0	0	0%	0	0	0%	0	0	0%	0	0
D05.131.301	DREN	513	Appels à projets internationaux pour le financement et l'économie de l'innovation et la recherche et développement	0	0	0	0	0	0%	0	0	0	0	0	0%	0	0	0%	0	0	0%	0	0
C05.131.4	DREN	513	(Femmes) - Le FFI est connu au niveau international et la recherche et développement	0	0	0	0	0	0%	0	0	0	0	0	0%	0	0	0%	0	0	0%	0	0
D05.131.401	DREN	513	(Femmes) - Promotion des projets financiers par le FFI dans le domaine	0	0	0	0	0	0%	0	0	0	0	0	0%	0	0	0%	0	0	0%	0	0
D05.131.402	DREN	513	(Femmes) - Amélioration de l'efficacité du FFI pour renforcer la dynamique	0	0	0	0	0	0%	0	0	0	0	0	0%	0	0	0%	0	0	0%	0	0
D05.131.403	DREN	513	Coopération, évaluation et promotion du rapport annuel "Etat de la Fria"	60 000	75 000	0	0	0	0%	75 000	100%	100%	0	74 956	100%	0	74 356	99%	0	73 666	99%	0	73 666
D05.132	DREN	513	L'intégration des technologies de l'information et de la communication à l'unité pilote de l'Institut francophone pour l'innovation et de l'unité pilote dans le domaine des	220 000	225 000	-5 000	0	0	0%	201 002	100%	100%	0	197 740	96%	0	197 740	100%	0	197 740	96%	0	197 740
D05.132.1	DREN	513	Une stratégie de veille continue et de pilotage dans le domaine des	30 000	27 000	-3 000	0	0	0%	24 000	100%	100%	0	23 970	100%	0	22 654	94%	0	22 654	94%	0	22 654
D05.132.101	DREN	513	Réhabilitation et valorisation des documents thématiques sur les enjeux	0	0	0	0	0	0%	0	0	0	0	0	0%	0	0	0%	0	0	0%	0	0
D05.132.102	DREN	513	Contribution aux travaux de conférence, tables rondes, ateliers et réunions	160 000	188 000	-28 000	0	0	0%	180 200	100%	100%	0	186 707	100%	0	177 161	95%	0	177 161	95%	0	177 161
D05.132.103	DREN	513	Appels à concours - innovation numérique et francophonie « co-organisés »	0	0	0	0	0	0%	0	0	0	0	0	0%	0	0	0%	0	0	0%	0	0
D05.132.104	DREN	513	Coopération, évaluation et promotion du rapport annuel "Etat de la Fria"	60 000	75 000	0	0	0	0%	75 000	100%	100%	0	74 956	100%	0	74 356	99%	0	73 666	99%	0	73 666
D05.132.105	DREN	513	Les capacités des pays francophones en développement à assurer la sécurité et la protection des données sensibles sur les enjeux	30 000	27 000	-3 000	0	0	0%	24 000	100%	100%	0	23 970	100%	0	22 654	94%	0	22 654	94%	0	22 654
D05.132.106	DREN	513	Soutien aux processus nationaux et régionaux de transmission vers le marché	90 000	92 000	-2 000	0	0	0%	74 800	100%	100%	0	73 171	98%	0	69 778	95%	0	68 943	95%	0	68 943
D05.132.107	DREN	513	Appels à l'innovation dans les médias (réactualisation de l'ensemble) et à la recherche et développement	90 000	92 000	-2 000	0	0	0%	82 000	100%	100%	0	90 600	94%	0	89 738	90%	0	90 600	94%	0	90 600
D05.132.108	DREN	513	Des initiatives de renforcement de capacités sont réalisées à travers la contribution à la réalisation d'environnements de ressources, d'ateliers et formations	430 000	365 000	-65 000	0	0	0%	365 000	100%	100%	0	572 856	100%	0	463 436	86%	0	463 436	86%	0	463 436
D05.132.302	DREN	513	Organisation de formations	90 000	78 000	-12 000	0	0	0%	78 000	100%	100%	0	64 500	84%	0	63 764	81%	0	62 084	81%	0	62 084
D05.132.303	DREN	513	Contribution au projet de Réseau Francophone de l'innovation (RFINOV)	150 000	147 000	-3 000	0	0	0%	147 000	100%	100%	0	146 150	99%	0	142 052	97%	0	142 052	97%	0	142 052
D05.132.304	DREN	513	Realisation et diffusion de notes d'orientations stratégiques sur les enjeux	0	0	0	0	0	0%	0	0	0	0	0	0%	0	0	0%	0	0	0%	0	0
D05.132.305	DREN	513	Soutien aux processus nationaux et régionaux de transmission vers le marché	0	0	0	0	0	0%	0	0	0	0	0	0%	0	0	0%	0	0	0%	0	0
D05.132.306	DREN	513	Appels à concours et contenants numériques favorisant la recherche et développement	0	0	0	0	0	0%	0	0	0	0	0	0%	0	0	0%	0	0	0%	0	0
D05.132.307	DREN	513	Appels aux activités de renforcement des capacités et de l'enseignement en	90 000	80 000	-10 000	0	0	0%	80 000	100%	100%	0	74 000	100%	0	70 105	100%	0	69 000	100%	0	69 000
D05.132.308	DREN	513	Soutien aux initiatives numériques de préservation et de valorisation de	0	3 460 000	3 310 056	514 938	3 242 574	89%	3 119 012	100%	100%	0	217 000	100%	0	16 121	100%	0	15 613	28%	0	15 613
D05.132.309	DREN	513	AUTRES ACTIVITÉS	0	0	0	0	0	0%	0	0	0	0	0	0%	0	0	0%	0	0	0%	0	0
D06.1	Communication et partenariat	521	Communication et partenariat	800 000	900 000	-10 000	0	0	0%	875 000	100%	100%	0	874 100	100%	0	852 707	97%	0	828 000	81%	0	828 000
D06.11	DGF	611	Fonds canadien - Entrepreneuriat Femmes-Jeunes - Favoriser les contrats	0	800 000	-25 000	0	0	0%	875 000	100%	100%	0	874 100	100%	0	852 707	97%	0	828 000	81%	0	828 000
D06.111	DGF	611	Fonds canadien - Communication et partenariat	0	800 000	-25 000	0	0	0%	875 000	100%	100%	0	874 100	100%	0	852 707	97%	0	828 000	81%	0	828 000
D06.111.1	DGF	611	Communication et partenariat	0	800 000	-25 000	0	0	0%	875 000	100%	100%	0	874 100	100%	0	852 707	97%	0	828 000	81%	0	828 000
D06.111.101	DGF	611	Programme spécifique de solidarité	0	800 000	-10 000	0	0	0%	875 000	100%	100%	0	874 100	100%	0	852 707	97%	0	828 000	81%	0	828 000
D06.111.102	DGF	611	Vérité officielle et dévoilements du Sociétariat général et ministère du	0	800 000	-10 000	0	0	0%	875 000	100%	100%	0	874 100	100%	0	852 707	97%	0				

24